



HAL
open science

Théories et pratiques du taux d'actualisation : Une approche cohérente ? Le taux d'actualisation dans la normalisation comptable internationale

Véronique Blum, Emmanuel Laffort, Pierre-Emmanuel Théron

► To cite this version:

Véronique Blum, Emmanuel Laffort, Pierre-Emmanuel Théron. Théories et pratiques du taux d'actualisation : Une approche cohérente ? Le taux d'actualisation dans la normalisation comptable internationale. [Rapport de recherche] Autorité des Normes Comptables. 2018. hal-03341338

HAL Id: hal-03341338

<https://hal.science/hal-03341338v1>

Submitted on 10 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**Théories et pratiques du taux d'actualisation :
Une approche cohérente ?**
*Le taux d'actualisation dans la normalisation comptable
internationale*

Rapport n°1

**L'analyse des références au taux d'actualisation
Dans les IFRS/IAS publiées**

Véronique BLUM, Université Grenoble Alpes

Emmanuel LAFFORT, Université de Pau et des Pays de l'Adour

Pierre THEROND, Université Lyon 1

Objet de la recherche

Les pratiques comptables recourent à l'utilisation de taux d'actualisation. Ceux-ci interviennent notamment dans des problématiques d'évaluation d'actifs ou de passifs, ou encore dans la détermination de charges ou de produits.

L'objectif de ce projet consiste à examiner les exigences normatives en matière de taux d'actualisation et les pratiques en vigueur. Ce projet souhaite apporter un regard complémentaire aux projets de recherche menés par l'IASB et l'EFRAG sur le même sujet.

En outre, il propose de sortir du seul cadre des IFRS afin d'expliquer la possible incohérence des recommandations de l'IASB par une pluralité de normes plus spécifiques. Aussi, ce projet propose d'analyser la conformité des pratiques aux normes en mettant en lumière les éventuels freins à cette conformité et pour aller plus loin envisage de sonder la conscience – ou non – par les utilisateurs des taux d'actualisation et des méthodes de mesure de la teneur des hypothèses sous-jacentes aux modèles/méthodes employés.

SOMMAIRE

<u>PARTIE 1 : RAPPELS DES ENGAGEMENTS ET CONTEXTE DU PROJET</u>	<u>2</u>
INTRODUCTION	3
1. QUESTION DE RECHERCHE - RAPPEL	5
2. PLAN DE RECHERCHE ANNONCÉ	6
3. AGENDA PRÉVISIONNEL	6
<u>PARTIE 2 : RÉSULTATS DE L'ANALYSE DE CONTENU DES NORMES IFRS/IAS FAISANT RÉFÉRENCE AU TAUX D'ACTUALISATION</u>	<u>7</u>
1. MÉTHODE	8
2. ANALYSE DE CONTENU DES NORMES INTERNATIONALES	12
1 ANALYSE DES NORMES IAS	12
1.1 IAS 1 - Presentation of Financial Statements	12
1.2 IAS 2 - Inventories	15
1.3 IAS 8 - Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors	16
1.4 IAS 12 - Income Taxes	17
1.5 IAS 16 - Property, Plant and Equipment	19
1.6 IAS 17 - Leases	22
1.7 IAS 19 - Employee Benefits	25
1.8 IAS 23 - Borrowing Costs	29
1.9 IAS 26 - Accounting and Reporting by Retirement Benefit Plans	31
1.10 IAS 29 - Financial Reporting in Hyperinflationary Economies	33
1.11 IAS 32 - Financial Instruments	35
1.12 IAS 36 - Impairment of Assets	37
1.13 IAS 37 - Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets	46
1.14 IAS 39 - Financial Instruments	49
1.15 IAS 40 - Investment Property	51
1.16 IAS 41 - Agriculture	53
2 ANALYSE DES NORMES IFRS	55
2.1 IFRS 1 - First-time Adoption of International Financial Reporting Standards	55
2.2 IFRS 2 - Share-based Payment	56
2.3 IFRS 3 - Business Combinations	59
2.4 IFRS 4 - Insurance Contract	63
2.5 IFRS 5 - Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations	65
2.6 IFRS 6 - Exploration for and Evaluation of Mineral Resources	67
2.7 IFRS 7 - Financial Instruments : Disclosures	68
2.8 IFRS 9 - Financial Instruments	70
2.9 IFRS 13 - Fair Value Measurement	74
2.10 IFRS 15 - Revenue from Contracts with Customers	82
2.11 IFRS 16 - Leases	85
2.12 IFRS 17 : Insurance contracts (phase 2)	87
3 ANALYSE DES IFRS PAR LE COMITÉ D'INTERPRÉTATION (SIC)	91
4 ANALYSE DES IFRS PAR LE COMITÉ D'INTERPRÉTATION (IFRIC)	91
5 TABLEAUX RÉCAPITULATIFS	92
<u>3. IDENTIFICATION DE PROBLÈMES DE COHÉRENCE ET PISTES DE RECHERCHE</u>	<u>96</u>

Partie 1
Rappels des engagements et contexte du projet

Introduction

De nombreuses normes, notamment des IFRS, mentionnent l'emploi de taux d'actualisation (TA) le plus souvent en tant qu'élément de calcul de la valeur actuelle des flux de trésorerie. La diversité des normes, leurs conceptions à des dates éloignées ou encore les objectifs divergents des normes ont pu aboutir à des recommandations incohérentes d'une norme à l'autre, et notamment en matière de mobilisation des taux d'actualisation. Une première partie de notre travail consiste à examiner la cohérence interne des normes IFRS/IAS en réalisant un état des lieux des recommandations fournies dans les diverses normes émises par l'IASB.

L'IASB lui-même conduit une réflexion sur ses pratiques afin de pointer les incohérences et de les résoudre. Le projet **Discount rates research – review of existing requirements** a été lancé le 1^{er} octobre 2015. Le projet a été décidé après une consultation conduite en 2011 à l'occasion de laquelle 47 lettres de commentaires sur 247 (19%) évoquaient la nécessité de préciser la notion de TA. Un ensemble de publications a suivi sous forme de *staff papers* (exprimés lors de réunions de l'IASB sans exprimer sa position). En voici les idées clés :

- **19 juin 2014 (SP15)** : la technique de la valeur actuelle est une méthode, et non un objectif, ce dernier consiste à mesurer la Juste Valeur (JV) des actifs et dettes. « Les recommandations en matière de TA dépendent de l'objectif mesuré » est la posture choisie par l'IASB. Il est proposé d'exclure IFRS 13 du champ de la recherche qui est plutôt centré sur IAS 19, 36, 37 et IFRS 9. Le premier jet du *Research paper* devait être livré en novembre 2014.
- **Septembre 2015** (Agenda Paper 15), résumé des découvertes, des questions soulevées par les différents standards (AP15A), publication du premier jet du *Research Paper* (AP15B)¹ où la Valeur Actuelle se distingue en 3 catégories, selon qu'elle constitue la mesure unique ou non ou encore un seuil et le TA se distingue en TA courant ou en TA historique, la prime de risque et l'ajustement aux risques (de liquidité, de crédit), inclusion des risques dans les Cash Flow ou le taux, les résultats des enquêtes (AP15C).
- **Décembre 2015** : session pédagogique 1 (AP17), dont les diapositives reprennent des éléments du *draft* (AP17A) et n'identifient aucun problème de *reporting*, les documents 17B et 17C sont - à un décalage de puce près - exactement identiques aux documents 15B et 15C émis 3 mois auparavant, y compris les problèmes de pagination et de puce.
- **Janvier 2016** : une nouvelle session pédagogique se déroule qui porte sur 2 points déjà à l'ordre du jour lors de la première session. Les documents 17 A/B et C demeurent inchangés. Un document 17ADD comporte 2 pages.
- **Avril 2016**, le document 17 résume les commentaires reçus relatifs au projet de TA (2015 Agenda consultation). 67 répondants sur 119 ont exprimé une demande de prise en compte de la question du TA, notamment relativement aux incohérences.
- **Mars 2017** : les documents de travail AP17, AP17A et AP17B offrent une synthèse des travaux réalisés et posent à l'IASB la question de la poursuite du travail de recherche. Le staff n'est ni en faveur d'une consultation publique ni de la poursuite du projet. Le cas des taux faibles ou négatifs doit faire l'objet d'une session pédagogique (public education session). Les résultats du projet de recherche ont mis à jour des incohérences dont certaines constituent des sous-parties de projets en cours (comptabilisation de l'intérêt net des pensions (IAS 19) – l'usage du taux avant IS dans IAS 36) alors que d'autres s'inscrivent dans des projets – éventuellement – à venir (le cas des provisions dans IAS 37 – les disclosures – l'incohérence des hypothèses de taux et de flux dans le cas de IAS 19). Le **21 mars 2017**, le Board observe que la recherche a eu pour contribution (1) des « résultats » (findings) (2) la production d'une liste de points relatifs au TA et à la valeur

¹ Cette version *draft* du rapport de recherche couvre en 73 pages : les problématiques identifiées par le chercheur en charge de son élaboration (12 questions p.11), un classement des bases de mesures considérant la JV comme une valeur courante (p.24), un tableau des taux d'actualisation de référence selon des pays (p.30), un tableau évoquant les enjeux liés au taux d'actualisation, principalement localisés dans le monde anglo-saxon et au Japon (p.31).

actuelle que le staff devra prendre en compte dans le futur. Le Board suit les recommandations du staff de ne pas poursuivre le projet ni ne le soumettre à consultation.

L'approche envisagée dans le cadre de la présente recherche s'apparente en certains points à celle de ce projet IASB. Comme le projet de recherche IASB, une première partie de notre travail - objet de ce premier rapport - portait sur la comparaison du traitement du TA inter-normes. Notre approche se différencie de celle de l'IASB en ce qu'elle couvre l'ensemble des normes publiées. Elle inclut par exemple des normes par lesquelles l'utilisation de la JV peut créer un fort impact sur les comptes (IAS 16, IFRS 3...) de manière indirecte aussi, et n'exclut pas la norme IFRS 13, car nous nous intéressons aussi à la signification du taux d'actualisation.

Commune à ces deux recherches est l'intention de sortir du seul cadre des normes pour couvrir les travaux académiques et les pratiques. Là aussi, notre approche se distingue de celle de l'IASB, car notre enquête ne suppose pas une primauté des investisseurs et des analystes. En effet, par la suite, nous étendrons encore notre champ de recherche à d'autres normes que les IFRS afin d'établir dans quelles mesures les normes IAS et IFRS sont cohérentes avec d'autres normes d'évaluation et d'analyser les éventuels problèmes d'internormativité. Enfin, l'usage des normes par le préparateur constitue un sujet d'intérêt par sa position d'observateur de premier d'ordre et sa capacité à décrire les difficultés de mise en pratique, ainsi que les effets de la réglementation.

1. Question de recherche - rappel

La littérature relative aux taux d'actualisation est foisonnante. Elle l'examine d'un point de vue conceptuel (Scholten & Read, 2006² ; Kvaal, 2007³ ; Kuvaldina & Lapin, 2015), ou d'un point de vue positiviste. Les travaux adoptant une approche positive mobilisent par exemple des régressions multiples afin de déterminer l'influence du coût de capital sur la valeur de marché, ou l'influence de la gouvernance sur le coût de capital. Les relations entre le taux d'actualisation et d'autres paramètres sont également examinées, ainsi il serait par exemple, inversement proportionnel au taux de taxation (Santoro & Wei, 2013⁴).

Le taux d'actualisation est alternativement envisagé en tant qu'élément de mesure, dans ce cas on parle plus communément de taux d'actualisation ou en tant que critère de décision ou en tant qu'indicateur de confiance des apporteurs de fonds, on parle alors plutôt de coût des fonds, et plus précisément de Coût Moyen Pondéré de Capital (WACC en anglais) (Giaccotto, 2007⁵). Les tendances récentes voient de plus en plus souvent ces deux conceptions s'éloigner, notamment lorsque des ajustements des taux en fonction des risques ou de la taille du projet (Gollier 2011)⁶ sont recommandés, ou encore lorsque le recours au seul taux sans risque est préféré, en particulier dans le cas des projets d'énergies renouvelables (Howarth, 2003⁷), quoique cette posture ne soit pas universelle (Scholten & Read, 2006; Rouse, 2008⁸).

Des observations des pratiques existent (Blum, 2011⁹), mais portent le plus souvent sur le TA en tant que critère de décision d'investissement, le plus souvent dans une perspective de long terme. Peu d'approches proposent d'examiner le taux d'actualisation en tant qu'élément d'une norme, capable d'influer sur les comportements/pratiques. Or, il émerge actuellement un ensemble de recherches mobilisant des approches qualitatives capables de mettre à jour la diversité des comportements (Gumb et al. 2016¹⁰) ou d'examiner la conformité des pratiques eu égard aux exigences normatives (Giordano-Spring & Dumas, 2016¹¹). Notre travail s'inscrit dans ces approches.

En même temps que se forme un champ de littérature relatif au taux d'actualisation, le normalisateur comptable international qui en fait usage interroge à nouveau le sens, l'usage et l'emploi recommandé de cet outil.

Notre principale question de recherche consiste à examiner **dans quelle mesure les**

² Scholten, M., & Read, D. (2006). Discounting by Intervals: A Generalized Model of Intertemporal Choice. *Management Science*, 52(9), 1424-1436.

³ Kvaal, E. (2007). Discounting and the Treatment of Taxes in Impairment Reviews. *Journal Of Business Finance & Accounting*, 34(5/6), 767-791.

Kuvaldina, T. B., & Lapin, D. R. (2015). Theoretical and practical issues of using the present value in accounting and reporting. *International accounting*, (10), 2-13.

⁴ Santoro, M., & Wei, C. (2013). The marginal welfare cost of capital taxation: Discounting matters. *Journal Of Economic Dynamics & Control*, 37(4), 897-909.

⁵ Giaccotto, C. (2007). Discounting Mean Reverting Cash Flows with the Capital Asset Pricing Model. *Financial Review*, 42(2), 247-265.

⁶ Gollier, C. (2011). Discounting and risk adjusting non-marginal investment projects. *European Review Of Agricultural Economics*, 38(3), 325-334.

⁷ Howarth, R. B. (2003). Discounting and Uncertainty in Climate Change Policy Analysis. *Land Economics*, 79(3), 369-381.

⁸ <http://www.accessecon.com/pubs/EB/2008/Volume7/EB-08G30001A.pdf>

⁹ Five decades of capital budgeting surveys for a contextual approach, Accounting Renaissance, IAAER, Venezia

¹⁰ The impact of accounting standards on hedging decisions : When the map becomes the territory, article présenté à l'AFC 2016.

¹¹ Normativité et Comptabilisation des dépenses R&D en IFRS : Etude des divulgations conjointes dirigeant / CAC , article présenté à l'AFC 2016.

recommandations en matière d'usage des taux d'actualisation par l'IASB sont cohérentes entre elles et avec les pratiques externes.

Les problématiques sous-jacentes sont les suivantes :

Quels sont les objectifs/théories explicites et implicites des diverses (ou non) recommandations formulées ? Quelles sont les pratiques observables ? Dans une organisation, qui prescrit et définit le taux d'actualisation ? Lorsque plusieurs taux coexistent, qui décident de l'usage multiple ? Qui définit les taux ? Sur quelles bases sont choisis ces taux ?

2. Plan de recherche annoncé

1. Le taux d'actualisation selon les normalisateurs

- 1.1 Le(s) taux d'actualisation selon l'IASB
- 1.2 Le(s) taux d'actualisation selon d'autres organismes normalisateurs

2. Mise en perspective des pratiques

- 2.1 Analyse de contenu de documents publics
- 2. Entretiens complémentaires

Le présent rapport porte sur la partie 1.1.

3. Agenda prévisionnel

Date début	Durée	Fin de l'étape	Descriptif de l'étape
M	3 mois	M + 3	Le taux d'actualisation selon le normalisateur comptable international (1.1)
M + 3	7 mois	M + 10	Le taux d'actualisation selon d'autres organismes normalisateurs (1.2) Mise en perspective des pratiques Analyse de contenus des documents publics (2.1)
M + 10	8 mois	M + 18	Mise en perspective des pratiques Entretiens complémentaires (2.2)

Partie 2
Résultats de l'analyse de contenu des normes IFRS/IAS faisant
référence au taux d'actualisation

1. Méthode

Cette première phase de notre recherche a consisté en une analyse de contenu des normes IFRS. Nous avons travaillé sur les versions anglaises de l'ensemble des IAS et IFRS publiées, ainsi que sur les textes d'interprétation SIC et IFRIC.

Il ne s'agit pas, à l'instar des recherches employant cette méthode, de discerner des thématiques ou des fragments discursifs révélateurs. Notre approche se différencie de ce courant donnant lieu à de nombreuses publications en ce qu'elle entend avant tout répertorier/coder les références au TA. Nous envisageons d'en proposer une éventuelle classification, mais nous ne projetons pas l'identification de quelconques sous-jacents épistémologiques. Notre démarche vise l'identification d'éventuelles faiblesses dans les définitions ou recommandations liées au TA afin de proposer des définitions précises, des catégories utiles et des recommandations cohérentes à l'intérieur de ces catégories.

Une recherche des mots clefs a été réalisée et l'ensemble des portions de texte a été collecté dans des documents spécifiques. Par exemple, dans un document nommé « TActu - KW Normes.pdf », on trouve les portions de textes faisant référence aux mots clefs suivants: discounted, discounting, discount, weighted, actual, rate, rates, present, value. La recherche a été réalisée sur des mots uniques et non des groupes de mots (« present » ou « value » et non « present value »). Les normes retenues pour une analyse plus approfondie sont décrites dans le tableau 1. Notamment, le champ d'étude obtenu (ou l'échantillon de normes) par cette méthode est plus large que le champ retenu dans le cadre du Research Project de l'IASB.

À partir de cette première sélection, un chercheur a consulté les documents originaux afin d'identifier le contexte dans lequel étaient cités les mots identifiés. Ces éléments de contextes, si jugés pertinents, ont été répertoriés dans un outil de suivi de notes.

L'extraction de toutes les notes relatives à ce travail a permis de constituer la base de ce rapport. Parallèlement, deux autres chercheurs ont réalisé une lecture manuelle des notes et des normes afin de confronter leurs propres résultats aux premiers. Le document a ainsi pu être complété. Une analyse a ensuite été réalisée et les pistes de recherche ont été identifiées.

Le rapport présente les résultats de ces travaux, pour chaque norme faisant – directement ou indirectement – référence au TA, selon une trame récurrente :

- Une première partie reprend les références clefs publiées dans le standard et relatives au TA.
- Dans la plupart des cas, un tableau restitue l'objectif visé par l'utilisation du TA, la méthode préconisée s'il y en a une et le cas échéant, les moyens de l'actualisation. La raison d'être de la mesure est éventuellement rappelée, quand elle se distingue de l'objectif.
- Un commentaire critique visant à identifier les questions clés propres à faire l'objet de thèmes évoqués lors de la conduite d'entretiens ou propres à formuler des recommandations permet au présent rapport de dépasser le seul cadre descriptif. Les idées clés sont synthétisées et conceptualisées dans la dernière partie.

Le travail d'analyse est complété par une lecture des *Staff papers* de l'IASB (de 15 à 17DD) détaillés p.4 de ce rapport mettant en lumière la nécessité de clarifications conceptuelles. L'auteur recherchait des incohérences et après leur identification, suggère une liste de thématiques à interroger plus profondément, certaines dans le cadre des normes identifiées, d'autres dans le cadre d'un projet spécifique.

Notre recherche identifie l'usage du taux d'actualisation (TA) en tant que méthode de capture des risques et incertitude. En effet, le TA est supposé capturer les volatilités des actifs et passifs non invariants. Aussi, notre approche se distingue de l'approche adoptée dans la recherche de l'IASB en ce qu'elle a choisi de questionner les hypothèses implicites aux modèles utilisés et leur diversité.

Titre du standard		Fait référence au TA ou à la JV	Ne fait pas référence au TA à la JV
IAS			
1	Presentation of Financial Statements	X	
2	Inventories	X	
7	Statement of Cash Flows		X
8	Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors	X	
10	Events after the Reporting Period		X
12	Income Taxes	X	
16	Property, Plant and Equipment	X	
17	Leases	X	
19	Employee Benefits	X	
20	Accounting for Government Grants and Disclosure of Government Assistance		X
21	The Effects of Changes in Foreign Exchange Rates		X
23	Borrowing Costs	X	
24	Related Party Disclosures		X
26	Accounting and Reporting by Retirement Benefit Plans	X	X
27	Separate Financial Statements		X
28	Investments in Associates and Joint Ventures		X
29	Financial Reporting in Hyperinflationary Economies	X	
32	Financial Instruments: Presentation	X	
33	Earnings per Share		X
34	Interim Financial Reporting		X
36	Impairment of Assets	X	
37	Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets	X	
38	Intangible Assets	X	
39	Financial Instruments: Recognition and Measurement	X	
40	Investment Property	X	
41	Agriculture	X	

Titre du standard		Fait référence au TA ou à la JV	Ne fait pas référence au TA ou à la JV
IFRS			
1	First-time Adoption of International Financial Reporting Standards		X
2	Share-based Payment	X	
3	Business Combinations		
4	Insurance Contracts	X	
5	Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations		X
6	Exploration for and Evaluation of Mineral Resources		X
7	Financial Instruments: Disclosures	X	
8	Operating Segments		X
9	Financial Instruments	X	
10	Consolidated Financial Statements		
11	Joint Arrangements		
12	Disclosure of Interests in Other Entities		
13	Fair Value Measurement	X	
14	Regulatory Deferral Accounts		
15	Revenue from Contracts with Customer		
16	Leases	X	
17	Insurance contracts (phase 2)	X	

Titre du standard		Fait référence au TA ou à la FV	Ne fait pas référence au TA ou à la FV
IFRIC			
1	Changes in Existing Decommissioning, Restoration and Similar Liabilities		X
2	Members' Shares in Co-operative Entities and Similar Instruments		X
5	Rights to Interests arising from Decommissioning, Restoration and Environmental Rehabilitation Funds		X
6	Liabilities arising from Participating in a Specific Market—Waste Electrical and Electronic Equipment		X
7	Applying the Restatement Approach under IAS 29 Financial Reporting in Hyperinflationary Economies		X
10	Interim Financial Reporting and Impairment		X
12	Service Concession Arrangements		X
14	IAS 19—The Limit on a Defined Benefit Asset, Minimum Funding Requirements and their Interaction		X
16	Hedges of a Net Investment in a Foreign Operation		X
17	Distributions of Non-cash Assets to Owners		
19	Extinguishing Financial Liabilities with Equity Instruments		X
20	Stripping Costs in the Production Phase of a Surface Mine		X
21	Levies		X
SIC			
7	Introduction of the Euro		X
10	Government Assistance—No Specific Relation to Operating Activities		X
25	Income Taxes—Changes in the Tax Status of an Entity or its Shareholders		X
29	Service Concession Arrangements: Disclosures		X
32	Intangible Assets—Web Site Costs		X

NB : les IFRIC et SIC, comme par exemple IFRIC 20 et SIC 32 abordent des questions d'évaluation, sans pour autant proposer de méthodes complémentaires ou alternatives aux propositions figurant dans les norms.

2. Analyse de contenu des normes internationales

1 Analyse des normes IAS

1.1 IAS 1 - Presentation of Financial Statements

Cette norme présente les bases de présentation des états financiers à usage général afin de rendre comparables les états financiers tant d'une entité d'une période à l'autre qu'entre les entités. À ce titre, elle énonce des dispositions structurelles générales et informationnelles minimales que les normes suivantes devront respecter (§1).

1.1.1 Références clés du texte officiel

(§1) This Standard prescribes the basis for presentation of general purpose financial statements to ensure comparability both with the entity's financial statements of previous periods and with the financial statements of other entities. It sets out overall requirements for the presentation of financial statements, guidelines for their structure and minimum requirements for their content.

(§82) In addition to items required by other IFRSs, the profit or loss section or the statement of profit or loss shall include line items that present the following amounts for the period:

- (a) revenue, presenting separately interest revenue calculated using the effective interest method;
- (ba) impairment losses (including reversals of impairment losses or impairment gains) determined in accordance with Section 5.5 of IFRS 9;
- (ca) if a financial asset is reclassified out of the amortised cost measurement category so that it is measured at fair value through profit or loss, any gain or loss arising from a difference between the previous amortised cost of the financial asset and its fair value at the reclassification date (as defined in IFRS 9);

(§125) An entity shall disclose information about the assumptions it makes about the future, and other major sources of estimation uncertainty at the end of the reporting period, that have a significant risk of resulting in a material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities within the next financial year. In respect of those assets and liabilities, the notes shall include details of:

- (a) their nature, and
- (b) their carrying amount as at the end of the reporting period.

(§126) Determining the carrying amounts of some assets and liabilities requires estimation of the effects of uncertain future events on those assets and liabilities at the end of the reporting period. For example, in the absence of recently observed market prices, future-oriented estimates are necessary to measure the recoverable amount of classes of property, plant and equipment, the effect of technological obsolescence on inventories, provisions subject to the future outcome of litigation in progress, and long-term employee benefit liabilities such as pension obligations. These estimates involve assumptions about such items as the risk adjustment to cash flows or discount rates, future changes in salaries and future changes in prices affecting other costs.

(§127) The assumptions and other sources of estimation uncertainty disclosed in accordance with paragraph 125 relate to the estimates that require management's most difficult, subjective

or complex judgements. As the number of variables and assumptions affecting the possible future resolution of the uncertainties increases, those judgements become more subjective and complex, and the potential for a consequential material adjustment to the carrying amounts of assets and liabilities normally increases accordingly.

(§128) The disclosures in paragraph 125 are not required for assets and liabilities with a significant risk that their carrying amounts might change materially within the next financial year if, at the end of the reporting period, they are measured at fair value based on a quoted price in an active market for an identical asset or liability. Such fair values might change materially within the next financial year but these changes would not arise from assumptions or other sources of estimation uncertainty at the end of the reporting period.

(§129) An entity presents the disclosures in paragraph 125 in a manner that helps users of financial statements to understand the judgements that management makes about the future and about other sources of estimation uncertainty. The nature and extent of the information provided vary according to the nature of the assumption and other circumstances. Examples of the types of disclosures an entity makes are:

- (a) the nature of the assumption or other estimation uncertainty;
- (b) the sensitivity of carrying amounts to the methods, assumptions and estimates underlying their calculation, including the reasons for the sensitivity;
- (c) the expected resolution of an uncertainty and the range of reasonably possible outcomes within the next financial year in respect of the carrying amounts of the assets and liabilities affected; and
- (d) an explanation of changes made to past assumptions concerning those assets and liabilities, if the uncertainty remains unresolved.

(§130) This Standard does not require an entity to disclose budget information or forecasts in making the disclosures in paragraph 125.

(§131) Sometimes it is impracticable to disclose the extent of the possible effects of an assumption or another source of estimation uncertainty at the end of the reporting period. In such cases, the entity discloses that it is reasonably possible, on the basis of existing knowledge, that outcomes within the next financial year that are different from the assumption could require a material adjustment to the carrying amount of the asset or liability affected. In all cases, the entity discloses the nature and carrying amount of the specific asset or liability (or class of assets or liabilities) affected by the assumption.

(§133) Other IFRSs require the disclosure of some of the assumptions that would otherwise be required in accordance with paragraph 125. For example, IAS 37 requires disclosure, in specified circumstances, of major assumptions concerning future events affecting classes of provisions. IFRS 13 Fair Value Measurement requires disclosure of significant assumptions (including the valuation technique(s) and inputs) the entity uses when measuring the fair values of assets and liabilities that are carried at fair value.

Utilisation du TA dans la norme	Le TA est reconnu comme un élément pouvant avoir un impact sur les éléments comptabilisés. IAS 1 recommande alors de divulguer les informations pouvant avoir un impact sur ce taux sur l'exercice comptable en cours et l'année qui suit
Objet évalué	Tous ceux qui nécessitent un TA
Méthode d'évaluation	Dépend de la norme considérée
Définition du TA	Dépend de la norme considérée
Processus et conditions de calcul du TA	Dépend de la norme considérée

1.1.2 Commentaires et questionnements

(§ 82) Il est indiqué parmi les informations devant figurer en perte ou bénéfice dans le compte de résultat : les pertes liées aux tests de dépréciation, avec un renvoi vers la section 5.5 de l'IFRS 9; et lorsqu'un instrument financier est reclassifié en dehors d'une mesure au coût, il est mesuré à sa JV et reconnaît des bénéfices ou pertes générés par la différence entre les coûts préalablement amortis et leur JV à la date de reclassification.

(§125) Lors de l'établissement de son reporting financier, **une entité doit divulguer toutes les hypothèses postulées et relatives au futur ainsi que les sources majeures d'incertitude susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'année à venir.** En particulier, les notes doivent contenir le détail (a) de la nature des actifs et passifs considérés ainsi (b) que leur montant de leur valeur nette comptable de fin d'exercice.

(§126) Par exemple, en l'absence de prix de marché récemment observables, des estimations prospectives sont nécessaires à la mesure des montants recouvrables de PPE (Property Plant Equipment), de l'effet de l'obsolescence technologique sur les stocks, des provisions pour litiges, des engagements. Sont en particulier concernées les hypothèses telles que la prise en compte du risque dans les CF (Cash Flows) futurs ou le taux d'actualisation.

(§129) Les divulgations portent sur la nature des hypothèses, la sensibilité de la VNC aux méthodes, hypothèses et estimations, les possibles états futurs éventuellement moins incertains, les variations d'hypothèses par rapport aux exercices précédents.

(§130) Les informations budgétaires sont exclues de ces exigences informationnelles, il s'agit alors d'informer selon ce qui est « raisonnablement possible » (§131).

La norme (§82 (a)) préconise l'utilisation d'une méthode « d'intérêt effectif » (*effective interest method*).

La divulgation exigée laisse beaucoup de liberté puisqu'elle touche principalement les éléments susceptibles d'avoir un impact significatif sur les prochains mois. Le seuil de « significativité » n'étant pas défini, il repose sur le jugement personnel.

1.2 IAS 2 - Inventories

1.2.1 Références clés du texte officiel

(§6) Net realisable value is the estimated selling price in the ordinary course of business less the estimated costs of completion and the estimated costs necessary to make the sale. Fair value is the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date. (See IFRS 13 Fair Value Measurement.)

(§7) Net realisable value refers to the net amount that an entity expects to realise from the sale of inventory in the ordinary course of business. Fair value reflects the price at which an orderly transaction to sell the same inventory in the principal (or most advantageous) market for that inventory would take place between market participants at the measurement date. The former is an entity-specific value; the latter is not. Net realisable value for inventories may not equal fair value less costs to sell.

(§9) Inventories shall be measured at the lower of cost and net realisable value.

(§31) Estimates of net realisable value also take into consideration the purpose for which the inventory is held

Utilisation du TA dans la norme	Implicite dans l'application de la juste valeur et dans le calcul des coûts d'emprunts
Objet évalué	Actif : Stocks
Méthode d'évaluation	Toutes celles qui sont permises par la définition de la juste valeur : coûts (prix d'entrée), valeur de réalisation nette dont juste valeur (prix de sortie)
Définition du TA	Pas de précision
Processus et conditions de calcul du TA	Aucune précision

1.2.2 Commentaires et questionnements

(§6) La norme propose sa propre définition de la JV « *La JV reflète le prix auquel une transaction ordonnée visant à vendre un élément de stock sur le principal marché - ou le plus avantageux – entre des participants et à la date de mesure* ».

Lors d'une évaluation à l'inventaire, le stock est évalué à la plus faible valeur de deux montants : (1) le coût d'entrée (2) la valeur de vente estimée. La valeur nette réalisable désigne le prix de sortie attendu « dans le cours normal d'activité ». Cette valeur nette réalisable est spécifique à l'entité alors que la JV ne l'est pas. La VNR s'apparente alors à une JV de niveau 3 et peut différer de la JV (niveau 2) diminuée des coûts de vente.

L'évaluation du coût des stocks peut inclure les coûts d'emprunt (borrowing costs). Lorsque les stocks sont des actifs qualifiés, la capitalisation des coûts d'emprunt est obligatoire.

(§31) La valeur nette réalisable tient compte de l'objectif dans lequel le stock est détenu.

IAS 8 - Accounting Policies, Changes in Accounting Estimates and Errors

1.2.3 Références clés du texte officiel

(§32) As a result of the uncertainties inherent in business activities, many items in financial statements cannot be measured with precision but can only be estimated. Estimation involves judgements based on the latest available, reliable information. For example, estimates may be required of:

- (a) bad debts;
- (b) inventory obsolescence;
- (c) the fair value of financial assets or financial liabilities;
- (d) the useful lives of, or expected pattern of consumption of the future economic benefits embodied in, depreciable assets; and
- (e) warranty obligations.

(§35) A change in the measurement basis applied is a change in an accounting policy, and is not a change in an accounting estimate. When it is difficult to distinguish a change in an accounting policy from a change in an accounting estimate, the change is treated as a change in an accounting estimate.

Utilisation du TA dans la norme	Pas de précision
Objet évalué	Actif et passif : instruments financiers et dettes financières
Méthode d'évaluation	JV
Définition du TA	Pas de précision
Processus et conditions de calcul du TA	Pas de précision

1.2.4 Commentaires et questionnements

Le standard reconnaît implicitement que la JV constitue une estimation (*Accounting estimates*), mais seulement dans le cas des instruments financiers et dettes financières.

Le standard précise encore qu'un changement de méthode de mesure constitue un changement de méthode comptable.

1.3 IAS 12 - Income Taxes

1.3.1 Références clés du texte officiel

(§5) Temporary differences are differences between the carrying amount of an asset or liability in the statement of financial position and its tax base. Temporary differences may be either:

- (a) taxable temporary differences, which are temporary differences that will result in taxable amounts in determining taxable profit (tax loss) of future periods when the carrying amount of the asset or liability is recovered or settled; or
- (b) deductible temporary differences, which are temporary differences that will result in amounts that are deductible in determining taxable profit (tax loss) of future periods when the carrying amount of the asset or liability is recovered or settled.

The tax base of an asset or liability is the amount attributed to that asset or liability for tax purposes.

(A890) The objective of this Standard is to prescribe the accounting treatment for income taxes. The principal issue in accounting for income taxes is how to account for the current and future tax consequences of: (a) the future recovery (settlement) of the carrying amount of assets (liabilities) that are recognised in an entity's statement of financial position; and (b) transactions and other events of the current period that are recognised in an entity's financial statements.

(§17) Some temporary differences arise when income or expense is included in accounting profit in one period but is included in taxable profit in a different period. Such temporary differences are often described as timing differences. The following are examples of temporary differences of this kind which are taxable temporary differences and which therefore result in deferred tax liabilities:

- (c) development costs may be capitalised and amortised over future periods in determining accounting profit but deducted in determining taxable profit in the period in which they are incurred.

(§18) Temporary differences also arise when:

- (a) the identifiable assets acquired and liabilities assumed in a business combination are recognised at their fair values in accordance with IFRS 3 Business Combinations, but no equivalent adjustment is made for tax purposes (see par. 19);
- (b) assets are revalued and no equivalent adjustment is made for tax purposes (see par. 20).

(§19) With limited exceptions, the identifiable assets acquired and liabilities assumed in a business combination are recognised at their fair values at the acquisition date. Temporary differences arise when the tax bases of the identifiable assets acquired and liabilities assumed are not affected by the business combination or are affected differently. For example, when the carrying amount of an asset is increased to fair value but the tax base of the asset remains at cost to the previous owner, a taxable temporary difference arises which results in a deferred tax liability. The resulting deferred tax liability affects goodwill (see paragraph 66).

(§20) IFRSs permit or require certain assets to be carried at fair value or to be revalued (see, for example, IAS 16 Property, Plant and Equipment, IAS 38 Intangible Assets, IAS 40 Investment Property, IFRS 9 Financial Instruments and IFRS 16 Leases). In some jurisdictions, the revaluation or other restatement of an asset to fair value affects taxable profit (tax loss) for the current period. As a result, the tax base of the asset is adjusted and no temporary difference arises. In other jurisdictions, the revaluation or restatement of an asset does not affect taxable profit in the period of the revaluation or restatement and, consequently, the tax base of the asset is not adjusted. Nevertheless, the future recovery of the carrying amount will result in a taxable flow of economic benefits to the entity and the amount that will be deductible for tax purposes

will differ from the amount of those economic benefits. The difference between the carrying amount of a revalued asset and its tax base is a temporary difference and gives rise to a deferred tax liability or asset. This is true even if:

- (a) the entity does not intend to dispose of the asset. In such cases, the revalued carrying amount of the asset will be recovered through use and this will generate taxable income which exceeds the depreciation that will be allowable for tax purposes in future periods; or
- (b) tax on capital gains is deferred if the proceeds of the disposal of the asset are invested in similar assets. In such cases, the tax will ultimately become payable on sale or use of the similar assets.

(§54) The reliable determination of deferred tax assets and liabilities on a discounted basis requires detailed scheduling of the timing of the reversal of each temporary difference. In many cases such scheduling is impracticable or highly complex. Therefore, it is inappropriate to require discounting of deferred tax assets and liabilities. To permit, but not to require, discounting would result in deferred tax assets and liabilities, which would not be comparable between entities. Therefore, this Standard does not require or permit the discounting of deferred tax assets and liabilities.

(§66) As explained in paragraphs 19 and 26(c), temporary differences may arise in a business combination. In accordance with IFRS 3, an entity recognises any resulting deferred tax assets (to the extent that they meet the recognition criteria in paragraph 24) or deferred tax liabilities as identifiable assets and liabilities at the acquisition date. Consequently, those deferred tax assets and deferred tax liabilities affect the amount of goodwill or the bargain purchase gain the entity recognises. However, in accordance with paragraph 15(a), an entity does not recognise deferred tax liabilities arising from the initial recognition of goodwill.

Utilisation du TA dans la norme	Aucun : l'actualisation des impôts différés est déconseillée Mais impact indirect depuis IAS 16, IAS 38, IAS 40, IFRS 9, IFRS 16 ou IFRS 3
Objet évalué	Actif ou passif : Impôt différé – indirectement acquis via IFRS 3 ou réévalués
Méthode d'évaluation	Valeur nominale
Définition du TA	Aucune - Interdite
Processus et conditions de calcul du TA	Pas de précision

1.3.2 Commentaires et questionnements

(§54) Une juste estimation actualisée d'un actif ou d'un passif d'impôt différé **requiert de disposer d'un échéancier détaillé des dates de reversement de chaque différence temporelle, ce qui est impossible ou très compliqué en pratique**. Il n'est donc pas pertinent d'imposer une telle actualisation sur ces éléments. La norme affirme qu'une telle permission (à discrétion) conduirait à réduire la comparabilité entre entités.

L'impôt différé constitue à la fois un passif si la dette fiscale n'est pas apurée et un actif si les montants précédemment réglés ont fait l'objet d'une surévaluation.

Ces actifs et passifs peuvent être relatifs à des opérations sans impact sur le compte de résultat. Ils affectent alors le résultat global ou les capitaux propres.

L'absence d'actualisation permet encore un alignement sur un résultat fiscal et la comparabilité.

1.4 IAS 16 - Property, Plant and Equipment

1.4.1 Références clés du texte officiel

(§1) The objective of this Standard is to prescribe the accounting treatment for property, plant and equipment so that users of the financial statements can discern information about an entity's investment in its property, plant and equipment and the changes in such investment. The principal issues in accounting for property, plant and equipment are the recognition of the assets, the determination of their carrying amounts and the depreciation charges and impairment losses to be recognised in relation to them

(§6) *Entity-specific value* is the present value of the cash flows an entity expects to arise from the continuing use of an asset and from its disposal at the end of its useful life or expects to incur when settling a liability.

Fair value is the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date. (See IFRS 13 Fair Value Measurement.)

An *impairment loss* is the amount by which the carrying amount of an asset exceeds its recoverable amount.

Recoverable amount is the higher of an asset's fair value less costs to sell and its value in use. The residual value of an asset is the estimated amount that an entity would currently obtain from disposal of the asset, after deducting the estimated costs of disposal, if the asset were already of the age and in the condition expected at the end of its useful life.

(§7) The cost of an item of property, plant and equipment shall be recognised as an asset if, and only if:

- (a) it is probable that future economic benefits associated with the item will flow to the entity; and
- (b) the cost of the item can be measured reliably.

(§22) The cost of a self-constructed asset is determined using the same principles as for an acquired asset. If an entity makes similar assets for sale in the normal course of business, the cost of the asset is usually the same as the cost of constructing an asset for sale (see IAS 2). Therefore, any internal profits are eliminated in arriving at such costs. Similarly, the cost of abnormal amounts of wasted material, labour, or other resources incurred in self-constructing an asset is not included in the cost of the asset. IAS 23 Borrowing Costs establishes criteria for the recognition of interest as a component of the carrying amount of a self-constructed item of property, plant and equipment.

(§23) The cost of an item of property, plant and equipment is the cash price equivalent at the recognition date. If payment is deferred beyond normal credit terms, the difference between the cash price equivalent and the total payment is recognised as interest over the period of credit unless such interest is capitalised in accordance with IAS 23.

(§24) One or more items of property, plant and equipment may be acquired in exchange for a non-monetary asset or assets, or a combination of monetary and non-monetary assets. The following discussion refers simply to an exchange of one non-monetary asset for another, but it also applies to all exchanges described in the preceding sentence. The cost of such an item of property, plant and equipment is measured at fair value unless (a) the exchange transaction lacks commercial substance or (b) the fair value of neither the asset received nor the asset given up is reliably measurable. The acquired item is measured in this way even if an entity cannot immediately derecognise the asset given up. If the acquired item is not measured at fair

value, its cost is measured at the carrying amount of the asset given up.

(§25) An entity determines whether an exchange transaction has commercial substance by considering the extent to which its future cash flows are expected to change as a result of the transaction. An exchange transaction has commercial substance if:

- (a) the configuration (risk, timing and amount) of the cash flows of the asset received differs from the configuration of the cash flows of the asset transferred; or
- (b) the entity-specific value of the portion of the entity's operations affected by the transaction changes as a result of the exchange; and
- (c) the difference in (a) or (b) is significant relative to the fair value of the assets exchanged.

For the purpose of determining whether an exchange transaction has commercial substance, the entity-specific value of the portion of the entity's operations affected by the transaction shall reflect post-tax cash flows. The result of these analyses may be clear without an entity having to perform detailed calculations.

(§26) The fair value of an asset is reliably measurable if (a) the variability in the range of reasonable fair value measurements is not significant for that asset or (b) the probabilities of the various estimates within the range can be reasonably assessed and used when measuring fair value. If an entity is able to measure reliably the fair value of either the asset received or the asset given up, then the fair value of the asset given up is used to measure the cost of the asset received unless the fair value of the asset received is more clearly evident.

(§31) After recognition as an asset, an item of property, plant and equipment whose fair value can be measured reliably shall be carried at a revalued amount, being its fair value at the date of the revaluation less any subsequent accumulated depreciation and subsequent accumulated impairment losses. Revaluations shall be made with sufficient regularity to ensure that the carrying amount does not differ materially from that which would be determined using fair value at the end of the reporting period.

(§34) The frequency of revaluations depends upon the changes in fair values of the items of property, plant and equipment being revalued. When the fair value of a revalued asset differs materially from its carrying amount, a further revaluation is required. Some items of property, plant and equipment experience significant and volatile changes in fair value, thus necessitating annual revaluation. Such frequent revaluations are unnecessary for items of property, plant and equipment with only insignificant changes in fair value. Instead, it may be necessary to revalue the item only every three or five years.

Utilisation du TA dans la norme	Réévaluation des actifs, coûts d'emprunts attribuables
Objet évalué	Actif : Immobilisations corporelles, terrains constructions
Méthode d'évaluation	Évaluation initiale aux coûts (prix d'entrée), réévaluation à la juste valeur (valeur actuelle – prix de sortie). Actualisation des paiements à terme ou au coût de remplacement
Définition du TA	Aucune – plusieurs taux ici : JV des actifs et coûts d'emprunts
Processus et conditions de calcul du TA	Pas de précision

1.4.2 Commentaires et questionnements

(§23) Le coût d'une immobilisation corporelle se compose du prix équivalent à la date de comptabilisation. Si le règlement est différé au-delà des conditions normales de crédit, la différence entre ce prix équivalent et le règlement total est comptabilisée en charges financières d'intérêt ou incorporée au coût de l'actif.

Le coût d'entrée inclut l'incidence du temps lorsque le paiement s'effectue à terme via l'actualisation. Cette méthode de comptabilisation doit neutraliser l'effet du crédit.

En cas de règlement d'une immobilisation corporelle par un actif non-monétaire ou d'une combinaison d'actifs monétaires, on parle d'échange d'immobilisations. **L'immobilisation est évaluée selon la JV à condition qu'elle soit calculable et qu'il y ait une réalité commerciale. L'examen de la substance commerciale se fait en examinant les CF attendus résultants de l'opération (§25) : si les CF ou leur valeur actuelle varient significativement, il est réputé y avoir substance commerciale.**

Selon la norme une JV fiable est une valeur dont la variabilité n'est pas significative.

La mesure permettant de vérifier la substance commerciale pourrait être sensible au taux d'actualisation : si, dans le calcul de JV, le taux d'actualisation incorpore une multitude d'incertitudes difficilement auditable et capturées par le taux d'actualisation, celui-ci serait en conséquence élevé, il en résulterait une valeur diminuée de l'actif. Dans un tel cas de figure, la prise en compte des risques via le taux masquerait une partie de la substance commerciale.

1.5 IAS 17 - Leases

1.5.1 Références clés du texte officiel

(§2) This Standard shall be applied in accounting for all leases other than:

- (a) leases to explore for or use minerals, oil, natural gas and similar non-regenerative resources; and
- (b) licensing agreements for such items as motion picture films, video recordings, plays, manuscripts, patents and copyrights.

However, this Standard shall not be applied as the basis of measurement for:

- (a) property held by lessees that is accounted for as investment property (see IAS 40 Investment Property);
- (b) investment property provided by lessors under operating leases (see IAS 40);
- (c) biological assets held by lessees under finance leases (see IAS 41 Agriculture); or
- (d) biological assets provided by lessors under operating leases (see IAS 41).

(§4) The following terms are used in this Standard with the meanings specified:

A lease is an agreement whereby the lessor conveys to the lessee in return for a payment or series of payments the right to use an asset for an agreed period of time.

A finance lease is a lease that transfers substantially all the risks and rewards incidental to ownership of an asset. Title may or may not eventually be transferred.

An operating lease is a lease other than a finance lease. A non-cancellable lease is a lease that is cancellable only:

- (a) upon the occurrence of some remote contingency;
- (b) with the permission of the lessor;
- (c) if the lessee enters into a new lease for the same or an equivalent asset with the same lessor; or
- (d) upon payment by the lessee of such an additional amount that, at inception of the lease, continuation of the lease is reasonably certain.

The inception of the lease is the earlier of the date of the lease agreement and the date of commitment by the parties to the principal provisions of the lease. As at this date:

- (a) a lease is classified as either an operating or a finance lease; and
- (b) in the case of a finance lease, the amounts to be recognised at the commencement of the lease term are determined.

(§20) Fair value is the amount for which an asset could be exchanged, or a liability settled, between knowledgeable, willing parties in an arm's length transaction.

The interest rate implicit in the lease is the discount rate that, at the inception of the lease, causes the aggregate present value of (a) the minimum lease payments and (b) the unguaranteed residual value to be equal to the sum of (i) the fair value of the leased asset and (ii) any initial direct costs of the lessor.

(§29) The sum of the depreciation expense for the asset and the finance expense for the period is rarely the same as the lease payments payable for the period, and it is, therefore, inappropriate simply to recognise the lease payments payable as an expense. Accordingly, the asset and the related liability are unlikely to be equal in amount after the commencement of the lease term.

Utilisation du TA dans la norme	Estimation de la JV d'un bien en location-financement (financial lease) hors IAS 40 et 41 ou en location simple (operational lease)
Objet évalué	Actif : Bien en location financement ou en location simple Passif : JV du bien en location-financement
Méthode d'évaluation	Évaluation initiale aux coûts (prix d'entrée) à la JV de l'immobilisation sous-jacente au contrat ou si elle est plus faible à la VA des loyers à la date d'inception
Définition du TA	Taux implicite de l'opération !!! Il ne s'agit pas d'un TA, mais d'un TRI
Processus et conditions de calcul du TA	Le taux d'intérêt utilisé est le taux implicite de l'opération. Il n'est pas précisé si les calculs de flux doivent intégrer les économies d'IS liées aux loyers, charges et les déséconomies d'IS liées aux amortissements fictifs

1.5.2 Commentaires et questionnements

Le champ d'application de l'IAS 17 est vaste et couvre les concessions d'exploration et d'exploitation des mines, minerais et minéraux, les accords de licences audiovisuelles et autres droits de propriété littéraires et artistiques, les immeubles de placement et les actifs biologiques.

Le retraitement du crédit-bail correspond au retraitement classiquement réalisé par les analystes financiers, ou dans les tableaux de flux, comme dans celui de la CDB. Dans le dernier cas, le cadre d'application du retraitement est celui de la détection des défaillances.

Le retraitement vise à rendre comparables les bilans des entreprises propriétaires et des entreprises finançant leurs activités en crédit-bail.

C'est la prééminence de la substance qui est favorisée: "La substance et la réalité financière priment sur les droits légaux dans la reconnaissance de l'actif."

Distinction crédit-bail/ location par la JV

La norme prévoit la comptabilisation pour le preneur (lessee) et le bailleur (lessor).

Les deux types de contrats de location se distinguent ainsi: dans le cadre d'une location financement (versus la location simple), les risques et avantages de la propriété sont transférés au preneur (le locataire), sous condition que **l'option d'achat soit inférieure à la JV de l'actif lors de la levée de l'option** (option quasi-certaine), que la durée de vie du contrat couvre la quasi-totalité de la durée de vie économique de l'actif et que la VA des paiements approche la JV de l'actif.

La JV agit ici comme un filtre d'imputation entre crédit-bail et location simple.

Du côté du preneur, les coûts directs peuvent être intégrés (coûts de négociation et de finalisation du contrat).

L'actif et la dette équivalente sont enregistrés à la plus faible valeur suivante:

- soit la JV de l'actif calculé,
- soit la valeur actualisée des paiements minimaux, hors loyer conditionnel, coût des services et taxes à payer par le bailleur.

Dans le cas de la norme IAS 17, ce retraitement devient obligatoire.

Du côté du prêteur, on enregistre une activité financière, car le loyer est reconnu comme correspondant partiellement à l'amortissement d'un prêt et pour son autre partie au produit

d'intérêt sur ce prêt.

S'il y a une partie variable des loyers, elle est enregistrée en charge lors de son paiement, seuls les produits fixes sont lissés sur la période, sans prise en compte de la valeur du temps, puisque la moyenne des produits est pondérée aux valeurs nominales.

Taux d'actualisation

Cette norme ne fait nulle référence au taux d'actualisation. En revanche, elle fait référence au calcul de la juste valeur et au taux implicite de l'opération. **Ce taux implicite est un Taux Interne de Rentabilité** utilisé afin de déterminer le niveau de charges financières à porter dans le cadre de la ventilation du loyer.

Un problème porte sur le taux implicite qui est apparemment évalué sans l'impact des économies et déséconomies d'impôts. Cette question est à étudier, car la théorie standard estime le coût des opérations de location-financement relativement aux opérations d'achat. L'on peut préjuger que l'arbitrage économies d'IS/ déséconomies d'IS soit un critère clé dans l'adoption d'un *business model* ou l'autre. Le taux calculé selon les modalités indiquées diffère du taux effectif réel de l'opération de crédit-bail ayant servi de base à la décision interne.

Par ailleurs, en l'absence de ces comptabilisations, le coût de l'opération pourrait être sous-estimé ou surestimé.

Cette problématique n'a pas été retenue dans le cadre du projet de recherche conduit par l'IASB.

Lease-back

Une troisième catégorie de contrat est le **lease-back**. En présence d'une option, le contrat est traité comme une location-financement et toutes les plus-values sont étalées et amorties (au nominal). En revanche, en cas de location simple le prix de vente est comparé à la JV de l'actif afin de déterminer s'il y a plus ou moins-value afin de l'étaler via les PCA/CCA sur l'ensemble des exercices. **L'étalement s'effectue en valeur nominale.**

La création d'une dette

Les amortissements de la dette financière virtuelle résultent de la différence entre loyers et charges financières fictives. **Les amortissements ne correspondent donc pas à ceux qui seraient issus d'un tableau de remboursement de l'emprunt. Plus remarquable et peut-être plus problématique, le prix de vente correspond à la somme des valeurs nominales des amortissements.** On comprend alors qu'un taux d'intérêt élevé va minimiser la valeur du bien transmis.

1.6 IAS 19 - Employee Benefits

1.6.1 Références clés du texte officiel

(§1) The objective of this Standard is to prescribe the accounting and disclosure for employee benefits. The Standard requires an entity to recognise:

- (a) a liability when an employee has provided service in exchange for employee benefits to be paid in the future; and
- (b) an expense when the entity consumes the economic benefit arising from service provided by an employee in exchange for employee benefits.

(§8) *Remeasurements* of the net defined benefit liability (asset) comprise:

- (a) actuarial gains and losses;
- (b) the return on plan assets, excluding amounts included in net interest on the net defined benefit liability (asset); and
- (c) any change in the effect of the asset ceiling, excluding amounts included in net interest on the net defined benefit liability (asset).

Actuarial gains and losses are changes in the present value of the defined benefit obligation resulting from:

- (a) experience adjustments (the effects of differences between the previous actuarial assumptions and what has actually occurred); and
- (b) the effects of changes in actuarial assumptions.

(§52). When contributions to a defined contribution plan are not expected to be settled wholly before twelve months after the end of the annual reporting period in which the employees render the related service, they shall be discounted using the discount rate specified in paragraph 83.

(§55). Accounting for defined benefit plans is complex because actuarial assumptions are required to measure the obligation and the expense and there is a possibility of actuarial gains and losses. Moreover, the obligations are measured on a discounted basis because they may be settled many years after the employees render the related service.

(§75) Actuarial assumptions shall be unbiased and mutually compatible.

(§76) Actuarial assumptions are an entity's best estimates of the variables that will determine the ultimate cost of providing post-employment benefits.

(§77) Actuarial assumptions are unbiased if they are neither imprudent nor excessively conservative.

(§78) Actuarial assumptions are mutually compatible if they reflect the economic relationships between factors such as inflation, rates of salary increase and discount rates. For example, all assumptions that depend on a particular inflation level (such as assumptions about interest rates and salary and benefit increases) in any given future period assume the same inflation level in that period.

(§79) An entity determines the discount rate and other financial assumptions in nominal (stated) terms, unless estimates in real (inflation-adjusted) terms are more reliable, for example, in a hyperinflationary economy (see IAS 29 Financial Reporting in Hyperinflationary Economies), or where the benefit is index-linked and there is a deep market in index-linked bonds of the same currency and term.

(§80) Financial assumptions shall be based on market expectations, at the end of the reporting

period, for the period over which the obligations are to be settled.

(§83) The rate used to discount post-employment benefit obligations (both funded and unfunded) shall be determined by reference to market yields at the end of the reporting period on high quality corporate bonds. For currencies for which there is no deep market in such high quality corporate bonds, the market yields (at the end of the reporting period) on government bonds denominated in that currency shall be used. The currency and term of the corporate bonds or government bonds shall be consistent with the currency and estimated term of the post-employment benefit obligations.

(§84) One actuarial assumption that has a material effect is the discount rate. The discount rate reflects the time value of money but not the actuarial or investment risk. Furthermore, the discount rate does not reflect the entity-specific credit risk borne by the entity's creditors, nor does it reflect the risk that future experience may differ from actuarial assumptions.

(§85) The discount rate reflects the estimated timing of benefit payments. In practice, an entity often achieves this by applying a single weighted average discount rate that reflects the estimated timing and amount of benefit payments and the currency in which the benefits are to be paid.

(§113) The fair value of any plan assets is deducted from the present value of the defined benefit obligation in determining the deficit or surplus.

(§128) Actuarial gains and losses result from increases or decreases in the present value of the defined benefit obligation because of changes in actuarial assumptions and experience adjustments. Causes of actuarial gains and losses include, for example: (d) the effect of changes in the discount rate.

(§144) An entity shall disclose the significant actuarial assumptions used to determine the present value of the defined benefit obligation (see paragraph 76). Such disclosure shall be in absolute terms (eg as an absolute percentage, and not just as a margin between different percentages and other variables).

(§145) An entity shall disclose:

- (a) a sensitivity analysis for each significant actuarial assumption (as disclosed under paragraph 144) as of the end of the reporting period, showing how the defined benefit obligation would have been affected by changes in the relevant actuarial assumption that were reasonably possible at that date.
- (b) the methods and assumptions used in preparing the sensitivity analyses required by (a) and the limitations of those methods.
- (c) changes from the previous period in the methods and assumptions used in preparing the sensitivity analyses, and the reasons for such changes.

Utilisation du TA dans la norme	Réactualisation/désactualisation des engagements concernant les avantages du personnel
Objet évalué	Le risque de non-correspondance entre actifs et passifs Actif : investissements réalisés pour faire face aux engagements Passif : avantages du personnel dont engagements de retraite, avantages postérieurs à l'emploi (dont les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies), autres avantages à long terme et indemnités de cessation d'emploi
Méthode d'évaluation	Actualisation des prestations par la méthode des unités de crédit projetées
Définition du TA	Taux nominal sauf si le réel est plus pertinent, taux d'une obligation <i>corporate</i> de haute qualité ou d'État le marché obligataire <i>corporate</i> n'est pas actif. Taux à la date de clôture
Processus et conditions de calcul du TA	Référence aux taux du marché des obligations high-yield Actualisation des actifs du plan et des engagements de prestations pour constater l'évolution des différences

1.6.2 Commentaires et questionnements

La norme porte sur l'obligation de comptabiliser des passifs. Cette obligation est couverte par des éléments d'actifs dont l'évaluation influe sur le risque.

Lorsque les contributions à verser au titre des régimes à cotisations définies courent sur plus d'un an, elles doivent être actualisées (§52). Les avantages à court terme ne sont pas actualisés.

Le montant de l'obligation à comptabiliser au bilan égale la valeur actualisée de l'obligation diminuée de la juste valeur des actifs de régime et de l'effet de plafonnement des actifs.

Les réévaluations de passifs au régime de prestations définies sont comptabilisées en autres éléments du résultat global, sans recyclage ultérieur sur le résultat net.

Les autres avantages à long terme sont des plans d'intéressement et programmes de prestations différées. Le montant comptabilisé au passif est la valeur actuelle de l'obligation à la clôture déduite de la juste valeur des actifs du régime associés à l'obligation.

L'utilisation de méthodes actuarielles est préconisée compte tenu de la complexité de l'évaluation de ces plans (§55).

Pour les prestations, le taux d'actualisation utilisé est celui de la date de clôture avec un benchmark sur les obligations corporate de haute qualité, ce qui ne signifie pas de la plus haute qualité. Tant que le marché est profond, et dans le cas où il y aurait une réduction du nombre de benchmarks, il n'est pas réputé y avoir de changement de méthode comptable.

La méthode des unités à crédit projetées suppose que chaque unité de temps va générer un nouveau droit à prestation (voir par. 55, 67, 68 et 71). La méthode autorise deux variantes selon que l'avantage accordé au salarié se situe en début de contrat (schéma général où les droits sont supérieurs aux droits linéairement répartis et la variante où les droits sont inférieurs aux droits linéairement répartis).

Une autre problématique liée à ce standard est l'évaluation des actifs de régime, qui sont les actifs détenus à long terme en faveur des employés ou les contrats d'assurance. Ces actifs sont réputés être exclusivement destinés à financer les passifs d'avantages au personnel.

Les actifs éligibles n'apparaissent pas au bilan, car ils sont préservés des créanciers. Pour cette raison, ils viennent diminuer la valeur des obligations (voir ci-dessus). D'autres actifs

non éligibles à cette déduction (police d'assurance par exemple) sont évalués à la juste valeur. Le rendement des actifs de régime s'estime par un produit financier calculé en multipliant le taux d'actualisation de la dette par la juste valeur des actifs du régime. Cela produit un écart entre rendement théorique et rendement réel, qui sera comptabilisé au résultat global.

Enfin l'effet de plafonnement est lui aussi déduit de la valeur de l'obligation. Lorsque la JV des actifs est supérieure à la VA de l'obligation, nous sommes en présence d'un excédent. Cet excédent est comparé au plafond de l'actif (VA des avantages disponibles).

Les intérêts nets relatifs au passif comprennent subséquemment : les coûts financiers de l'obligation, les produits financiers des actifs du régime et l'effet financier du plafonnement de l'actif du régime.

Les réévaluations des actifs correspondent à tous les autres changements de valeur de l'engagement : écarts actuariels, écarts entre rendements théorique et réel, et variation de l'effet de plafonnement.

Le taux utilisé doit faire référence au taux d'une obligation *corporate* de haute qualité ou d'État s'il n'existe pas d'obligation *corporate* (§83). Ce taux est censé représenter le loyer de l'argent et n'est pas censé prendre en compte le risque propre de l'entité ni le risque associé aux hypothèses actuarielles (§84).

Cette méthode n'élimine toutefois pas le *spread* – significatif – sur ces taux par rapport à des approches « sans risque » issues de taux swaps interbancaires ou des dettes souveraines.

En pratique, les entités appliquent un taux unique tenant compte des estimations sur les flux (valeur et échéancier (§85)) malgré l'horizon parfois éloigné des flux futurs de trésorerie.

Lorsqu'un fonds de couverture est constitué, la juste valeur des actifs qui le composent est déduite de la valeur actuelle d'un régime à prestations définies (§113) (présentation en net au passif).

L'entité doit divulguer les hypothèses actuarielles utilisées dans le calcul de la valeur actuelle (§144). **Elle doit en particulier fournir une analyse de sensibilité de chacune de ces hypothèses ainsi que les méthodes d'élaboration de ces analyses (§145).**

(§75) Les hypothèses actuarielles doivent être exemptes de biais (c.-à-d. ni trop ni pas assez prudentes, §77) et mutuellement compatibles. Elles représentent les meilleures estimations à inclure dans les calculs de coût final des avantages à verser (§76). Le taux d'actualisation est une de ces variables (§76-b-i).

La norme reconnaît que la valeur actuelle du régime de retraite est sensible au taux d'actualisation (§128).

Compte tenu des incertitudes qui pèsent sur la JV d'un tel régime, la norme préconise de fournir une analyse de sensibilité en expliquant les modèles d'analyse. Cette procédure est-elle généralisable à l'ensemble des calculs prospectifs ?

Bien que la norme insiste sur le fait que le taux d'actualisation doive représenter la valeur temps de l'argent, elle reconnaît une pratique différente dans laquelle un taux unique est appliqué (§85).

1.7 IAS 23 – Borrowing Costs

1.7.1 Références clés du texte officiel

(§1) Borrowing costs that are directly attributable to the acquisition, construction or production of a qualifying asset form part of the cost of that asset. Other borrowing costs are recognised as an expense.

(§5) This Standard uses the following terms with the meanings specified:

Borrowing costs are interest and other costs that an entity incurs in connection with the borrowing of funds.

A qualifying asset is an asset that necessarily takes a substantial period of time to get ready for its intended use or sale.

(§6) Borrowing costs may include:

- (a) interest expense calculated using the effective interest method as described in IFRS 9;
- (d) interest in respect of lease liabilities recognised in accordance with IFRS 16 Leases; and
- (e) exchange differences arising from foreign currency borrowings to the extent that they are regarded as an adjustment to interest costs.

(§17) An entity shall begin capitalising borrowing costs as part of the cost of a qualifying asset on the commencement date. The commencement date for capitalisation is the date when the entity first meets all of the following conditions:

- (a) it incurs expenditures for the asset;
- (b) it incurs borrowing costs; and
- (c) it undertakes activities that are necessary to prepare the asset for its intended use or sale.

(§24) When an entity completes the construction of a qualifying asset in parts and each part is capable of being used while construction continues on other parts, the entity shall cease capitalising borrowing costs when it completes substantially all the activities necessary to prepare that part for its intended use or sale.

Utilisation du TA dans la norme	Actualiser les coûts d'emprunts pour les associer aux actifs qualifiés ou stocks produits/manufacturés
Objet évalué	Actif : Les coûts d'emprunts des actifs qualifiés
Méthode d'évaluation	Méthode des taux d'intérêt effectifs
Définition du TA	Le taux pris en compte est un taux « tout compris » (Cf. IFRS 9 qui définit ce taux et la méthode)
Processus et conditions de calcul du TA	Cf. IFRS 9

1.7.2 Commentaires et questionnements

Les coûts d'emprunts objet de cette norme sont associés à des actifs réputés qualifiables et acquis, construits ou produits. Ces actifs demandent une longue période de préparation avant leur utilisation ou leur vente.

Ces coûts peuvent faire l'objet d'une actualisation lorsque les horizons sont éloignés sous l'hypothèse qu'ils auraient pu être évités si l'emprunteur n'avait pas acquis/construit/produit l'actif qualifié.

Ces coûts comprennent les emprunts spécifiques, nets des rendements des placements

réalisés avec les sommes disponibles ainsi que les fonds non spécifiques. Dans ce second cas, on applique un taux de capitalisation correspondant à la moyenne pondérée des coûts d'emprunts des emprunts en cours. Ainsi, les coûts d'emprunt attribuables ne peuvent pas dépasser les coûts d'emprunt de l'exercice.

L'incorporation des coûts est levée en cas d'interruption de l'activité de production de l'actif et dès son achèvement.

Les coûts d'emprunts peuvent inclure les charges d'intérêt (sur dettes financières à court et long terme), les charges financières relatives aux contrats de location-financement (IAS 17) et les différences de change.

La capitalisation des coûts est imposée depuis mai 2007.

1.8 IAS 26 – Accounting and Reporting by Retirement Benefit Plans

1.8.1 Références clés du texte officiel

(§1) This Standard shall be applied in the financial statements of retirement benefit plans where such financial statements are prepared.

(§8) *Retirement benefit plans* are arrangements whereby an entity provides benefits for employees on or after termination of service (either in the form of an annual income or as a lump sum) when such benefits, or the contributions towards them, can be determined or estimated in advance of retirement from the provisions of a document or from the entity's practices.

Net assets available for benefits are the assets of a plan less liabilities other than the actuarial present value of promised retirement benefits.

Actuarial present value of promised retirement benefits is the present value of the expected payments by a retirement benefit plan to existing and past employees, attributable to the service already rendered.

(§23) The present value of the expected payments by a retirement benefit plan may be calculated and reported using current salary levels or projected salary levels up to the time of retirement of participants.

(§24) The reasons given for adopting a current salary approach include:

- (a) the actuarial present value of promised retirement benefits, being the sum of the amounts presently attributable to each participant in the plan, can be calculated more objectively than with projected salary levels because it involves fewer assumptions;
- (b) increases in benefits attributable to a salary increase become an obligation of the plan at the time of the salary increase; and
- (c) the amount of the actuarial present value of promised retirement benefits using current salary levels is generally more closely related to the amount payable in the event of termination or discontinuance of the plan.

(§25) Reasons given for adopting a projected salary approach include:

- (a) financial information should be prepared on a going concern basis, irrespective of the assumptions and estimates that must be made;
- (b) under final pay plans, benefits are determined by reference to salaries at or near retirement date; hence salaries, contribution levels and rates of return must be projected; and
- (c) failure to incorporate salary projections, when most funding is based on salary projections, may result in the reporting of an apparent overfunding when the plan is not overfunded, or in reporting adequate funding when the plan is underfunded.

(§26) The actuarial present value of promised retirement benefits based on current salaries is disclosed in the financial statements of a plan to indicate the obligation for benefits earned to the date of the financial statements. The actuarial present value of promised retirement benefits based on projected salaries is disclosed to indicate the magnitude of the potential obligation on a going concern basis which is generally the basis for funding. In addition to disclosure of the actuarial present value of promised retirement benefits, sufficient explanation may need to be given so as to indicate clearly the context in which the actuarial present value of promised retirement benefits should be read. Such explanation may be in the form of information about the adequacy of the planned future funding and of the funding policy based on salary projections. This may be included in the financial statements or in the actuary's report.

(§32) Retirement benefit plan investments shall be carried at fair value. In the case of marketable securities fair value is market value. Where plan investments are held for which an estimate of fair value is not possible disclosure shall be made of the reason why fair value is not used.

(§33) In the case of marketable securities fair value is usually market value because this is considered the most useful measure of the securities at the report date and of the investment performance for the period. Those securities that have a fixed redemption value and that have been acquired to match the obligations of the plan, or specific parts thereof, may be carried at amounts based on their ultimate redemption value assuming a constant rate of return to maturity. Where plan investments are held for which an estimate of fair value is not possible, such as total ownership of an entity, disclosure is made of the reason why fair value is not used. To the extent that investments are carried at amounts other than market value or fair value, fair value is generally also disclosed. Assets used in the operations of the fund are accounted for in accordance with the applicable Standards.

Utilisation du TA dans la norme	Comptabilisation des régimes de retraite
Objet évalué	Passif : Régimes de retraite
Méthode d'évaluation	Juste Valeur des régimes de retraite
Définition du TA	Implicite et non mentionné
Processus et conditions de calcul du TA	Pas de précision

1.8.2 Commentaires et questionnements

Cette norme apporte un complément à IAS 19.

Néanmoins, sa dernière version date de 2001 et le niveau de recommandations/ détails y est plus faible que dans IAS 19.

1.9 IAS 29 - Financial Reporting in Hyperinflationary Economies

1.9.1 Références clés du texte officiel

(§1) This Standard shall be applied to the financial statements, including the consolidated financial statements, of any entity whose functional currency is the currency of a hyperinflationary economy.

(§2) In a hyperinflationary economy, reporting of operating results and financial position in the local currency without restatement is not useful. Money loses purchasing power at such a rate that comparison of amounts from transactions and other events that have occurred at different times, even within the same accounting period, is misleading.

(§3) This Standard does not establish an absolute rate at which hyperinflation is deemed to arise. It is a matter of judgement when restatement of financial statements in accordance with this Standard becomes necessary. Hyperinflation is indicated by characteristics of the economic environment of a country which include, but are not limited to, the following:

- (a) the general population prefers to keep its wealth in non-monetary assets or in a relatively stable foreign currency. Amounts of local currency held are immediately invested to maintain purchasing power;
- (b) the general population regards monetary amounts not in terms of the local currency but in terms of a relatively stable foreign currency. Prices may be quoted in that currency;
- (c) sales and purchases on credit take place at prices that compensate for the expected loss of purchasing power during the credit period, even if the period is short;
- (d) interest rates, wages and prices are linked to a price index; and
- (e) the cumulative inflation rate over three years is approaching, or exceeds, 100%.

(§13) Assets and liabilities linked by agreement to changes in prices, such as index linked bonds and loans, are adjusted in accordance with the agreement in order to ascertain the amount outstanding at the end of the reporting period. These items are carried at this adjusted amount in the restated statement of financial position.

(§14) All other assets and liabilities are non-monetary. Some non-monetary items are carried at amounts current at the end of the reporting period, such as net realisable value and fair value, so they are not restated. All other non-monetary assets and liabilities are restated.

(§19) The restated amount of a non-monetary item is reduced, in accordance with appropriate IFRSs, when it exceeds its recoverable amount. For example, restated amounts of property, plant and equipment, goodwill, patents and trademarks are reduced to recoverable amount and restated amounts of inventories are reduced to net realisable value.

Utilisation du TA dans la norme	Comparabilité des comptes sur la base de la parité du pouvoir d'achat
Objet évalué	Actif, passif et résultats
Méthode d'évaluation	Correction des données au coût historique pour prise en compte de l'inflation
Définition du TA	Inutile, le standard traite du taux d'inflation seulement
Processus et conditions de calcul du TA	Application d'un coefficient multiplicateur rapportant les indices de prix de clôture sur les indices de prix à la date d'enregistrement ou d'ouverture.

1.9.2 Commentaires et questionnements

Cette norme présente un intérêt du point de vue de la cohérence globale, car elle porte sur des questions de prix courants vs prix constants et donc de valeurs nominales vs les valeurs réelles.

Les incertitudes futures et anticipations sont exclues. **Seul le taux d'inflation est pris en compte.**

Les éléments retraités sont non monétaires ou ceux ne figurant pas en valeur courante, c'est-à-dire en valeur nette de réalisation ou à la juste valeur.

1.10 IAS 32 - Financial Instruments

1.10.1 Références clés du texte officiel

(§AG31) A common form of compound financial instrument is a debt instrument with an embedded conversion option, such as a bond convertible into ordinary shares of the issuer, and without any other embedded derivative features. Paragraph 28 requires the issuer of such a financial instrument to present the liability component and the equity component separately in the statement of financial position, as follows:

- (a) The issuer's obligation to make scheduled payments of interest and principal is a financial liability that exists as long as the instrument is not converted. On initial recognition, the fair value of the liability component is the present value of the contractually determined stream of future cash flows discounted at the rate of interest applied at that time by the market to instruments of comparable credit status and providing substantially the same cash flows, on the same terms, but without the conversion option.
- (b) The equity instrument is an embedded option to convert the liability into equity of the issuer. This option has value on initial recognition even when it is out of the money.

(§35) Interest, dividends, losses and gains relating to a financial instrument or a component that is a financial liability shall be recognised as income or expense in profit or loss. Distributions to holders of an equity instrument shall be recognised by the entity directly in equity. Transaction costs of an equity transaction shall be accounted for as a deduction from equity.

(§35A) Income tax relating to distributions to holders of an equity instrument and to transaction costs of an equity transaction shall be accounted for in accordance with IAS 12 Income Taxes.

(§36) The classification of a financial instrument as a financial liability or an equity instrument determines whether interest, dividends, losses and gains relating to that instrument are recognised as income or expense in profit or loss. Thus, dividend payments on shares wholly recognised as liabilities are recognised as expenses in the same way as interest on a bond. Similarly, gains and losses associated with redemptions or refinancings of financial liabilities are recognised in profit or loss, whereas redemptions or refinancings of equity instruments are recognised as changes in equity. Changes in the fair value of an equity instrument are not recognised in the financial statements.

(§37) An entity typically incurs various costs in issuing or acquiring its own equity instruments. Those costs might include registration and other regulatory fees, amounts paid to legal, accounting and other professional advisers, printing costs and stamp duties. The transaction costs of an equity transaction are accounted for as a deduction from equity to the extent they are incremental costs directly attributable to the equity transaction that otherwise would have been avoided. The costs of an equity transaction that is abandoned are recognised as an expense.

(§AG37) The following example illustrates the application of paragraph 35 to a compound financial instrument. Assume that a non-cumulative preference share is mandatorily redeemable for cash in five years, but that dividends are payable at the discretion of the entity before the redemption date. Such an instrument is a compound financial instrument, with the liability component being the present value of the redemption amount. The unwinding of the discount on this component is recognised in profit or loss and classified as interest expense. Any dividends paid relate to the equity component and, accordingly, are recognised as a distribution of profit or loss. A similar treatment would apply if the redemption was not mandatory but at the option of the holder, or if the share was mandatorily convertible into a variable number of ordinary shares calculated to equal a fixed amount or an amount based on changes in an underlying variable (eg

commodity). However, if any unpaid dividends are added to the redemption amount, the entire instrument is a liability. In such a case, any dividends are classified as interest expense.

Utilisation du TA dans la norme	Non requis
Objet évalué	Actif et passif : Instruments financiers
Méthode d'évaluation	Pas de précision
Définition du TA	Pas de précision
Processus et conditions de calcul du TA	Pas de précision

1.10.2 Commentaires et questionnements

La norme IAS 32 est une norme de présentation.

(§AG31) La partie 'dette' d'un titre financier convertible doit être valorisée en tenant compte d'un **taux d'actualisation de marché** sans tenir compte de l'option de conversion. Ce taux doit s'appliquer à un instrument de dette dont les caractéristiques sont proches de celles du titre à valoriser.

Rien n'est indiqué sur l'évaluation au cas où un tel taux d'actualisation n'existe pas.

1.11 IAS 36 - Impairment of Assets

1.11.1 Références clés du texte officiel

(§IN6) The Standard clarifies that the following elements should be reflected in the calculation of an asset's value in use:

- (a) an estimate of the future cash flows the entity expects to derive from the asset;
- (b) expectations about possible variations in the amount or timing of those future cash flows;
- (c) the time value of money, represented by the current market risk-free rate of interest;
- (d) the price for bearing the uncertainty inherent in the asset; and
- (e) other factors, such as illiquidity, that market participants would reflect in pricing the future cash flows the entity expects to derive from the asset.

The Standard also clarifies that the second, fourth and fifth of these elements can be reflected either as adjustments to the future cash flows or adjustments to the discount rate

(§1) The objective of this Standard is to prescribe the procedures that an entity applies to ensure that its assets are carried at no more than their recoverable amount. An asset is carried at more than its recoverable amount if its carrying amount exceeds the amount to be recovered through use or sale of the asset. If this is the case, the asset is described as impaired and the Standard requires the entity to recognise an impairment loss. The Standard also specifies when an entity should reverse an impairment loss and prescribes disclosures.

(§6) *Value in use* is the present value of the future cash flows expected to be derived from an asset or cash-generating unit

(§10) Irrespective of whether there is any indication of impairment, an entity shall also:

- (a) test an intangible asset with an indefinite useful life or an intangible asset not yet available for use for impairment annually by comparing its carrying amount with its recoverable amount. This impairment test may be performed at any time during an annual period, provided it is performed at the same time every year. Different intangible assets may be tested for impairment at different times. However, if such an intangible asset was initially recognised during the current annual period, that intangible asset shall be tested for impairment before the end of the current annual period.
- (b) test goodwill acquired in a business combination for impairment annually in accordance with paragraphs 80–99.

(§11) The ability of an intangible asset to generate sufficient future economic benefits to recover its carrying amount is usually subject to greater uncertainty before the asset is available for use than after it is available for use. Therefore, this Standard requires an entity to test for impairment, at least annually, the carrying amount of an intangible asset that is not yet available for use.

(§15) As indicated in paragraph 10, this Standard requires an intangible asset with an indefinite useful life or not yet available for use and goodwill to be tested for impairment, at least annually. Apart from when the requirements in paragraph 10 apply, the concept of materiality applies in identifying whether the recoverable amount of an asset needs to be estimated. For example, if previous calculations show that an asset's recoverable amount is significantly greater than its carrying amount, the entity need not re-estimate the asset's recoverable amount if no events have occurred that would eliminate that difference. Similarly, previous analysis may show that an asset's recoverable amount is not sensitive to one (or more) of the indications listed in paragraph 12.

(§16) As an illustration of paragraph 15, if market interest rates or other market rates of return on investments have increased during the period, an entity is not required to make a formal

estimate of an asset's recoverable amount in the following cases:

- (a) if the discount rate used in calculating the asset's value in use is unlikely to be affected by the increase in these market rates. For example, increases in short-term interest rates may not have a material effect on the discount rate used for an asset that has a long remaining useful life.
- (b) if the discount rate used in calculating the asset's value in use is likely to be affected by the increase in these market rates but previous sensitivity analysis of recoverable amount shows that:
 - (i) it is unlikely that there will be a material decrease in recoverable amount because future cash flows are also likely to increase (eg in some cases, an entity may be able to demonstrate that it adjusts its revenues to compensate for any increase in market rates); or
 - (ii) the decrease in recoverable amount is unlikely to result in a material impairment loss.

(§31) Estimating the value in use of an asset involves the following steps:

- (a) estimating the future cash inflows and outflows to be derived from continuing use of the asset and from its ultimate disposal; and
- (b) applying the appropriate *discount* rate to those future cash flows.

(§40) Estimates of future cash flows and the discount rate reflect consistent assumptions about price increases attributable to general inflation. Therefore, if the discount rate includes the effect of price increases attributable to general inflation, future cash flows are estimated in nominal terms. If the discount rate excludes the effect of price increases attributable to general inflation, future cash flows are estimated in real terms (but include future specific price increases or decreases).

(§51) Estimated future cash flows reflect assumptions that are consistent with the way the discount rate is determined. Otherwise, the effect of some assumptions will be counted twice or ignored. Because the time value of money is considered by discounting the estimated future cash flows, these cash flows exclude cash inflows or outflows from financing activities. Similarly, because the discount rate is determined on a pre-tax basis, future cash flows are also estimated on a pre-tax basis.

(§52) The estimate of net cash flows to be received (or paid) for the disposal of an asset at the end of its useful life shall be the amount that an entity expects to obtain from the disposal of the asset in an arm's length transaction between knowledgeable, willing parties, after deducting the estimated costs of disposal.

(§53) The estimate of net cash flows to be received (or paid) for the disposal of an asset at the end of its useful life is determined in a similar way to an asset's fair value less costs of disposal, except that, in estimating those net cash flows:

- (a) an entity uses prices prevailing at the date of the estimate for similar assets that have reached the end of their useful life and have operated under conditions similar to those in which the asset will be used.
- (b) the entity adjusts those prices for the effect of both future price increases due to general inflation and specific future price increases or decreases. However, if estimates of future cash flows from the asset's continuing use and the discount rate exclude the effect of general inflation, the entity also excludes this effect from the estimate of net cash flows on disposal.

(§53A) Fair value differs from value in use. Fair value reflects the assumptions market participants would use when pricing the asset. In contrast, value in use reflects the effects of factors that may be specific to the entity and not applicable to entities in general.

(§55) The discount rate (rates) shall be a pre-tax rate (rates) that reflect(s) current market assessments of:

- (a) the time value of money; and
- (b) the risks specific to the asset for which the future cash flow estimates have not been adjusted.

(§56) A rate that reflects current market assessments of the time value of money and the risks specific to the asset is the return that investors would require if they were to choose an investment that would generate cash flows of amounts, timing and risk profile equivalent to those that the entity expects to derive from the asset. This rate is estimated from the rate implicit in current market transactions for similar assets or from the weighted average cost of capital of a listed entity that has a single asset (or a portfolio of assets) similar in terms of service potential and risks to the asset under review. However, the discount rate(s) used to measure an asset's value in use shall not reflect risks for which the future cash flow estimates have been adjusted. Otherwise, the effect of some assumptions will be double-counted.

(§57) When an asset-specific rate is not directly available from the market, an entity uses surrogates to estimate the discount rate. Appendix A provides additional guidance on estimating the discount rate in such circumstances.

(§63) After the recognition of an impairment loss, the depreciation (amortisation) charge for the asset shall be adjusted in future periods to allocate the asset's revised carrying amount, less its residual value (if any), on a systematic basis over its remaining useful life.

(§113) If there is an indication that an impairment loss recognised for an asset other than goodwill may no longer exist or may have decreased, this may indicate that the remaining useful life, the depreciation (amortisation) method or the residual value may need to be reviewed and adjusted in accordance with the IFRS applicable to the asset, even if no impairment loss is reversed for the asset.

(§114) An impairment loss recognised in prior periods for an asset other than goodwill shall be reversed if, and only if, there has been a change in the estimates used to determine the asset's recoverable amount since the last impairment loss was recognised. If this is the case, the carrying amount of the asset shall, except as described in paragraph 117, be increased to its recoverable amount. That increase is a reversal of an impairment loss.

(§115) A reversal of an impairment loss reflects an increase in the estimated service potential of an asset, either from use or from sale, since the date when an entity last recognised an impairment loss for that asset. Paragraph 130 requires an entity to identify the change in estimates that causes the increase in estimated service potential. Examples of changes in estimates include:

- (a) a change in the basis for recoverable amount (ie whether recoverable amount is based on fair value less costs of disposal or value in use);
- (b) if recoverable amount was based on value in use, a change in the amount or timing of estimated future cash flows or in the discount rate; or
- (c) if recoverable amount was based on fair value less costs of disposal, a change in estimate of the components of fair value less costs of disposal.

(§116) An asset's value in use may become greater than the asset's carrying amount simply because the present value of future cash inflows increases as they become closer. However, the service potential of the asset has not increased. Therefore, an impairment loss is not reversed just because of the passage of time (sometimes called the 'unwinding' of the discount), even if the recoverable amount of the asset becomes higher than its carrying amount.

(§121) After a reversal of an impairment loss is recognised, the depreciation (amortisation) charge for the asset shall be adjusted in future periods to allocate the asset's revised carrying amount, less its residual value (if any), on a systematic basis over its remaining useful life.

(§A1). This appendix is an integral part of the Standard. It provides guidance on the use of present value techniques in measuring value in use. Although the guidance uses the term 'asset', it equally applies to a group of assets forming a cash-generating unit. The components of a present value measurement A1 The following elements together capture the economic differences between assets:

- (a) an estimate of the future cash flow, or in more complex cases, series of future cash flows the entity expects to derive from the asset;
- (b) expectations about possible variations in the amount or timing of those cash flows;
- (c) the time value of money, represented by the current market risk-free rate of interest;
- (d) the price for bearing the uncertainty inherent in the asset; and
- (e) other, sometimes unidentifiable, factors (such as illiquidity) that market participants would reflect in pricing the future cash flows the entity expects to derive from the asset.

(§A2). This appendix contrasts two approaches to computing present value, either of which may be used to estimate the value in use of an asset, depending on the circumstances. Under the 'traditional' approach, adjustments for factors (b)–(e) described in paragraph A1 are embedded in the discount rate. Under the 'expected cash flow' approach, factors (b), (d) and (e) cause adjustments in arriving at risk-adjusted expected cash flows. Whichever approach an entity adopts to reflect expectations about possible variations in the amount or timing of future cash flows, the result should be to reflect the expected present value of the future cash flows, ie the weighted average of all possible outcomes.

(§A6) However, the traditional approach may not appropriately address some complex measurement problems, such as the measurement of non-financial assets for which no market for the item or a comparable item exists. A proper search for 'the rate commensurate with the risk' requires analysis of at least two items—an asset that exists in the marketplace and has an observed interest rate and the asset being measured. The appropriate discount rate for the cash flows being measured must be inferred from the observable rate of interest in that other asset. To draw that inference, the characteristics of the other asset's cash flows must be similar to those of the asset being measured. Therefore, the measurer must do the following:

- (a) identify the set of cash flows that will be discounted;
- (b) identify another asset in the marketplace that appears to have similar cash flow characteristics;
- (c) compare the cash flow sets from the two items to ensure that they are similar (for example, are both sets contractual cash flows, or is one contractual and the other an estimated cash flow?);
- (d) evaluate whether there is an element in one item that is not present in the other (for example, is one less liquid than the other?); and
- (e) evaluate whether both sets of cash flows are likely to behave (ie vary) in a similar fashion in changing economic conditions

(§A1) Appendix A - Using present value techniques to measure value in use

The following elements together capture the economic differences between assets:

- (a) an estimate of the future cash flow, or in more complex cases, series of future cash flows the entity expects to derive from the asset;
- (b) expectations about possible variations in the amount or timing of those cash flows;
- (c) the time value of money, represented by the current market risk-free rate of interest;
- (d) the price for bearing the uncertainty inherent in the asset; and
- (e) other, sometimes unidentifiable, factors (such as illiquidity) that market participants would

reflect in pricing the future cash flows the entity expects to derive from the asset.

(§A6) However, the traditional approach may not appropriately address some complex measurement problems, such as the measurement of non-financial assets for which no market for the item or a comparable item exists. A proper search for ‘the rate commensurate with the risk’ requires analysis of at least two items—an asset that exists in the marketplace and has an observed interest rate and the asset being measured. The appropriate discount rate for the cash flows being measured must be inferred from the observable rate of interest in that other asset. To draw that inference, the characteristics of the other asset’s cash flows must be similar to those of the asset being measured. Therefore, the measurer must do the following:

- (a) identify the set of cash flows that will be discounted;
- (b) identify another asset in the marketplace that appears to have similar cash flow characteristics;
- (c) compare the cash flow sets from the two items to ensure that they are similar (for example, are both sets contractual cash flows, or is one contractual and the other an estimated cash flow?);
- (d) evaluate whether there is an element in one item that is not present in the other (for example, is one less liquid than the other?); and
- e) evaluate whether both sets of cash flows are likely to behave (ie vary) in a similar fashion in changing economic conditions.

(§A10) The use of probabilities is an essential element of the expected cash flow approach. Some question whether assigning probabilities to highly subjective estimates suggests greater precision than, in fact, exists. However, the proper application of the traditional approach (as described in paragraph A6) requires the same estimates and subjectivity without providing the computational transparency of the expected cash flow approach.

(§A12) The application of an expected cash flow approach is subject to a cost-benefit constraint. In some cases, an entity may have access to extensive data and may be able to develop many cash flow scenarios. In other cases, an entity may not be able to develop more than general statements about the variability of cash flows without incurring substantial cost. The entity needs to balance the cost of obtaining additional information against the additional reliability that information will bring to the measurement.

(§A15) Whichever approach an entity adopts for measuring the value in use of an asset, interest rates used to discount cash flows should not reflect risks for which the estimated cash flows have been adjusted. Otherwise, the effect of some assumptions will be double-counted.

(§A16) When an asset-specific rate is not directly available from the market, an entity uses surrogates to estimate the discount rate. The purpose is to estimate, as far as possible, a market assessment of:

- (a) the time value of money for the periods until the end of the asset’s useful life; and
- (b) factors (b), (d) and (e) described in paragraph A1, to the extent those factors have not caused adjustments in arriving at estimated cash flows.

(§A17) As a starting point in making such an estimate, the entity might take into account the following rates:

- (a) the entity’s weighted average cost of capital determined using techniques such as the Capital Asset Pricing Model;
- (b) the entity’s incremental borrowing rate; and
- (c) other market borrowing rates.

(§A18) However, these rates must be adjusted:

- (a) to reflect the way that the market would assess the specific risks associated with the asset’s

estimated cash flows; and

(b) to exclude risks that are not relevant to the asset's estimated cash flows or for which the estimated cash flows have been adjusted.

Consideration should be given to risks such as country risk, currency risk and price risk.

(§A19) The discount rate is independent of the entity's capital structure and the way the entity financed the purchase of the asset, because the future cash flows expected to arise from an asset do not depend on the way in which the entity financed the purchase of the asset.

(§A20) Paragraph 55 requires the discount rate used to be a pre-tax rate. Therefore, when the basis used to estimate the discount rate is post-tax, that basis is adjusted to reflect a pre-tax rate.

(§A21) An entity normally uses a single discount rate for the estimate of an asset's value in use. However, an entity uses separate discount rates for different future periods where value in use is to a difference in risks for different periods or to the term structure of interest rates.

Utilisation du TA dans la norme	Détermination de la valeur d'usage en vue de déterminer une perte de valeur
Objet évalué	Actif : Perte de valeur d'un actif d'une entité définie
Méthode d'évaluation	Valeur actuelle – valeur d'usage
Définition du TA	Taux d'actualisation (CMPC, taux marginal de la dette ou taux de marché d'un actif financier comparable) avant impôts (taux demandé par un investisseur sur un projet de financement) et ajusté au risque spécifique selon le marché, à l'exclusion des risques non pertinents
Processus et conditions de calcul du TA	Description précise des approches (par les taux d'actualisation ou par les CF espérés)

1.11.2 Commentaires et questionnements

Cette norme définit les conditions d'enregistrement de perte de valeur sur une grande partie des actifs, dont certains sont exclus (§2).

La juste valeur ou la valeur d'utilité servent d'estimateur à la valeur recouvrable, elle-même base de la décision de dépréciation.

JV et valeur d'utilité sont deux mesures différentes : la JV est une mesure issue du marché, la valeur d'utilité est centrée sur l'entité (§53A). La valeur d'utilité nécessite un calcul de CF et la mobilisation d'un taux d'actualisation, tous deux encadrés par la norme.

À cet effet, la norme oscille entre des recommandations parfois exclusivement théoriques et des pratiques plus ou moins courantes. Le tout créant parfois des contradictions.

Construction des Cash Flows

(IN6) Le calcul de la valeur d'un actif comprend une estimation des CF provenant de l'actif et destinés à l'entité, les variations envisagées des CF (valeur et temps), le loyer de l'argent sous forme de taux sans risque, le prix de l'incertitude propre à l'actif, ainsi que tous les autres facteurs pertinents (illiquidité...). À l'exception du taux sans risque et des CF, tous ces éléments peuvent être synthétisés dans un taux d'actualisation ou reflétés dans les CF.

Deux approches sont disponibles : l'approche traditionnelle qui met tous les facteurs de

risques dans le taux d'actualisation et l'approche par les CF espérés qui fait porter sur les CF les risques (§A1-§A2).

L'approche traditionnelle peut ne pas être adaptée en cas de CF complexes, en particulier lorsqu'il n'y a pas de marché duquel il serait possible d'extraire des estimations (A6).

L'approche par les CF espérés peut être plus adaptée, même si l'utilisation de justes probabilités est également critiquée (§A10), mais ne serait pas plus subjective que la méthode non probabilisée. L'utilisation d'une telle approche est aussi soumise à une analyse coûts-bénéfices : il peut être facile (et peu onéreux) de bâtir de multiples scénarios probabilisés (§A12).

Le normalisateur reconnaît deux possibilités d'ajustement (aux risques) : par le taux ou par les cash flows. À aucun moment, les limites interprétatives de ces deux corrections heuristiques ne sont discutées ou reconnues. Les solutions sont implicitement considérées comme équivalentes. Dans ce cas, un double calcul devrait conduire au même résultat.

Détermination du taux d'actualisation

(§55) **Le taux d'actualisation doit être un taux (avant impôts) prenant en compte des hypothèses de marché relatives à la valeur temps de l'argent et aux risques portant sur les CF avant impôts s'ils n'ont pas eux-mêmes été ajustés.** Ce taux d'actualisation correspond au rendement attendu par un investisseur s'il devait investir dans un projet générant ces mêmes CF (même profil de risque, même timing...). Ce taux est implicite dans les transactions de marché mettant en jeu des actifs similaires ou dans le CMPC d'une entité composée d'actifs similaires (§56).

Il y a ici au moins deux points discutables par rapport à la théorie standard :

- l'impôt est écarté au même titre que les flux financiers
- le taux d'actualisation correspond au rendement attendu d'un investisseur dans un actif de marché similaire.

S'agissant de l'impôt, l'absence de traitement fiscal est justifiée de la même manière que l'injonction à ne pas tenir compte des coûts de financement. Il y a néanmoins une importante différence conceptuelle : dans la théorie standard, les flux liés au financement ne sont théoriquement pas pris en compte dans le calcul des CF, car le coût de fonds est embarqué dans le taux d'actualisation. Il n'y a pas de mécanisme équivalent en matière d'imposition.

S'agissant du rendement attendu par un investisseur dans un actif de marché similaire, aucune illustration n'est fournie. Les théoriciens, empiristes et praticiens de la finance de marché connaissent néanmoins la difficulté – si ce n'est l'impossibilité – d'application de cette hypothèse.

Le normalisateur ne définit pas les modalités techniques de l'application de cette hypothèse. S'agit-il de déterminer l'espérance de rentabilité via le MEDAF ? Quel autre modèle ou référence sinon ?

Enfin, les hypothèses sous-jacentes à cette proposition semblent irréconciliables :

- le rendement attendu est bien le coût attendu en rémunération de l'argent investi par l'investisseur, lorsque le normalisateur propose de retenir celui d'un investissement dans le même actif spécifique, le taux est alors supposé englober le risque spécifique ;
- en se centrant sur le MEDAF, l'on ignore l'effet de levier de la dette, largement employé dans certains pays, l'on se situe donc résolument dans un environnement supposant un accès contrarié à la dette.

Cette dernière remarque rejoint le problème du taux avant impôt qui élude la prise en compte de l'effet de levier. Le cadre théorique apparaît dès lors comme centré sur un approvisionnement

en fonds exclusivement en provenance des marchés financiers.
Cette hypothèse est-elle réaliste dans le cadre Européen ?

L'application de la méthode des comparables au coût des fonds d'une entité possédant des actifs similaires est une hérésie méthodologique. La similarité des taux d'actualisation repose avant tout sur la nature des fonds mobilisés pour financer ces actifs, sur leur coût ainsi que sur le panachage de ces fonds. Une entreprise X possédant des actifs Z pourrait être financée intégralement avec de la dette alors que Y possédant les (ou usant des) actifs serait financée par des Fonds Propres. Dans quelles conditions le coût de la dette de X égalerait celui des fonds propres de Y ?

Dans le cas où un tel taux ne serait pas disponible, l'entité peut l'estimer (§57) (Annexe A) différemment. L'entité peut chercher à estimer :

- son Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC)
- le taux d'emprunt de l'entité, les taux doivent être ajustés pour tenir compte des spécificités de l'entité
- des taux d'emprunt (quelconques) sur le marché - sans spécification
- le passage du temps estimé pour la durée de vie du projet (sans que la norme ne fasse référence à cet endroit (A16) au taux sans risque
- des facteurs non pris en compte dans les CF : une estimation de la volatilité des CF, le coût de l'incertitude, et tout autre facteur pour lequel un quelconque participant pourrait avoir envie d'exiger une rémunération.

Ces taux reflètent des postures très différentes quant à la signification du taux d'actualisation :

- le CMPC représente le coût de l'ensemble des fonds mobilisés par l'entité, il est orienté entité et conserve la mémoire passée, dans l'hypothèse ou la structure financière actuelle se soit construite sur une structure antérieure ;
- le taux d'emprunt de l'entité ignore la rémunération exigée par l'actionnaire pour se centrer sur les seuls créanciers ;
- le taux d'emprunt quelconque sur le marché désigne le taux d'emprunt de n'importe quelle autre entité ;
- le taux sans risque tient compte de l'inflation et de l'arbitrage possible dans un actif financier alternatif.

Une entité utilise en général un taux d'actualisation unique pour estimer une valeur d'usage d'un actif, ou différents taux si les périodes futures sont marquées par des risques bien différenciés (§A21).

Ces seuls paragraphes laissent supposer un espace discrétionnaire important dans la fixation des taux et ne précisent pas qu'un taux unique doit être mobilisé. En conséquence, la même entité peut utiliser plusieurs taux dans le cadre de l'évaluation d'un actif ou de deux actifs dont le profil de risque est comparable puisqu'à aucun moment les éléments de calcul du taux d'actualisation n'exigent de justification quant à leur signification.

En théorie, et dans la pratique de choix d'investissement qui peut diverger de la pratique d'évaluation comptable, encore revient-il au normalisateur de spécifier en quoi elles se distinguent – l'usage de taux différents se justifie par des structures financières cibles différentes dans des exercices futurs.

En matière de choix d'investissement, les postures relèvent de décisions internes. En revanche, en matière d'évaluations comptables, les structures cibles sont difficilement auditable.

Enfin, la norme dissocie le coût de la structure de financement de l'actif, car les flux générés par l'actif seraient indépendants (§A19). L'hypothèse sous-jacente à cette affirmation est forte. Voici un argument qui défend une position différente.

Soit deux entreprises A et B ayant des charges financières respectives de 0 et 500 CU, possédant toutes deux un même et unique actif et exerçant sur des marchés exactement similaires où chacune produit un EBIT de 1000 CU. Leur taux d'imposition est de 20 %. La valeur d'utilité de l'actif est de 400 CU selon un scénario déterministe. Dans quelle entreprise l'investisseur Lambda dont on a utilisé le taux d'exigence de rentabilité va-t-il investir ?

Si on applique le raisonnement suggéré par la norme, il devrait être indifférent à l'investissement dans A ou B puisque la norme suppose que la valeur de l'actif prime sur la décision.

Il s'agit ici d'une hypothèse de vente de l'entité. B génère un flux/résultat net de 400 CU $((1000-500)*0,8)$ après remboursement des charges financières, à partager entre deux actionnaires. Soit, en supposant sa distribution intégrale, 200 CU pour Lambda.

A génère un flux/résultat net de 800 UC, intégralement partagé entre 800 actionnaires.

Ce court exemple suggère que le rendement de l'actif prime sur sa valeur et que la structure de financement et la structure actionnariale importent.

Nous pourrions aller plus loin dans la démonstration et supposer que les actifs génèrent des VNC différentes dans une hypothèse de revente par Lambda. En effet A a acheté son actif l'an passé pour 500 CU alors que B a acquis le sien il y a 6 ans pour 500 CU. La valeur d'utilité (de 400 CU) est la même, car le marché auquel s'adressent A et B doit disparaître dans 4 ans, date ultime d'utilisation des deux actifs. On voit donc qu'A ne génère ni moins ni plus value, en supposant un amortissement linéaire sur 5 ans (dont 4 restants). B en revanche qui produit une plus-value de 200 CU, soit 160 CU après impôt. Ce qui permet à Lambda de dégager 360 CU.

À moins de vivre dans un monde à fiscalité nulle et sans endettement, il est difficile d'admettre que ni la structure de financement ni l'imposition ne comptent dans la décision de l'investisseur.

Une contradiction demeure, car en admettant la mobilisation du CMPC, c'est bien la structure de financement qui est captée (§A17).

Pour finir, l'usage du taux d'emprunt marginal est habituellement réservé aux projets se distinguant par nature et risque du reste de l'actif, cette restriction n'est pas spécifiée dans la norme.

Dépréciation : Usage asymétrique de la JV

(§116) La valeur d'utilité d'un actif peut devenir supérieure à sa valeur comptable simplement parce que la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs entrants augmente au fur et à mesure que celles-ci se rapprochent. Toutefois, le potentiel de contribution de l'actif n'a pas augmenté. Par conséquent, une perte de valeur n'est pas reprise du simple fait du passage du temps (*unwinding of the discount* que l'on pourrait appeler le "détricotage de l'actualisation") même si la valeur recouvrable de l'actif devient supérieure à sa valeur comptable.

Divers

La norme fait très largement référence à la notion de « juste valeur diminuée des frais de cession » (*fair value less cost of disposal*). Si la notion de JV est définie par IFRS 13, celle de frais de cession l'est moins. Faut-il actualiser ces coûts ou les supposer systématiquement immédiats ? Le cas échéant, à partir de quel horizon cela est-il permis ?

La norme prévoit de ne pas tenir compte de l'effet lié au « détricotage de l'actualisation » puisque le potentiel de contribution de l'actif dont on cherche à estimer l'éventuelle perte de valeur n'a pas été modifié.

1.12 IAS 37 - Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets

1.12.1 Références clés du texte officiel

(§Objective) The objective of this Standard is to ensure that appropriate recognition criteria and measurement bases are applied to provisions, contingent liabilities and contingent assets and that sufficient information is disclosed in the notes to enable users to understand their nature, timing and amount.

(§IN6) The Standard requires that an entity should, in measuring a provision:

- (a) take risks and uncertainties into account. However, uncertainty does not justify the creation of excessive provisions or a deliberate overstatement of liabilities;
- (b) discount the provisions, where the effect of the time value of money is material, using a pre-tax discount rate (or rates) that reflect(s) current market assessments of the time value of money and those risks specific to the liability that have not been reflected in the best estimate of the expenditure. Where discounting is used, the increase in the provision due to the passage of time is recognised as an interest expense;
- (c) take future events, such as changes in the law and technological changes, into account where there is sufficient objective evidence that they will occur; and
- (d) not take gains from the expected disposal of assets into account, even if the expected disposal is closely linked to the event giving rise to the provision.

(§40) Where a single obligation is being measured, the individual most likely outcome may be the best estimate of the liability. However, even in such a case, the entity considers other possible outcomes. Where other possible outcomes are either mostly higher or mostly lower than the most likely outcome, the best estimate will be a higher or lower amount. For example, if an entity has to rectify a serious fault in a major plant that it has constructed for a customer, the individual most likely outcome may be for the repair to succeed at the first attempt at a cost of 1,000, but a provision for a larger amount is made if there is a significant chance that further attempts will be necessary.

(§45) Where the effect of the time value of money is material, the amount of a provision shall be the present value of the expenditures expected to be required to settle the obligation.

(§47) The discount rate (or rates) shall be a pre-tax rate (or rates) that reflect(s) current market assessments of the time value of money and the risks specific to the liability. The discount rate(s) shall not reflect risks for which future cash flow estimates have been adjusted.

(§59) Provisions shall be reviewed at the end of each reporting period and adjusted to reflect the current best estimate. If it is no longer probable that an outflow of resources embodying economic benefits will be required to settle the obligation, the provision shall be reversed.

(§60) Where discounting is used, the carrying amount of a provision increases in each period to reflect the passage of time. This increase is recognised as borrowing cost.

(§84) For each class of provision, an entity shall disclose:

- (a) the carrying amount at the beginning and end of the period;
- (b) additional provisions made in the period, including increases to existing provisions;
- (c) amounts used (ie incurred and charged against the provision) during the period;
- (d) unused amounts reversed during the period; and
- (e) the increase during the period in the discounted amount arising from the passage of time and the effect of any change in the discount rate.

Comparative information is not required.

(§85) An entity shall disclose the following for each class of provision:

- (a) a brief description of the nature of the obligation and the expected timing of any resulting outflows of economic benefits;
- (b) an indication of the uncertainties about the amount or timing of those outflows. Where necessary to provide adequate information, an entity shall disclose the major assumptions made concerning future events, as addressed in paragraph 48; and
- (c) the amount of any expected reimbursement, stating the amount of any asset that has been recognised for that expected reimbursement.

(§86) Unless the possibility of any outflow in settlement is remote, an entity shall disclose for each class of contingent liability at the end of the reporting period a brief description of the nature of the contingent liability and, where practicable:

- (a) an estimate of its financial effect, measured under paragraphs 36–52;
- (b) an indication of the uncertainties relating to the amount or timing of any outflow; and
- (c) the possibility of any reimbursement.

Utilisation du TA dans la norme	Détermination de la valeur actuelle d'une provision
Objet évalué	Passif : Une provision pour contrat onéreux, perte opérationnelle future, restructuration (yc démantèlement)
Méthode d'évaluation	Si matérialité de l'effet du temps
Définition du TA	Taux avant IS permettant d'ajuster la provision. La portion liée au passage du temps doit être clair, car elle est reconnue.
Processus et conditions de calcul du TA	Valeur temps de l'argent et risques non pris en compte dans les Cash Flows.

1.12.2 Commentaires et questionnements

(IN6). Pour mesurer une provision, une entité doit tenir compte des risques et de l'incertitude. Le taux d'actualisation doit tenir compte de la valeur temps de l'argent et des risques de dépenses spécifiques qui ont été oubliés.

Comme dans le cas de IAS 36 (§55), le taux d'actualisation soit être un taux avant impôts et prend en compte des hypothèses du marché concernant la valeur temps de l'argent. Il inclut aussi les risques spécifiques non compris dans les CF ajustés (§47).

(§45) Le montant de la provision doit être adaptée à l'obligation qui naitrait d'un effet matériel de la valeur temps de l'argent.

(§IN6) et (§47) indiquent que le TA doit contenir, outre le taux représentant la valeur temps de l'argent, les risques « oubliés ». Or, le (§47) se trouve dans la section « Present Value » ce qui laisse penser qu'il s'agit là d'une modalité standard de calcul de valeur actuelle.

Le (§40) admet implicitement l'utilisation de scénarios pour l'estimation le plus juste montant relatif à une obligation future, mais invite à retenir un scénario plafond ou plancher, sans préciser si la posture est guidée par la prudence comme le suggère l'exemple mobilisé.

Le (§45) manque de précision quant à la matérialité, qui sera ultimement appréciée par l'auditeur.

La révision de la provision est annuelle en dépit de cycles parfois longs.

Les provisions calculées sur plusieurs décennies subissent un effet important de capitalisation des sommes capitalisées. Plus le taux d'actualisation est faible, plus l'actif gagne en valeur dès le début de sa reconnaissance. Un taux plus élevé étale le provisionnement et décale l'effort sur la fin de vie tout en alourdissant la charge financière et en allégeant la part de capital restant provisionnée.

Néanmoins, en matière de provision pour remise en état, les taux d'actualisation sont parfois capés par les règles nationales. De même, la contrainte de conserver un équivalent monétaire de la somme peut elle aussi relever d'une exigence nationale.

1.13 IAS 39 - Financial Instruments

1.13.1 Références clés du texte officiel

(§71) If an entity applies IFRS 9 and has not chosen as its accounting policy to continue to apply the hedge accounting requirements of this Standard (see paragraph 7.2.21 of IFRS 9), it shall apply the hedge accounting requirements in Chapter 6 of IFRS 9. However, for a fair value hedge of the interest rate exposure of a portion of a portfolio of financial assets or financial liabilities, an entity may, in accordance with paragraph 6.1.3 of IFRS 9, apply the hedge accounting requirements in this Standard instead of those in IFRS 9. In that case the entity must also apply the specific requirements for fair value hedge accounting for a portfolio hedge of interest rate risk (see paragraphs 81A, 89A and AG114–AG132).

(§92) Any adjustment arising from paragraph 89(b) to the carrying amount of a hedged financial instrument for which the effective interest method is used (or, in the case of a portfolio hedge of interest rate risk, to the separate line item in the statement of financial position described in paragraph 89A) shall be amortised to profit or loss. Amortisation may begin as soon as an adjustment exists and shall begin no later than when the hedged item ceases to be adjusted for changes in its fair value attributable to the risk being hedged. The adjustment is based on a recalculated effective interest rate at the date amortisation begins. However, if, in the case of a fair value hedge of the interest rate exposure of a portfolio of financial assets or financial liabilities (and only in such a hedge), amortising using a recalculated effective interest rate is not practicable, the adjustment shall be amortised using a straight-line method. The adjustment shall be amortised fully by maturity of the financial instrument or, in the case of a portfolio hedge of interest rate risk, by expiry of the relevant repricing time period.

Utilisation du TA dans la norme	Détermination du TEG pour la reconnaissance du revenu des titres amortissables (catégorisés en L&R, HTM et AFS) Détermination de la valeur dépréciée d'un titre amortissable (catégorisé en L&R, HTM et AFS) Estimation d'une juste valeur de niveau 2 ou 3 Amortissement des écarts de couverture
Objet évalué	Actif : actifs financiers ; Passif : passifs financiers
Méthode d'évaluation	Méthode des taux d'intérêt effectifs
Définition du TA	Le taux est « tout compris », renvoi vers IFRS 9
Processus et conditions de calcul du TA	Renvoi vers IFRS 9

HTM : Held To Maturity; L&R : Loans & Receivables; AFS : Available for Sale

1.13.2 Commentaires et questionnements

IFRS 9 remplacera l'essentiel des dispositions d'IAS 39 à compter de 2017. Toutefois IAS 39 reste d'actualité pour :

- les assureurs (cf. l'amendement à IFRS 4 adopté par l'IASB et en cours d'homologation par l'Union européenne) dans l'attente de l'application d'IFRS 17;
- les dispositions en matière de couverture qui ne figurent pas dans IFRS 9 (projet Dynamic Risk Management toujours en cours à l'IASB).

En matière d'évaluation et de comptabilisation, la référence au taux d'actualisation intervenait dans les problématiques :

- d'évaluation en juste valeur,
- de calcul des revenus des instruments de dette en HTM, L&R et AFS (y compris après dépréciation).

En matière d'évaluation, l'actualisation intervient dans des méthodes de niveau 3, soit pour des actifs financiers qui ne s'échangent pas de manière active sur des marchés (cf. IFRS 13).

En matière de calcul de revenus d'instruments de dette, le taux de rendement (ou la charge d'intérêts s'agissant d'une dette) résulte du TRI des flux contractuels contre le prix d'acquisition (ou le montant emprunté s'agissant d'une dette). Il incorpore donc le risque de crédit associé à cette dette telle que le marché l'a intégré dans le prix.

Ces différents aspects sont également présents dans la section dédiée à IFRS 9.

1.14 IAS 40 - Investment Property

1.14.1 Références clés du texte officiel

(§53) There is a rebuttable presumption that an entity can reliably measure the fair value of an investment property on a continuing basis. However, in exceptional cases, there is clear evidence when an entity first acquires an investment property (or when an existing property first becomes investment property after a change in use) that the fair value of the investment property is not reliably measurable on a continuing basis. This arises when, and only when, the market for comparable properties is inactive (eg there are few recent transactions, price quotations are not current or observed transaction prices indicate that the seller was forced to sell) and alternative reliable measurements of fair value (for example, based on discounted cash flow projections) are not available. If an entity determines that the fair value of an investment property under construction is not reliably measurable but expects the fair value of the property to be reliably measurable when construction is complete, it shall measure that investment property under construction at cost until either its fair value becomes reliably measurable or construction is completed (whichever is earlier). If an entity determines that the fair value of an investment property (other than an investment property under construction) is not reliably measurable on a continuing basis, the entity shall measure that investment property using the cost model in IAS 16 for owned investment property or in accordance with IFRS 16 for investment property held by a lessee as a right-of-use asset. The residual value of the investment property shall be assumed to be zero. The entity shall continue to apply IAS 16 or IFRS 16 until disposal of the investment property.

(§56) After initial recognition, an entity that chooses the cost model shall measure investment property:

- (a) in accordance with IFRS 5 Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations if it meets the criteria to be classified as held for sale (or is included in a disposal group that is classified as held for sale);
- (b) in accordance with IFRS 16 if it is held by a lessee as a right-of-use asset and is not held for sale in accordance with IFRS 5; and
- (c) in accordance with the requirements in IAS 16 for the cost model in all other cases.

Utilisation du TA dans la norme	Par le biais d'un calcul de juste valeur
Objet évalué	Actif : bien immobilier de placement
Méthode d'évaluation	Juste valeur lorsque c'est possible, CH sinon
Définition du TA	Cf IFRS 13
Processus et conditions de calcul du TA	Cf. IFRS 13

1.14.2 Commentaires et questionnements

Cette norme invite à distinguer les immeubles de placement des autres immeubles. Puis elle autorise leur enregistrement selon le coût historique (CH) ou la juste valeur. Cette dernière représente le prix auquel le bien serait vendu sur un marché entre parties bien informées, consentantes et agissant dans des conditions de concurrence normale.

(53) L'évaluation à la JV d'un bien immobilier n'est pas toujours faisable facilement. C'est en particulier vrai lorsqu'il n'existe pas de marché ou que le bien a changé d'usage. Dans ce cas, l'évaluation peut se faire au CH.

(§56) Si le bien a été comptabilisé initialement au CH, alors il doit être comptabilisé selon IFRS 5 si le bien a vocation à être vendu, selon IFRS 16 s'il s'agit d'un bail ou selon IAS 16 dans tous

les autres cas.

La posture adoptée dans cette norme consacre l'évaluation au CH comme évaluation de dernier recours.

L'absence totale de projections possibles semble rare. En ce sens, la norme manque de clarté relativement à son champ d'application.

1.15 IAS 41 - Agriculture

1.15.1 Références clés du texte officiel

(§10) An entity shall recognise a biological asset or agricultural produce when, and only when:

- (a) the entity controls the asset as a result of past events;
 - (b) it is probable that future economic benefits associated with the asset will flow to the entity;
- and
- (c) the fair value or cost of the asset can be measured reliably.

(§12) A biological asset shall be measured on initial recognition and at the end of each reporting period at its fair value less costs to sell, except for the case described in paragraph 30 where the fair value cannot be measured reliably.

(§16) Entities often enter into contracts to sell their biological assets or agricultural produce at a future date. Contract prices are not necessarily relevant in measuring fair value, because fair value reflects the current market conditions in which market participant buyers and sellers would enter into a transaction. As a result, the fair value of a biological asset or agricultural produce is not adjusted because of the existence of a contract. In some cases, a contract for the sale of a biological asset or agricultural produce may be an onerous contract, as defined in IAS 37 Provisions, Contingent Liabilities and Contingent Assets. IAS 37 applies to onerous contracts.

(§24) Cost may sometimes approximate fair value, particularly when:

- (a) little biological transformation has taken place since initial cost incurrence (for example, for seedlings planted immediately prior to the end of a reporting period or newly acquired livestock); or
- (b) the impact of the biological transformation on price is not expected to be material (for example, for the initial growth in a 30-year pine plantation production cycle).

(§30) There is a presumption that fair value can be measured reliably for a biological asset. However, that presumption can be rebutted only on initial recognition for a biological asset for which quoted market prices are not available and for which alternative fair value measurements are determined to be clearly unreliable. In such a case, that biological asset shall be measured at its cost less any accumulated depreciation and any accumulated impairment losses. Once the fair value of such a biological asset becomes reliably measurable, an entity shall measure it at its fair value less costs to sell. Once a non-current biological asset meets the criteria to be classified as held for sale (or is included in a disposal group that is classified as held for sale) in accordance with IFRS 5 *Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations*, it is presumed that fair value can be measured reliably.

(§51) The fair value less costs to sell of a biological asset can change due to both physical changes and price changes in the market. Separate disclosure of physical and price changes is useful in appraising current period performance and future prospects, particularly when there is a production cycle of more than one year. In such cases, an entity is encouraged to disclose, by group or otherwise, the amount of change in fair value less costs to sell included in profit or loss due to physical changes and due to price changes. This information is generally less useful when the production cycle is less than one year (for example, when raising chickens or growing cereal crops).

Utilisation du TA dans la norme	Par le biais d'un calcul de juste valeur
Objet évalué	Actif : actif agricole
Méthode d'évaluation	Juste valeur lorsque c'est possible, CH sinon
Définition du TA	Cf IFRS 13
Processus et conditions de calcul du TA	Cf. IFRS 13

1.15.2 Commentaires et questionnements

(§30) Il n'est pas toujours possible de mesurer un bien agricole à la JV, dans ce cas, il est évalué aux CH diminué des coûts de cession. Si, au cours du temps, l'évaluation à la JV devient possible, alors le bien est évalué à la JV diminuée des coûts de cession.

Comme dans le cas de IAS 40, si l'évaluation à la JV n'est pas possible, alors l'actif est évalué aux CH diminués des frais de cession. Contrairement à IAS 40, on revient à la JV dès que le calcul redevient possible.

Comme dans le cas de IAS 36, la norme fait référence à la notion de « juste valeur diminuée des frais de cession » (*fair value less cost to sell*).

2 Analyse des normes IFRS

2.1 IFRS 1 - First-time Adoption of International Financial Reporting Standards

2.1.1 Références clés du texte officiel

(§IN3) The IFRS applies when an entity adopts IFRSs for the first time by an explicit and unreserved statement of compliance with IFRSs.

(§B8C) If it is impracticable (as defined in IAS 8) for an entity to apply retrospectively the effective interest method in IFRS 9, the fair value of the financial asset or the financial liability at the date of transition to IFRSs shall be the new gross carrying amount of that financial asset or the new amortised cost of that financial liability at the date of transition to IFRSs.

Utilisation du TA dans la norme	Mention dérogatoire en cas d'impraticabilité au sens d'IAS 8
Objet évalué	Actif ou passif financier
Méthode d'évaluation	Valeur comptable
Définition du TA	Pas de précision
Processus et conditions de calcul du TA	Pas de précision

2.1.2 Commentaires et questionnements

Au moment de la transition, un actif ou un passif financier peut ne pas être évaluable rétrospectivement par la méthode de l'intérêt effectif (*effective interest method*) (cf. IFRS 9). La norme prévoit alors que la juste valeur soit la valeur comptable enregistrée (ou le coût amorti en cas de dette).

2.2 IFRS 2 - Share-based Payment

2.2.1 Références clés du texte officiel

(§IN1) Entities often grant shares or share options to employees or other parties. Share plans and share option plans are a common feature of employee remuneration, for directors, senior executives and many other employees. Some entities issue shares or share options to pay suppliers, such as suppliers of professional services.

(§10) For equity-settled share-based payment transactions, the entity shall measure the goods or services received, and the corresponding increase in equity, directly, at the fair value of the goods or services received, unless that fair value cannot be estimated reliably. If the entity cannot estimate reliably the fair value of the goods or services received, the entity shall measure their value, and the corresponding increase in equity, indirectly, by reference to² the fair value of the equity instruments granted.

(§11) To apply the requirements of paragraph 10 to transactions with employees and others providing similar services,³ the entity shall measure the fair value of the services received by reference to the fair value of the equity instruments granted, because typically it is not possible to estimate reliably the fair value of the services received, as explained in paragraph 12. The fair value of those equity instruments shall be measured at grant date.

(§16) For transactions measured by reference to the fair value of the equity instruments granted, an entity shall measure the fair value of equity instruments granted at the measurement date, based on market prices if available, taking into account the terms and conditions upon which those equity instruments were granted (subject to the requirements of paragraphs 19–22).

(§17) If market prices are not available, the entity shall estimate the fair value of the equity instruments granted using a valuation technique to estimate what the price of those equity instruments would have been on the measurement date in an arm's length transaction between knowledgeable, willing parties. The valuation technique shall be consistent with generally accepted valuation methodologies for pricing financial instruments, and shall incorporate all factors and assumptions that knowledgeable, willing market participants would consider in setting the price (subject to the requirements of paragraphs 19–22).

(§18) Appendix B contains further guidance on the measurement of the fair value of shares and share options, focusing on the specific terms and conditions that are common features of a grant of shares or share options to employees.

(§46) An entity shall disclose information that enables users of the financial statements to understand how the fair value of the goods or services received, or the fair value of the equity instruments granted, during the period was determined.

(§47) If the entity has measured the fair value of goods or services received as consideration for equity instruments of the entity indirectly, by reference to the fair value of the equity instruments granted, to give effect to the principle in paragraph 46, the entity shall disclose at least the following:

- (a) for share options granted during the period, the weighted average fair value of those options at the measurement date and information on how that fair value was measured, including:
 - (i) the option pricing model used and the inputs to that model, including the weighted average share price, exercise price, expected volatility, option life, expected dividends, the risk-free interest rate and any other inputs to the model, including the method used and the assumptions made to incorporate the effects of expected early exercise;
 - (ii) how expected volatility was determined, including an explanation of the extent to which expected

volatility was based on historical volatility; and
 (iii) whether and how any other features of the option grant were incorporated into the measurement of fair value, such as a market condition.

(§B6) All option pricing models take into account, as a minimum, the following factors:

- (a) the exercise price of the option;
- (b) the life of the option;
- (c) the current price of the underlying shares;
- (d) the expected volatility of the share price;
- (e) the dividends expected on the shares (if appropriate); and
- (f) the risk-free interest rate for the life of the option.

(§B34) Conversely, if the employees are not entitled to dividends or dividend equivalents during the vesting period (or before exercise, in the case of an option), the grant date valuation of the rights to shares or options should take expected dividends into account. That is to say, when the fair value of an option grant is estimated, expected dividends should be included in the application of an option pricing model. When the fair value of a share grant is estimated, that valuation should be reduced by the present value of dividends expected to be paid during the vesting period.

(§B37) Typically, the risk-free interest rate is the implied yield currently available on zero-coupon government issues of the country in whose currency the exercise price is expressed, with a remaining term equal to the expected term of the option being valued (based on the option's remaining contractual life and taking into account the effects of expected early exercise). It may be necessary to use an appropriate substitute, if no such government issues exist or circumstances indicate that the implied yield on zero-coupon government issues is not representative of the risk-free interest rate (for example, in high inflation economies). Also, an appropriate substitute should be used if market participants would typically determine the risk-free interest rate by using that substitute, rather than the implied yield of zero-coupon government issues, when estimating the fair value of an option with a life equal to the expected term of the option being valued.

Utilisation du TA dans la norme	Estimation de la juste valeur des instruments de capitaux propres accordés Estimation avant la pleine possession des droits, la VA des dividendes qui vont arriver pour les déduire de la valeur du titre
Objet évalué	Actif : bien et services non comptabilisés en charges Passif : titres financiers ou trésorerie
Méthode d'évaluation	Valeur actuelle
Définition du TA	Taux sans risque (valorisation financière market consistent) Ou Aucune
Processus et conditions de calcul du TA	Aucun

2.2.2 Commentaires et questionnements

L'application de cette norme requiert l'évaluation des biens et services reçus par l'entité au moment où elle reçoit ses biens et services, ou à défaut des instruments de capitaux propres

correspondant à la transaction.

Il y a dans la pratique de cette norme la présomption que les services attendus en échange de la rémunération conditionnelle seront rendus. À cet effet, la norme prévoit l'étalement des charges dans le temps, sur toute la durée des services rendus.

La norme prévoit des traitements de l'écriture selon que les conditions portent sur le service attendu ou la performance liée ou non au marché. Dans le dernier cas, des révisions de juste valeur sont effectuées.

La seule mention d'une actualisation apparaît en filigrane dans l'annexe §B34 de la norme : « Lorsque la JV d'une action attribuée est estimée, cette évaluation doit être réduite de la valeur actuelle des dividendes attendus durant la période d'acquisition ».

Comme dans le cas de l'IFRS 16, la « Juste Valeur » est une notion propre à la norme, sans référence à IFRS 13. Plus exactement, elle explique bien que, pour cette norme, la JV est différente de celle décrite dans IFRS 13 et qu'il faut tenir compte de la définition d'IFRS 2 de la JV lorsqu'IFRS 2 s'applique.

Selon IFRS 13, « la Juste Valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché bien informés à la date d'évaluation » (IASB, IFRS 13, 2011, p. 7 §9). Dans le cadre de l'IFRS 2 (Annexe A), la JV est « le montant pour lequel un actif ou **un instrument de capitaux propres attribué pourrait être échangé** ou un passif pourrait être apuré entre parties informées, consentantes et agissantes dans des conditions de concurrence normales ». Cet ajustement de la définition de la JV provient du fait que généralement les avantages accordés en capitaux propres aux salariés ne sont pas cessibles à des tiers (et assortis de conditions de présence dans l'entreprise).

2.3 IFRS 3 – Business Combinations

2.3.1 Références clés du texte officiel

(§1) The objective of this IFRS is to improve the relevance, reliability and comparability of the information that a reporting entity provides in its financial statements about a business combination and its effects. To accomplish that, this IFRS establishes principles and requirements for how the acquirer:

- (a) recognises and measures in its financial statements the identifiable assets acquired, the liabilities assumed and any non-controlling interest in the acquiree;
- (b) recognises and measures the goodwill acquired in the business combination or a gain from a bargain purchase; and
- (c) determines what information to disclose to enable users of the financial statements to evaluate the nature and financial effects of the business combination.

(§18) The acquirer shall measure the identifiable assets acquired and the liabilities assumed at their acquisition-date fair values.

(§19) For each business combination, the acquirer shall measure at the acquisition date components of non-controlling interests in the acquiree that are present ownership interests and entitle their holders to a proportionate share of the entity's net assets in the event of liquidation at either:

- (a) fair value; or
- (b) the present ownership instruments' proportionate share in the recognised amounts of the acquiree's identifiable net assets.

All other components of non-controlling interests shall be measured at their acquisition-date fair values, unless another measurement basis is required by IFRSs.

(§33) In a business combination in which the acquirer and the acquiree (or its former owners) exchange only equity interests, the acquisition-date fair value of the acquiree's equity interests may be more reliably measurable than the acquisition-date fair value of the acquirer's equity interests. If so, the acquirer shall determine the amount of goodwill by using the acquisition-date fair value of the acquiree's equity interests instead of the acquisition-date fair value of the equity interests transferred. To determine the amount of goodwill in a business combination in which no consideration is transferred, the acquirer shall use the acquisition-date fair value of the acquirer's interest in the acquiree in place of the acquisition-date fair value of the consideration transferred (paragraph 32(a)(i)). Paragraphs B46–B49 provide related application guidance.

(§45) If the initial accounting for a business combination is incomplete by the end of the reporting period in which the combination occurs, the acquirer shall report in its financial statements provisional amounts for the items for which the accounting is incomplete. During the measurement period, the acquirer shall retrospectively adjust the provisional amounts recognised at the acquisition date to reflect new information obtained about facts and circumstances that existed as of the acquisition date and, if known, would have affected the measurement of the amounts recognised as of that date. During the measurement period, the acquirer shall also recognise additional assets or liabilities if new information is obtained about facts and circumstances that existed as of the acquisition date and, if known, would have resulted in the recognition of those assets and liabilities as of that date. The measurement period ends as soon as the acquirer receives the information it was seeking about facts and circumstances that existed as of the acquisition date or learns that more information is not obtainable. However, the measurement period shall not exceed one year from the acquisition date.

The measurement period is the period after the acquisition date during which the acquirer may

adjust the provisional amounts recognised for a business combination. The measurement period provides the acquirer with a reasonable time to obtain the information necessary to identify and measure the following as of the acquisition date in accordance with the requirements of this IFRS:

- (a) the identifiable assets acquired, liabilities assumed and any non-controlling interest in the acquiree;
- (b) the consideration transferred for the acquiree (or the other amount used in measuring goodwill);
- (c) in a business combination achieved in stages, the equity interest in the acquiree previously held by the acquirer; and
- (d) the resulting goodwill or gain on a bargain purchase.

(§47) The acquirer shall consider all pertinent factors in determining whether information obtained after the acquisition date should result in an adjustment to the provisional amounts recognised or whether that information results from events that occurred after the acquisition date. Pertinent factors include the date when additional information is obtained and whether the acquirer can identify a reason for a change to provisional amounts. Information that is obtained shortly after the acquisition date is more likely to reflect circumstances that existed at the acquisition date than is information obtained several months later. For example, unless an intervening event that changed its fair value can be identified, the sale of an asset to a third party shortly after the acquisition date for an amount that differs significantly from its provisional fair value measured at that date is likely to indicate an error in the provisional amount.

(§49) During the measurement period, the acquirer shall recognise adjustments to the provisional amounts as if the accounting for the business combination had been completed at the acquisition date. Thus, the acquirer shall revise comparative information for prior periods presented in financial statements as needed, including making any change in depreciation, amortisation or other income effects recognised in completing the initial accounting.

(§54) In general, an acquirer shall subsequently measure and account for assets acquired, liabilities assumed or incurred and equity instruments issued in a business combination in accordance with other applicable IFRSs for those items, depending on their nature. However, this IFRS provides guidance on subsequently measuring and accounting for the following assets acquired, liabilities assumed or incurred and equity instruments issued in a business combination:

- (a) reacquired rights;
- (b) contingent liabilities recognised as of the acquisition date;
- (c) indemnification assets; and
- (d) contingent consideration.

(§58) Some changes in the fair value of contingent consideration that the acquirer recognises after the acquisition date may be the result of additional information that the acquirer obtained after that date about facts and circumstances that existed at the acquisition date. Such changes are measurement period adjustments in accordance with paragraphs 45–49. However, changes resulting from events after the acquisition date, such as meeting an earnings target, reaching a specified share price or reaching a milestone on a research and development project, are not measurement period adjustments. The acquirer shall account for changes in the fair value of contingent consideration that are not measurement period adjustments as follows:

- (a) Contingent consideration classified as equity shall not be remeasured and its subsequent settlement shall be accounted for within equity.
- (b) Other contingent consideration that:
 - (i) is within the scope of IFRS 9 shall be measured at fair value at each reporting date and changes in fair value shall be recognised in profit or loss in accordance with IFRS 9.
 - (ii) is not within the scope of IFRS 9 shall be measured at fair value at each reporting date

and changes in fair value shall be recognised in profit or loss.

(§B41) The acquirer shall not recognise a separate valuation allowance as of the acquisition date for assets acquired in a business combination that are measured at their acquisition-date fair values because the effects of uncertainty about future cash flows are included in the fair value measure. For example, because this IFRS requires the acquirer to measure acquired receivables, including loans, at their acquisition-date fair values in accounting for a business combination, the acquirer does not recognise a separate valuation allowance for the contractual cash flows that are deemed to be uncollectible at that date or a loss allowance for expected credit losses.

(§B42) In measuring the acquisition-date fair value of an asset such as a building or a patent that is subject to an operating lease in which the acquiree is the lessor, the acquirer shall take into account the terms of the lease. The acquirer does not recognise a separate asset or liability if the terms of an operating lease are either favourable or unfavourable when compared with market terms.

(§B43) To protect its competitive position, or for other reasons, the acquirer may intend not to use an acquired non-financial asset actively, or it may not intend to use the asset according to its highest and best use. For example, that might be the case for an acquired research and development intangible asset that the acquirer plans to use defensively by preventing others from using it. Nevertheless, the acquirer shall measure the fair value of the non-financial asset assuming its highest and best use by market participants in accordance with the appropriate valuation premise, both initially and when measuring fair value less costs of disposal for subsequent impairment testing.

(§B44) This IFRS allows the acquirer to measure a non-controlling interest in the acquiree at its fair value at the acquisition date. Sometimes an acquirer will be able to measure the acquisition-date fair value of a non-controlling interest on the basis of a quoted price in an active market for the equity shares (ie those not held by the acquirer). In other situations, however, a quoted price in an active market for the equity shares will not be available. In those situations, the acquirer would measure the fair value of the non-controlling interest using other valuation techniques.

(§B46) In a business combination achieved without the transfer of consideration, the acquirer must substitute the acquisition-date fair value of its interest in the acquiree for the acquisition-date fair value of the consideration transferred to measure goodwill or a gain on a bargain purchase (see paragraphs 32–34).

Utilisation du TA dans la norme	Estimation des actifs et passifs dans le cadre d'un regroupement d'entreprises Test d'adéquation du passif
Objet évalué	Actif : actifs identifiables; Passif : passifs identifiables
Méthode d'évaluation	Juste valeur
Définition du TA	Pas de précision
Processus et conditions de calcul du TA	Pas de précision

2.3.2 Commentaires et questionnements

La condition de comptabilisation dans le cadre de cette norme repose sur le concept d'actifs identifiables.

Les coûts d'acquisition reconnus ne comprennent pas les coûts de transaction, tels que les prestations de libéraux et les coûts d'émission d'instruments financiers.

Les actifs et passifs sont évalués à la juste valeur.

Le goodwill se distingue en goodwill partiel ou goodwill complet, ce dernier suppose une évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires pour la quote-part de l'actif net identifiable.

Le goodwill subit un test de dépréciation annuel. Les autres actifs sont dépréciés selon la norme s'appliquant à leur catégorie.

2.4 IFRS 4 - Insurance Contract

2.4.1 Références clés du texte officiel

(§15) An insurer shall assess at the end of each reporting period whether its recognised insurance liabilities are adequate, using current estimates of future cash flows under its insurance contracts. If that assessment shows that the carrying amount of its insurance liabilities (less related deferred acquisition costs and related intangible assets, such as those discussed in paragraphs 31 and 32) is inadequate in the light of the estimated future cash flows, the entire deficiency shall be recognised in profit or loss.

(§22) An insurer may change its accounting policies for insurance contracts if, and only if, the change makes the financial statements more relevant to the economic decision-making needs of users and no less reliable, or more reliable and no less relevant to those needs. An insurer shall judge relevance and reliability by the criteria in IAS 8.

(§27) An insurer need not change its accounting policies for insurance contracts to eliminate future investment margins. However, there is a rebuttable presumption that an insurer's financial statements will become less relevant and reliable if it introduces an accounting policy that reflects future investment margins in the measurement of insurance contracts, unless those margins affect the contractual payments.

(§28) An insurer may overcome the rebuttable presumption described in paragraph 27 if, and only if, the other components of a change in accounting policies increase the relevance and reliability of its financial statements sufficiently to outweigh the decrease in relevance and reliability caused by the inclusion of future investment margins. For example, suppose that an insurer's existing accounting policies for insurance contracts involve excessively prudent assumptions set at inception and a discount rate prescribed by a regulator without direct reference to market conditions, and ignore some embedded options and guarantees. The insurer might make its financial statements more relevant and no less reliable by switching to a comprehensive investor-oriented basis of accounting that is widely used and involves:

- (a) current estimates and assumptions;
- (b) a reasonable (but not excessively prudent) adjustment to reflect risk and uncertainty;
- (c) measurements that reflect both the intrinsic value and time value of embedded options and guarantees; and
- (d) a current market discount rate, even if that discount rate reflects the estimated return on the insurer's assets.

(§29) In some measurement approaches, the discount rate is used to determine the present value of a future profit margin. That profit margin is then attributed to different periods using a formula. In those approaches, the discount rate affects the measurement of the liability only indirectly. In particular, the use of a less appropriate discount rate has a limited or no effect on the measurement of the liability at inception. However, in other approaches, the discount rate determines the measurement of the liability directly. In the latter case, because the introduction of an asset-based discount rate has a more significant effect, it is highly unlikely that an insurer could overcome the rebuttable presumption described in paragraph 27.

(§B2) Uncertainty (or risk) is the essence of an insurance contract. Accordingly, at least one of the following is uncertain at the inception of an insurance contract: (a) whether an insured event will occur; (b) when it will occur; or (c) how much the insurer will need to pay if it occurs.

(§B3) In some insurance contracts, the insured event is the discovery of a loss during the term of the contract, even if the loss arises from an event that occurred before the inception of the

contract. In other insurance contracts, the insured event is an event that occurs during the term of the contract, even if the resulting loss is discovered after the end of the contract term.

(§B4) Some insurance contracts cover events that have already occurred, but whose financial effect is still uncertain. An example is a reinsurance contract that covers the direct insurer against adverse development of claims already reported by policyholders. In such contracts, the insured event is the discovery of the ultimate cost of those claims.

Utilisation du TA dans la norme	Estimer les changements pour changer de politique comptable
Objet évalué	Test d'adéquation du passif
Méthode d'évaluation	Contrat d'assurance
Définition du TA	Actualisation
Processus et conditions de calcul du TA	Taux d'actualisation de marché, taux actuariel
	Pas de précision

2.4.2 Commentaires et questionnements

(§29) : « Dans certaines approches, on utilise un taux d'actualisation pour déterminer la valeur actuelle d'une marge bénéficiaire future ». La norme précise que le choix du taux d'actualisation a un impact limité, voire aucun, sur l'évaluation du passif à l'origine. Dans d'autres approches, le taux d'actualisation permet d'évaluer directement le passif. Ces approches sont bien plus sensibles au taux d'actualisation, ce qui rend improbable la présomption d'irréfragabilité (§27). Ainsi, un changement de taux d'actualisation est possible s'il est prouvé que le changement rend les états financiers plus pertinents et non moins fiables pour les besoins de prise de décision des utilisateurs (§22). Un changement comptable peut intervenir pour améliorer la compréhension d'un investisseur sous une forme courante mettant en jeu notamment (d) un taux de marché actuel voire un taux actuariel (représentant la performance estimée par l'assureur de ses actifs) (§28).

La norme ne précise pas quelles approches seraient sensibles au taux d'actualisation. On comprend que les taux d'actualisation peuvent être utilisés soit pour calculer une valeur actuelle d'une marge future, ce qui a peu d'impact sur l'évaluation du passif soit pour déterminer une mesure du passif lui-même. « Dans ce dernier cas, l'introduction d'un taux d'actualisation fondé sur des actifs ayant un impact plus important, il est hautement improbable qu'un assureur puisse surmonter la présomption réfutable décrite au §27 » (§29), soit encore pour justifier un changement de politique comptable (§28).

IFRS 4 permet la poursuite des pratiques comptables locales, modulo quelques ajustements comme l'élimination des provisions locales ne répondant pas à la définition d'un passif. C'est l'objet du test d'adéquation du passif (cf. §15-19) qui consiste en l'évaluation de la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie et sa comparaison avec les provisions comptabilisées. À cet égard, la norme n'est pas prescriptive quant aux taux d'actualisation qu'il convient de retenir.

2.5 IFRS 5 - Non-current Assets Held for Sale and Discontinued Operations

2.5.1 Références clés du texte officiel

(§IN6) The IFRS:

- (a) adopts the classification 'held for sale'.
- (b) introduces the concept of a disposal group, being a group of assets to be disposed of, by sale or otherwise, together as a group in a single transaction, and liabilities directly associated with those assets that will be transferred in the transaction.
- (c) specifies that assets or disposal groups that are classified as held for sale are carried at the lower of carrying amount and fair value less costs to sell.

(§1) The objective of this IFRS is to specify the accounting for assets held for sale, and the presentation and disclosure of discontinued operations. In particular, the IFRS requires:

- (a) assets that meet the criteria to be classified as held for sale to be measured at the lower of carrying amount and fair value less costs to sell, and depreciation on such assets to cease; and
- (b) assets that meet the criteria to be classified as held for sale to be presented separately in the statement of financial position and the results of discontinued operations to be presented separately in the statement of comprehensive income.

(§15) An entity shall measure a non-current asset (or disposal group) classified as held for sale at the lower of its carrying amount and fair value less costs to sell.

(§15A) An entity shall measure a non-current asset (or disposal group) classified as held for distribution to owners at the lower of its carrying amount and fair value less costs to distribute.

(§16) If a newly acquired asset (or disposal group) meets the criteria to be classified as held for sale (see paragraph 11), applying paragraph 15 will result in the asset (or disposal group) being measured on initial recognition at the lower of its carrying amount had it not been so classified (for example, cost) and fair value less costs to sell. Hence, if the asset (or disposal group) is acquired as part of a business combination, it shall be measured at fair value less costs to sell.

(§17) When the sale is expected to occur beyond one year, the entity shall measure the costs to sell at their present value. Any increase in the present value of the costs to sell that arises from the passage of time shall be presented in profit or loss as a financing cost.

(§20) An entity shall recognise an impairment loss for any initial or subsequent write-down of the asset (or disposal group) to fair value less costs to sell, to the extent that it has not been recognised in accordance with paragraph 19.

(§21) An entity shall recognise a gain for any subsequent increase in fair value less costs to sell of an asset, but not in excess of the cumulative impairment loss that has been recognised either in accordance with this IFRS or previously in accordance with IAS 36 Impairment of Assets.

(§22) An entity shall recognise a gain for any subsequent increase in fair value less costs to sell of a disposal group:

- (a) to the extent that it has not been recognised in accordance with paragraph 19; but
- (b) not in excess of the cumulative impairment loss that has been recognised, either in accordance with this IFRS or previously in accordance with IAS 36, on the non-current assets that are within the scope of the measurement requirements of this IFRS.

Utilisation du TA dans la norme	Évaluer les coûts liés à la vente
Objet évalué	Actif : Un actif prêt à être vendu
Méthode d'évaluation	Valeur actuelle
Définition du TA	Aucune précision
Processus et conditions de calcul du TA	Aucun précision

2.5.2 Commentaires et questionnements

(§17) Une valeur actuelle des coûts de vente doit être appliquée lorsque la vente en question est prévue sur un horizon supérieur à 1 an. Ceci a de l'importance puisque ces actifs doivent être comptabilisés à la valeur la plus basse entre la valeur comptable et la JV diminuée des coûts de vente §IN6 (c).

De manière remarquable, nous sommes dans un cas permettant l'évaluation des coûts de cession, éventuellement non immédiats. Néanmoins, la norme ne prévoit pas l'actualisation des prix de vente, et cela conformément à IAS 2 (*Inventories*), IAS 36 et IAS 41 où il est largement fait référence aux coûts de cession. Enfin, IFRS 13 où il est fait référence à une juste valeur diminuée des coûts de cession (coûts de transaction), n'apporte pas plus de précision. Notamment, la valeur du temps ne s'applique pas en toutes circonstances alors même qu'un éloignement temporel le justifierait.

2.6 IFRS 6 – Exploration for and Evaluation of Mineral Resources

2.6.1 Références clés du texte officiel

(§8) Exploration and evaluation assets shall be measured at cost. Elements of cost of exploration and evaluation assets

(§9) An entity shall determine an accounting policy specifying which expenditures are recognised as exploration and evaluation assets and apply the policy consistently. In making this determination, an entity considers the degree to which the expenditure can be associated with finding specific mineral resources. The following are examples of expenditures that might be included in the initial measurement of exploration and evaluation assets (the list is not exhaustive):

- (a) acquisition of rights to explore;
- (b) topographical, geological, geochemical and geophysical studies;
- (c) exploratory drilling;
- (d) trenching;
- (e) sampling; and
- (f) activities in relation to evaluating the technical feasibility and commercial viability of extracting a mineral resource.

(§10) Expenditures related to the development of mineral resources shall not be recognised as exploration and evaluation assets. The Framework¹ and IAS 38 Intangible Assets provide guidance on the recognition of assets arising from development.

(§12) After recognition, an entity shall apply either the cost model or the revaluation model to the exploration and evaluation assets. If the revaluation model is applied (either the model in IAS 16 Property, Plant and Equipment or the model in IAS 38) it shall be consistent with the classification of the assets (see paragraph 15).

(§18) Exploration and evaluation assets shall be assessed for impairment when facts and circumstances suggest that the carrying amount of an exploration and evaluation asset may exceed its recoverable amount. When facts and circumstances suggest that the carrying amount exceeds the recoverable amount, an entity shall measure, present and disclose any resulting impairment loss in accordance with IAS 36, except as provided by paragraph 21 below.

Utilisation du TA dans la norme	Non spécifié
Objet évalué	Actifs : coûts d'exploration et d'évaluation
Méthode d'évaluation	Coût ou test de dépréciation (dans ce cas JV non précisée)
Définition du TA	Pas de mention
Processus et conditions de calcul du TA	Pas de mention

2.6.2 Commentaires et questionnements :

La JV ou le TA pourrait être mobilisé dans le seul cas des dépréciations.

2.7 IFRS 7 - Financial Instruments : Disclosures

2.7.1 Références clés du texte officiel

(§12C) For each reporting period following reclassification until derecognition, an entity shall disclose for assets reclassified out of the fair value through profit or loss category so that they are measured at amortised cost or fair value through other comprehensive income in accordance with paragraph 4.4.1 of IFRS 9:

- (a) the effective interest rate determined on the date of reclassification; and
- (b) the interest revenue recognised.

(§20) An entity shall disclose the following items of income, expense, gains or losses either in the statement of comprehensive income or in the notes:

- (b) total interest revenue and total interest expense (calculated using the effective interest method) for financial assets that are measured at amortised cost or that are measured at fair value through other comprehensive income in accordance with paragraph 4.1.2A of IFRS 9 (showing these amounts separately); or financial liabilities that are not measured at fair value through profit or loss.
- (c) fee income and expense (other than amounts included in determining the effective interest rate) arising from:
 - (i) financial assets and financial liabilities that are not at fair value through profit or loss; and
 - (ii) trust and other fiduciary activities that result in the holding or investing of assets on behalf of individuals, trusts, retirement benefit plans, and other institutions.

(§25) Except as set out in paragraph 29, for each class of financial assets and financial liabilities (see paragraph 6), an entity shall disclose the fair value of that class of assets and liabilities in a way that permits it to be compared with its carrying amount.

(§26) In disclosing fair values, an entity shall group financial assets and financial liabilities into classes, but shall offset them only to the extent that their carrying amounts are offset in the statement of financial position.

(§28) In some cases, an entity does not recognise a gain or loss on initial recognition of a financial asset or financial liability because the fair value is neither evidenced by a quoted price in an active market for an identical asset or liability (ie a Level 1 input) nor based on a valuation technique that uses only data from observable markets (see paragraph B5.1.2A of IFRS 9). In such cases, the entity shall disclose by class of financial asset or financial liability:

- (a) its accounting policy for recognising in profit or loss the difference between the fair value at initial recognition and the transaction price to reflect a change in factors (including time) that market participants would take into account when pricing the asset or liability (see paragraph B5.1.2A(b) of IFRS 9).
- (b) the aggregate difference yet to be recognised in profit or loss at the beginning and end of the period and a reconciliation of changes in the balance of this difference.
- (c) why the entity concluded that the transaction price was not the best evidence of fair value, including a description of the evidence that supports the fair value.

(§29) Disclosures of fair value are not required: (a) when the carrying amount is a reasonable approximation of fair value, for example, for financial instruments such as short-term trade receivables and payables; (b) [deleted] (c) for a contract containing a discretionary participation feature (as described in IFRS 4) if the fair value of that feature cannot be measured reliably; or (d) for lease liabilities.

(§30) In the case described in paragraph 29(c), an entity shall disclose information to help

users of the financial statements make their own judgements about the extent of possible differences between the carrying amount of those contracts and their fair value, including:

- (a) the fact that fair value information has not been disclosed for these instruments because their fair value cannot be measured reliably;
- (b) a description of the financial instruments, their carrying amount, and an explanation of why fair value cannot be measured reliably;
- (c) information about the market for the instruments;
- (d) information about whether and how the entity intends to dispose of the financial instruments; and
- (e) if financial instruments whose fair value previously could not be reliably measured are derecognised, that fact, their carrying amount at the time of derecognition, and the amount of gain or loss recognised.

(§42N) When required by paragraph 42K, an entity shall disclose the following for financial assets and financial liabilities that have been reclassified out of the fair value through profit or loss category as a result of the transition to IFRS 9:

- (a) the effective interest rate determined on the date of initial application; and
- (b) the interest revenue or expense recognised.

Utilisation du TA dans la norme	À des fins d'information
Objet évalué	Actif et passif: Instruments financiers
Méthode d'évaluation	Méthode des taux d'intérêt effectifs (TRI)
Définition du TA	Le taux pris en compte est un taux « tout compris » (Cf. IFRS 9 qui définit ce taux et la méthode)
Processus et conditions de calcul du TA	Cf. IFRS 9

2.7.2 Commentaires et questionnements

Les paragraphes 9, 10 précisent les divulgations à réaliser lorsque les instruments financiers de passif ou d'actif sont mesurés à la JV via le compte de résultat. Le (§11) apporte les mêmes précisions lorsque la mesure se fait via OCI.

Ce qui importe dans cette distinction est la manière dont le risque va produire de l'effet sur les divulgations de l'entité.

La norme IFRS 7 comprend en outre un ensemble de définitions des risques (Annexe A) : de crédit, de taux de change, de taux, de liquidité, de marché, et les « autres risques ».

Le risque de marché est défini comme le risque d'une fluctuation de la JV des CF des instruments financiers en raison de mouvements des prix de marché. Il recouvre les risques de crédit, de taux de change et de taux.

L'annexe B (§B17 à §B21) détaille la manière dont une analyse de sensibilité doit être menée, relativement au risque de marché. L'amplitude de fluctuation n'est pas définie. Il peut y avoir un déficit de comparabilité.

Les méthodes de VaR et Monte Carlo sont autorisées.

Le (§B22) définit le risque de taux.

2.8 IFRS 9 - Financial Instruments

2.8.1 Références clés du texte officiel

(§IN1) IFRS 9 Financial Instruments sets out the requirements for recognising and measuring financial assets, financial liabilities and some contracts to buy or sell non-financial items. This Standard replaces IAS 39 *Financial Instruments: Recognition and Measurement*.

(§IN2) Many users of financial statements and other interested parties told the International Accounting Standards Board (IASB) that the requirements in IAS 39 were difficult to understand, apply and interpret. They urged the IASB to develop a new Standard for the financial reporting of financial instruments that was principle-based and less complex. Although the IASB amended IAS 39 several times to clarify requirements, add guidance and eliminate internal inconsistencies, it had not previously undertaken a fundamental reconsideration of the reporting for financial instruments.

(§6.1.3) For a fair value hedge of the interest rate exposure of a portfolio of financial assets or financial liabilities (and only for such a hedge), an entity may apply the hedge accounting requirements in IAS 39 instead of those in this Standard. In that case, the entity must also apply the specific requirements for the fair value hedge accounting for a portfolio hedge of interest rate risk and designate as the hedged item a portion that is a currency amount (see paragraphs 81A, 89A and AG114–AG132 of IAS 39).

(§7.2.21) When an entity first applies this Standard, it may choose as its accounting policy to continue to apply the hedge accounting requirements of IAS 39 instead of the requirements in Chapter 6 of this Standard. An entity shall apply that policy to all of its hedging relationships. An entity that chooses that policy shall also apply IFRIC 16 *Hedges of a Net Investment in a Foreign Operation* without the amendments that conform that Interpretation to the requirements in Chapter 6 of this Standard.

(§3.2.8). Often it will be obvious whether the entity has transferred or retained substantially all risks and rewards of ownership and there will be no need to perform any computations. In other cases, it will be necessary to compute and compare the entity's exposure to the variability in the present value of the future net cash flows before and after the transfer. The computation and comparison are made using as the discount rate an appropriate current market interest rate. All reasonably possible variability in net cash flows is considered, with greater weight being given to those outcomes that are more likely to occur.

(§4.1.1) Unless paragraph 4.1.5 applies, an entity shall classify financial assets as subsequently measured at amortised cost, fair value through other comprehensive income or fair value through profit or loss on the basis of both:

- (a) the entity's business model for managing the financial assets and
- (b) the contractual cash flow characteristics of the financial asset.

(§B4.1.7) Paragraph 4.1.1(b) requires an entity to classify a financial asset on the basis of its contractual cash flow characteristics if the financial asset is held within a business model whose objective is to hold assets to collect contractual cash flows or within a business model whose objective is achieved by both collecting contractual cash flows and selling financial assets, unless paragraph 4.1.5 applies. To do so, the condition in paragraphs 4.1.2(b) and 4.1.2A(b) requires an entity to determine whether the asset's contractual cash flows are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding.

(§B4.1.7A) Contractual cash flows that are solely payments of principal and interest on the principal amount outstanding are consistent with a basic lending arrangement. In a basic lending

arrangement, consideration for the time value of money (see paragraphs B4.1.9A–B4.1.9E) and credit risk are typically the most significant elements of interest.

(B5.4.1) In applying the effective interest method, an entity identifies fees that are an integral part of the effective interest rate of a financial instrument. The description of fees for financial services may not be indicative of the nature and substance of the services provided. Fees that are an integral part of the effective interest rate of a financial instrument are treated as an adjustment to the effective interest rate, unless the financial instrument is measured at fair value, with the change in fair value being recognised in profit or loss. In those cases, the fees are recognised as revenue or expense when the instrument is initially recognised.

(B5.4.4) When applying the effective interest method, an entity generally amortises any fees, points paid or received, transaction costs and other premiums or discounts that are included in the calculation of the effective interest rate over the expected life of the financial instrument

(§5.5.17) Measurement of expected credit losses. An entity shall measure expected credit losses of a financial instrument in a way that reflects:

- (a) an unbiased and probability-weighted amount that is determined by evaluating a range of possible outcomes;
- (b) the time value of money; and
- (c) reasonable and supportable information that is available without undue cost or effort at the reporting date about past events, current conditions and forecasts of future economic conditions.

(§6.2.1) A derivative measured at fair value through profit or loss may be designated as a hedging instrument, except for some written options (see paragraph B6.2.4).

(§6.3.1) A hedged item can be a recognised asset or liability, an unrecognised firm commitment, a forecast transaction or a net investment in a foreign operation. The hedged item can be:

- (a) a single item; or
- (b) a group of items (subject to paragraphs 6.6.1–6.6.6 and B6.6.1–B6.6.16).

(§6.5.8) As long as a fair value hedge meets the qualifying criteria in paragraph 6.4.1, the hedging relationship shall be accounted for as follows:

- (a) the gain or loss on the hedging instrument shall be recognised in profit or loss (or other comprehensive income, if the hedging instrument hedges an equity instrument for which an entity has elected to present changes in fair value in other comprehensive income in accordance with paragraph 5.7.5).
- (b) the hedging gain or loss on the hedged item shall adjust the carrying amount of the hedged item (if applicable) and be recognised in profit or loss. If the hedged item is a financial asset (or a component thereof) that is measured at fair value through other comprehensive income in accordance with paragraph 4.1.2A, the hedging gain or loss on the hedged item shall be recognised in profit or loss. However, if the hedged item is an equity instrument for which an entity has elected to present changes in fair value in other comprehensive income in accordance with paragraph 5.7.5, those amounts shall remain in other comprehensive income. When a hedged item is an unrecognised firm commitment (or a component thereof), the cumulative change in the fair value of the hedged item subsequent to its designation is recognised as an asset or a liability with a corresponding gain or loss recognised in profit or loss.

(§Appendix A)

- *effective interest method*. The method that is used in the calculation of the amortised cost of a financial asset or a financial liability and in the allocation and recognition of the interest revenue or interest expense in profit or loss over the relevant period

- *effective interest rate*. The rate that exactly discounts estimated future cash payments or receipts through the expected life of the financial asset or financial liability to the gross carrying amount of a financial asset or to the amortised cost of a financial liability. When calculating the effective interest rate, an entity shall estimate the expected cash flows by considering all the contractual terms of the financial instrument (for example, prepayment, extension, call and similar options) but shall not consider the expected credit losses. The calculation includes all fees and points paid or received between parties to the contract that are an integral part of the effective interest rate (see paragraphs B5.4.1–B5.4.3), transaction costs, and all other premiums or discounts

Utilisation du TA dans la norme	Large. Concerne les instruments financiers, leurs risques (marché, intérêt, crédit...) pour évaluation et dépréciation (ds montant déprécié ou calcul des charges d'intérêt si passifs financiers)
Objet évalué	Actif : Les instruments financiers
Méthode d'évaluation	Multiplés : FV (résultat ou OCI) ou coût amorti
Définition du TA	Passage du temps
Processus et conditions de calcul du TA	Marché ou pas de marché liquide (niv 2)

2.8.2 Commentaires et questionnements

(§3.1.1) définit les objets reconnus comme actifs ou passifs financiers, détaillés en chapitre 4 (voir ci-dessous).

(§3.2.8) En cas de décomptabilisation (*derecognition*), il peut être nécessaire de calculer une sensibilité au risque de l'entité avant et après transfert de l'actif. Cela permet de quantifier les risques transférés. Il est précisé que le taux d'actualisation utilisé doit alors être un taux approprié de marché.

(§4.1.1) La norme définit trois mesures d'actifs financiers. Il s'agit:

- du coût amorti,
- de la mesure à la JV à travers les OCI
- ou à la JV sous forme de P&L.

Le classement dépend du *business model* de l'entité et de la nature de l'actif à classer (instrument de dette simple ou pas). Il convient alors de déterminer si les CF de l'actif sont uniquement liés au paiement du principal et des intérêts, auquel cas l'actif s'apparente à un prêt classique (§B4.1.7, §B4.1.7A). Alors, les éléments essentiels de l'intérêt sont la valeur temps de l'argent et le risque de crédit (même si ce ne sont pas les seuls).

(§5.5.17) La mesure de la perte liée à la détérioration de la qualité de crédit doit se mesurer de façon non biaisée en pondérant les différents scénarios, en tenant compte de la valeur actuelle de l'argent et en utilisant les informations disponibles sur les événements passés, actuels ou futurs dont le coût est raisonnable.

Annexe A. Cette annexe définit certains termes utilisés dans la norme. En particulier la « perte de crédit » est définie comme la différence entre des CF contractuels et les CF attendus actualisés à un taux d'intérêt effectif ou ajusté du risque de crédit. Le « taux d'intérêt effectif » est défini comme le taux d'actualisation qui permet d'égaliser exactement les flux estimés de trésorerie future sur la durée de vie prévue de l'instrument par rapport à sa valeur comptable nette enregistrée.

Le « taux d'intérêt effectif ajusté du risque de crédit » est le même que le précédent dans lequel les CF futurs tiennent compte des pertes estimées sur crédit.

Bien que cette norme remplace IAS 39 suite aux critiques dont IAS 39 a fait l'objet à l'occasion de la crise financière : complexité trop importante, recours trop systématique à la juste valeur, etc. (cf. §IN1, §IN2), elle ne couvre pas l'intégralité du champ couvert par IAS 39. En particulier, en matière de comptabilité de couverture, il est possible de continuer à utiliser IAS 39 pour les cas de couverture des risques (§7.2.2.1) ou d'en appliquer de façon discrétionnaire certaines parties d'IAS 39 (§6.1.3). Il est à noter que le projet « Dynamic Risk Management » est à peine entamé et que la prochaine étape (publication d'un Discussion Paper) n'interviendra pas avant fin 2017.

L'annexe A définit la méthode du taux d'intérêt effectif et le taux d'intérêt effectif. Ce dernier est le taux qui actualise exactement les flux monétaires entrants et sortants tout au long de la vie de l'actif ou du passif financier, en les rapportant à la valeur comptable brute dans le cas de l'actif ou aux coûts amortis de la dette. Il s'agit en l'occurrence d'un Taux Interne de Rentabilité, plus que d'un taux d'actualisation.

2.9 IFRS 13 - Fair Value Measurement

2.9.1 Références clés du texte officiel

(§2) Fair value is a market-based measurement, not an entity-specific measurement. For some assets and liabilities, observable market transactions or market information might be available. For other assets and liabilities, observable market transactions and market information might not be available. However, the objective of a fair value measurement in both cases is the same—to estimate the price at which an orderly transaction to sell the asset or to transfer the liability would take place between market participants at the measurement date under current market conditions (ie an exit price at the measurement date from the perspective of a market participant that holds the asset or owes the liability).

(§3) When a price for an identical asset or liability is not observable, an entity measures fair value using another valuation technique that maximises the use of relevant observable inputs and minimises the use of unobservable inputs. Because fair value is a market-based measurement, it is measured using the assumptions that market participants would use when pricing the asset or liability, including assumptions about risk. As a result, an entity's intention to hold an asset or to settle or otherwise fulfil a liability is not relevant when measuring fair value.

(§4) The definition of fair value focuses on assets and liabilities because they are a primary subject of accounting measurement. In addition, this IFRS shall be applied to an entity's own equity instruments measured at fair value.

(§7) The disclosures required by this IFRS are not required for the following:

- (a) plan assets measured at fair value in accordance with IAS 19 Employee Benefits;
- (b) retirement benefit plan investments measured at fair value in accordance with IAS 26 Accounting and Reporting by Retirement Benefit Plans; and
- (c) assets for which recoverable amount is fair value less costs of disposal in accordance with IAS 36.

(§9) This IFRS defines fair value as the price that would be received to sell an asset or paid to transfer a liability in an orderly transaction between market participants at the measurement date.

(§10) Paragraph B2 describes the overall fair value measurement approach. The asset or liability

(§11) A fair value measurement is for a particular asset or liability. Therefore, when measuring fair value an entity shall take into account the characteristics of the asset or liability if market participants would take those characteristics into account when pricing the asset or liability at the measurement date. Such characteristics include, for example, the following:

- (a) the condition and location of the asset; and
- (b) restrictions, if any, on the sale or use of the asset.

(§12) The effect on the measurement arising from a particular characteristic will differ depending on how that characteristic would be taken into account by market participants.

(§13) The asset or liability measured at fair value might be either of the following:

- (a) a stand-alone asset or liability (eg a financial instrument or a non-financial asset); or
- (b) a group of assets, a group of liabilities or a group of assets and liabilities (eg a cash-generating unit or a business).

(§15) A fair value measurement assumes that the asset or liability is exchanged in an orderly

transaction between market participants to sell the asset or transfer the liability at the measurement date under current market conditions.

(§16) A fair value measurement assumes that the transaction to sell the asset or transfer the liability takes place either:

- (a) in the principal market for the asset or liability; or
- (b) in the absence of a principal market, in the most advantageous market for the asset or liability.

(§22) An entity shall measure the fair value of an asset or a liability using the assumptions that market participants would use when pricing the asset or liability, assuming that market participants act in their economic best interest.

(§27) A fair value measurement of a non-financial asset takes into account a market participant's ability to generate economic benefits by using the asset in its highest and best use or by selling it to another market participant that would use the asset in its highest and best use.

(§28) The highest and best use of a non-financial asset takes into account the use of the asset that is physically possible, legally permissible and financially feasible, as follows:

- (a) A use that is physically possible takes into account the physical characteristics of the asset that market participants would take into account when pricing the asset (eg the location or size of a property).
- (b) A use that is legally permissible takes into account any legal restrictions on the use of the asset that market participants would take into account when pricing the asset (eg the zoning regulations applicable to a property).
- (c) A use that is financially feasible takes into account whether a use of the asset that is physically possible and legally permissible generates adequate income or cash flows (taking into account the costs of converting the asset to that use) to produce an investment return that market participants would require from an investment in that asset put to that use.

(§29) Highest and best use is determined from the perspective of market participants, even if the entity intends a different use. However, an entity's current use of a non-financial asset is presumed to be its highest and best use unless market or other factors suggest that a different use by market participants would maximise the value of the asset.

(§31) The highest and best use of a non-financial asset establishes the valuation premise used to measure the fair value of the asset, as follows:

- (a) The highest and best use of a non-financial asset might provide maximum value to market participants through its use in combination with other assets as a group (as installed or otherwise configured for use) or in combination with other assets and liabilities (eg a business).
 - (i) If the highest and best use of the asset is to use the asset in combination with other assets or with other assets and liabilities, the fair value of the asset is the price that would be received in a current transaction to sell the asset assuming that the asset would be used with other assets or with other assets and liabilities and that those assets and liabilities (ie its complementary assets and the associated liabilities) would be available to market participants.
 - (ii) Liabilities associated with the asset and with the complementary assets include liabilities that fund working capital, but do not include liabilities used to fund assets other than those within the group of assets.
 - (iii) Assumptions about the highest and best use of a non-financial asset shall be consistent for all the assets (for which highest and best use is relevant) of the group of assets or the group of assets and liabilities within which the asset would be used.
- (b) The highest and best use of a non-financial asset might provide maximum value to market

participants on a stand-alone basis. If the highest and best use of the asset is to use it on a stand-alone basis, the fair value of the asset is the price that would be received in a current transaction to sell the asset to market participants that would use the asset on a stand-alone basis.

(§38) (c) if the observable prices in (a) and (b) are not available, using another valuation technique, such as:

- (i) an income approach (eg a present value technique that takes into account the future cash flows that a market participant would expect to receive from holding the liability or equity instrument as an asset; see paragraphs B10 and B11).
- (ii) a market approach (eg using quoted prices for similar liabilities or equity instruments held by other parties as assets; see paragraphs B5–B7).

(§62) The objective of using a valuation technique is to estimate the price at which an orderly transaction to sell the asset or to transfer the liability would take place between market participants at the measurement date under current market conditions. Three widely used valuation techniques are the market approach, the cost approach and the income approach. The main aspects of those approaches are summarised in paragraphs B5–B11. An entity shall use valuation techniques consistent with one or more of those approaches to measure fair value.

(§63) In some cases a single valuation technique will be appropriate (eg when valuing an asset or a liability using quoted prices in an active market for identical assets or liabilities). In other cases, multiple valuation techniques will be appropriate (eg that might be the case when valuing a cash-generating unit). If multiple valuation techniques are used to measure fair value, the results (ie respective indications of fair value) shall be evaluated considering the reasonableness of the range of values indicated by those results. A fair value measurement is the point within that range that is most representative of fair value in the circumstances.

(§B5) The market approach uses prices and other relevant information generated by market transactions involving identical or comparable (ie similar) assets, liabilities or a group of assets and liabilities, such as a business

(§B8) Cost Approach. The cost approach reflects the amount that would be required currently to replace the service capacity of an asset (often referred to as current replacement cost).

(§B10). The income approach converts future amounts (eg cash flows or income and expenses) to a single current (ie discounted) amount. When the income approach is used, the fair value measurement reflects current market expectations about those future amounts.

(§B11) Those valuation techniques include, for example, the following:

- (a) present value techniques (see paragraphs B12–B30);
- (b) option pricing models, such as the Black-Scholes-Merton formula or a binomial model (ie a lattice model), that incorporate present value techniques and reflect both the time value and the intrinsic value of an option; and
- (c) the multi-period excess earnings method, which is used to measure the fair value of some intangible assets

(§B12) Paragraphs B13–B30 describe the use of present value techniques to measure fair value. Those paragraphs focus on a discount rate adjustment technique and an expected cash flow (expected present value) technique.

(§B13) Present value (ie an application of the income approach) is a tool used to link future amounts (eg cash flows or values) to a present amount using a discount rate. A fair value measurement of an asset or a liability using a present value technique captures all the following

elements from the perspective of market participants at the measurement date:

- (a) an estimate of future cash flows for the asset or liability being measured.
- (b) expectations about possible variations in the amount and timing of the cash flows representing the uncertainty inherent in the cash flows.
- (c) the time value of money, represented by the rate on risk-free monetary assets that have maturity dates or durations that coincide with the period covered by the cash flows and pose neither uncertainty in timing nor risk of default to the holder (ie a risk-free interest rate).
- (d) the price for bearing the uncertainty inherent in the cash flows (ie a risk premium).
- (e) other factors that market participants would take into account in the circumstances.
- (f) for a liability, the non-performance risk relating to that liability, including the entity's (ie the obligor's) own credit risk.

(§B14) Present value techniques differ in how they capture the elements in paragraph B13. However, all the following general principles govern the application of any present value technique used to measure fair value:

- (a) Cash flows and discount rates should reflect assumptions that market participants would use when pricing the asset or liability.
- (b) Cash flows and discount rates should take into account only the factors attributable to the asset or liability being measured.
- (c) To avoid double-counting or omitting the effects of risk factors, discount rates should reflect assumptions that are consistent with those inherent in the cash flows. For example, a discount rate that reflects the uncertainty in expectations about future defaults
- (d) Assumptions about cash flows and discount rates should be internally consistent. For example, nominal cash flows, which include the effect of inflation, should be discounted at a rate that includes the effect of inflation. The nominal risk-free interest rate includes the effect of inflation. Real cash flows, which exclude the effect of inflation, should be discounted at a rate that excludes the effect of inflation.

(§B16) Market participants generally seek compensation (ie a risk premium) for bearing the uncertainty inherent in the cash flows of an asset or a liability. A fair value measurement should include a risk premium reflecting the amount that market participants would demand as compensation for the uncertainty inherent in the cash flows.

(§B17) Present value techniques differ in how they adjust for risk and in the type of cash flows they use. For example:

- (a) The discount rate adjustment technique (see paragraphs B18–B22) uses a risk-adjusted discount rate and contractual, promised or most likely cash flows.
- (b) Method 1 of the expected present value technique (see paragraph B25) uses risk-adjusted expected cash flows and a risk-free rate.
- (c) Method 2 of the expected present value technique (see paragraph B26) uses expected cash flows that are not risk-adjusted and a discount rate adjusted to include the risk premium that market participants require. That rate is different from the rate used in the discount rate adjustment technique.

(§B33) An entity can include a risk premium in the fair value measurement of a liability or an entity's own equity instrument that is not held by another party as an asset in one of the following ways:

- (a) by adjusting the cash flows (ie as an increase in the amount of cash outflows); or
- (b) by adjusting the rate used to discount the future cash flows to their present values (ie as a reduction in the discount rate).

(§B21) On the basis of the timing of the contractual payments to be received for Asset A relative to the timing for Asset B and Asset C (ie one year for Asset B versus two years for Asset C), Asset B is deemed more comparable to Asset A. Using the contractual payment to be received

for Asset A (CU800) and the one-year market rate derived from Asset B (10.8 per cent), the fair value of Asset A is CU722 (CU800/1.108). Alternatively, in the absence of available market information for Asset B, the one-year market rate could be derived from Asset C using the build-up approach. In that case the two-year market rate indicated by Asset C (11.2 per cent) would be adjusted to a one-year market rate using the term structure of the risk-free yield curve. Additional information and analysis might be required to determine whether the risk premiums for one-year and two-year assets are the same. If it is determined that the risk premiums for one-year and two-year assets are not the same, the two-year market rate of return would be further adjusted for that effect.

(§B22) When the discount rate adjustment technique is applied to fixed receipts or payments, the adjustment for risk inherent in the cash flows of the asset or liability being measured is included in the discount rate. In some applications of the discount rate adjustment technique to cash flows that are not fixed receipts or payments, an adjustment to the cash flows may be necessary to achieve comparability with the observed asset or liability from which the discount rate is derived.

(§B24) In making an investment decision, risk-averse market participants would take into account the risk that the actual cash flows may differ from the expected cash flows. Portfolio theory distinguishes between two types of risk:

- (a) unsystematic (diversifiable) risk, which is the risk specific to a particular asset or liability.
- (b) systematic (non-diversifiable) risk, which is the common risk shared by an asset or a liability with the other items in a diversified portfolio.

Portfolio theory holds that in a market in equilibrium, market participants will be compensated only for bearing the systematic risk inherent in the cash flows. (In markets that are inefficient or out of equilibrium, other forms of return or compensation might be available.)

(§B25) Method 1 of the expected present value technique adjusts the expected cash flows of an asset for systematic (ie market) risk by subtracting a cash risk premium (ie risk-adjusted expected cash flows). Those risk-adjusted expected cash flows represent a certainty-equivalent cash flow, which is discounted at a risk-free interest rate. A certainty-equivalent cash flow refers to an expected cash flow (as defined), adjusted for risk so that a market participant is indifferent to trading a certain cash flow for an expected cash flow. For example, if a market participant was willing to trade an expected cash flow of CU1,200 for a certain cash flow of CU1,000, the CU1,000 is the certainty equivalent of the CU1,200 (ie the CU200 would represent the cash risk premium). In that case the market participant would be indifferent as to the asset held.

(§B26) In contrast, Method 2 of the expected present value technique adjusts for systematic (ie market) risk by applying a risk premium to the risk-free interest rate. Accordingly, the expected cash flows are discounted at a rate that corresponds to an expected rate associated with probability-weighted cash flows (ie an expected rate of return). Models used for pricing risky assets, such as the capital asset pricing model, can be used to estimate the expected rate of return. Because the discount rate used in the discount rate adjustment technique is a rate of return relating to conditional cash flows, it is likely to be higher than the discount rate used in Method 2 of the expected present value technique, which is an expected rate of return relating to expected or probability-weighted cash flows.

Utilisation du TA dans la norme

Mesure reflétant un prix de cession d'un actif ou de transfert d'un passif comme si la transaction se déroulait sur un marché liquide

Objet évalué

Actif et Passif : Principalement les actifs et les passifs et certains éléments de fonds propres

Méthode d'évaluation	Comparables, Remplacement, Valeur actuelle, Valeur actuelle espérée via des scénarios
Définition du TA	Taux d'actualisation de marché ou à défaut un taux estimé
Processus et conditions de calcul du TA	Le taux peut être ajusté pour prendre en compte les autres risques

2.9.2 Commentaires et questionnements

La Juste Valeur et son calcul

La JV est une mesure de sortie et n'est pas une mesure spécifique de l'entité (§2). Cependant, lorsqu'un prix de marché n'est pas observable, la JV se mesure en utilisant des techniques d'évaluation privilégiant l'utilisation de données observables en limitant l'usage de données non observables (§3). Cela s'applique à toutes les normes exceptées les transactions se faisant par échange d'actions (IFRS 2), les transactions relatives aux baux (IFRS 16) ainsi que d'autres mesures qui peuvent évoquer une JV comme la notion de valeur réalisable nette concernant les stocks (IAS 2) ou la valeur d'usage (IAS 36).

(§7) Cette notion peut également ne pas s'appliquer aux avantages en nature (IAS 19), aux pensions de retraite (IAS 26) et aux actifs recouvrables (JV dont ont soustrait les coûts de cession (IAS 36).

(§38) Les techniques d'évaluation sont les approches par les flux (valeurs actuelles) ou les approches par les comparables.

(§62) L'objectif de ces techniques est d'estimer le prix de cession d'un actif ou de transfert d'un passif dans des conditions normales de marché. Il convient d'utiliser une méthode cohérente parmi une des trois suivantes : approche de marché qui se base sur des actifs comparables

(§B5), par les coûts qui consistent à évaluer le coût de remplacement (§B8) et l'approche par les revenus qui fait appel à des techniques d'actualisation (§B10).

(§63) Il peut être nécessaire d'utiliser plusieurs de ces méthodes. La valeur retenue devra être le point le plus représentatif de la JV compte tenu des circonstances. Ces méthodes doivent être recalibrées pour coller à la valeur comptabilisée initialement (§64).

La procédure d'évaluation décrite dans le (§31) ne reconnaît que le meilleur prix possible, un paramètre qui du point de vue du participant est difficile à estimer.

Par ailleurs, la méthode recommandée ignore la diversité des profils de risque des participants (vendeurs et acheteurs) et suppose leur homogénéité. Cette hypothèse d'atomicité sera nécessairement violée dans le cas d'actifs non financiers.

L'hypothèse de vente de l'actif formulée dans le (§34), qui conduit à évaluer un prix de sortie est opérationnellement éloigné de la réalité si l'on admet que l'espérance d'un investissement se situe dans un cycle de vie complet, comportant des options simultanées dont toutes ne pourront être exercées. Au contraire, l'application de cette hypothèse pourrait produire une volatilité éventuellement propre à stimuler des comportements court-termistes non désirables chez les investisseurs. Cette question est à investiguer.

Le (§58) produit l'hypothèse forte selon laquelle le prix de transaction égale le plus souvent la JV. Les techniques d'évaluation mobilisables sont décrites dans les (§61) à (§66).

Les paragraphes suivants exposent la hiérarchie des JV de niveau 1 à niveau 3.

Notons que parmi les trois approches, seule celle par les flux fait explicitement intervenir un taux d'actualisation.

Parmi les méthodes de calcul de la valeur actuelle (VA), la norme ne prévoit que l'ajustement par les CF ou par le taux.

L'approche par les coûts ne retient pas les coûts historiques amortis, mais le coût de remplacement. Cette valeur nécessite des hypothèses à environnement constant, difficilement acceptables dans un monde incertain.

Plus problématique peut-être, mais cela dépend du rôle affecté à l'information comptable, cette approche efface le repère marquant l'intention stratégique initiale pour préférer s'intéresser au coût de la stratégie à mettre en œuvre par des concurrents potentiels souhaitant atteindre une même situation.

Le (§B15) reconnaît l'existence de différentes sources de risque. Néanmoins, la norme ne distingue aucune différence de traitement de ces risques, certains permettant une flexibilité managériale alors que d'autres sont subis. Cette différence peut-elle influencer sur la valeur finale ? L'exposition et la capture des risques qui pourraient en découler se différencieraient éventuellement intensément. La norme ne considère pas cette possibilité.

La norme cautionne l'usage de probabilités subjectives dans le cadre du calcul de l'espérance de Valeur Actuelle. On peut dès lors s'interroger sur la fiabilité de ces probabilités.

La norme ne prévoit pas les conditions d'auditabilité et de reconnaissance de ces probabilités subjectives. Par ailleurs l'usage simultané de scénarios équiprobables permettrait de mesurer l'impact de ces pondérations sur la valeur espérée. La réalisation de simulations produisant beaucoup plus de scénarios que les seuls scénarios heuristiques et nécessairement discrétionnaires (§B23 à §B30) offre une alternative.

Enfin le (§37) se préoccupe du cas de baisse de la JV afin d'approcher la notion de significativité.

Taux d'actualisation

(§B12) La norme ne préconise par l'utilisation d'une technique d'actualisation en particulier puisque ces techniques dépendent des actifs à évaluer et des données disponibles. Le taux sans risque représente la valeur temps de l'argent (§B13) et n'incorpore pas nécessairement les autres incertitudes qui se comprennent comme étant reflétées dans les CF. La norme prévoit l'ajustement par les CF ou par le TA.

Ces coûts peuvent être pris en compte entièrement ou partiellement dans le taux d'actualisation (§B17). Dans les méthodes partielles, le taux d'actualisation prend en compte le risque systématique, le risque spécifique étant pris en compte dans les CF (§B24-26).

Malgré leurs différences, toutes les techniques d'actualisation doivent obéir à certains principes généraux. En particulier, la cohérence entre les CF, le taux d'actualisation et les attentes du marché doit être assurée. Seuls les facteurs propres aux actifs évalués peuvent être incorporés, et ce, sous condition qu'ils soient cohérents entre eux (§B14).

Le taux d'actualisation retenu peut être ajusté aux risques. Dans ce cas, il est calculé selon la technique des comparables de marché (§B19) éventuellement après ajustement (§B21 et §B22).

L'usage d'un taux « comparable » issu de la comparaison d'actifs similaires est préconisé (§B21).

Encore une fois, le §B20 assimile le Taux Interne de Rentabilité au taux d'actualisation. Ces deux taux sont de natures différentes puisque le premier est un résultat alors que le second est une hypothèse.

Il compare en outre des actifs produisant des flux promis à des dates différentes, en arguant

que l'ajustement du taux doit tenir compte du seul passage du temps en mobilisant la courbe des taux d'intérêt. Mais la réalisation effective de ce flux ne dépend-elle pas également de la solvabilité du créancier ? Il semble que ce seul point soit éludé.

2.10 IFRS 15 - Revenue from Contracts with Customers

2.10.1 Références clés du texte officiel

(§IN7) The core principle of IFRS 15 is that an entity recognises revenue to depict the transfer of promised goods or services to customers in an amount that reflects the consideration to which the entity expects to be entitled in exchange for those goods or services. An entity recognises revenue in accordance with that core principle by applying the following steps:

- (a) Step 1: Identify the contract(s) with a customer [...]
- (b) Step 2: Identify the performance obligations in the contract [...]
- (c) Step 3: Determine the transaction price. the transaction price is the amount of consideration in a contract to which an entity expects to be entitled in exchange for transferring promised goods or services to a customer. The transaction price can be a fixed amount of customer consideration, but it may sometimes include variable consideration or consideration in a form other than cash. The transaction price is also adjusted for the effects of the time value of money if the contract includes a significant financing component and for any consideration payable to the customer.
- (d) Step 4: Allocate the transaction price to the performance obligations in the contract
- (e) Step 5: Recognise revenue when (or as) the entity satisfies a performance obligation

(§60) In determining the transaction price, an entity shall adjust the promised amount of consideration for the effects of the time value of money if the timing of payments agreed to by the parties to the contract (either explicitly or implicitly) provides the customer or the entity with a significant benefit of financing the transfer of goods or services to the customer. In those circumstances, the contract contains a significant financing component. A significant financing component may exist regardless of whether the promise of financing is explicitly stated in the contract or implied by the payment terms agreed to by the parties to the contract.

(§61) The objective when adjusting the promised amount of consideration for a significant financing component is for an entity to recognise revenue at an amount that reflects the price that a customer would have paid for the promised goods or services if the customer had paid cash for those goods or services when (or as) they transfer to the customer (ie the cash selling price). An entity shall consider all relevant facts and circumstances in assessing whether a contract contains a financing component and whether that financing component is significant to the contract, including both of the following:

- (a) the difference, if any, between the amount of promised consideration and the cash selling price of the promised goods or services; and
- (b) the combined effect of both of the following:
 - (i) the expected length of time between when the entity transfers the promised goods or services to the customer and when the customer pays for those goods or services; and
 - (ii) the prevailing interest rates in the relevant market

(§64) To meet the objective in paragraph 61 when adjusting the promised amount of consideration for a significant financing component, an entity shall use the discount rate that would be reflected in a separate financing transaction between the entity and its customer at contract inception. That rate would reflect the credit characteristics of the party receiving financing in the contract, as well as any collateral or security provided by the customer or the entity, including assets transferred in the contract. An entity may be able to determine that rate by identifying the rate that discounts the nominal amount of the promised consideration to the price that the customer would pay in cash for the goods or services when (or as) they transfer to the customer. After contract inception, an entity shall not update the discount rate for changes in interest rates or other circumstances (such as a change in the assessment of the customer's credit risk).

(§126) An entity shall disclose information about the methods, inputs and assumptions used for all of the following:

- (a) determining the transaction price, which includes, but is not limited to, estimating variable consideration, adjusting the consideration for the effects of the time value of money and measuring non-cash consideration;
- (b) assessing whether an estimate of variable consideration is constrained;
- (c) allocating the transaction price, including estimating stand-alone selling prices of promised goods or services and allocating discounts and variable consideration to a specific part of the contract (if applicable); and
- (d) measuring obligations for returns, refunds and other similar obligations

(§5) An entity shall apply this Standard to all contracts with customers, except the following:

- (a) lease contracts within the scope of IFRS 16 Leases;
- (b) insurance contracts within the scope of IFRS 4 Insurance Contracts;
- (c) financial instruments and other contractual rights or obligations within the scope of IFRS 9 Financial Instruments, IFRS 10 Consolidated Financial Statements, IFRS 11 Joint Arrangements, IAS 27 Separate Financial Statements and IAS 28 Investments in Associates and Joint Ventures; and
- (d) non-monetary exchanges between entities in the same line of business to facilitate sales to customers or potential customers. For example, this Standard would not apply to a contract between two oil companies that agree to an exchange of oil to fulfil demand from their customers in different specified locations on a timely basis.

Utilisation du TA dans la norme	Juger de l'adéquation entre les biens/services et montant
Objet évalué	Biens/services
Méthode d'évaluation	Pas de précision
Définition du TA	Valeur temps, qualité de crédit...
Processus et conditions de calcul du TA	Divers

2.10.2 Commentaires et questionnements

(§IN7) La norme a pour objectif de préciser les conditions financières de transfert d'un bien ou d'un service envers un client. Elle demande à ce que toutes les informations utiles à la fixation d'un prix soient dévoilées, et en particulier le taux d'actualisation (§126-a) même si le périmètre d'application de la norme semble réduit puisqu'elle s'applique à toute relation contractuelle avec un client à l'exception des baux (IFRS 16), des contrats d'assurance (IFRS 4), des instruments financiers (IFRS 9), des états consolidés (IFRS 10), des partenariats (AFRS 11), des états individuels (IAS 27) et des participations (IAS 28)...

Par ailleurs, la norme reste vague sur ce qu'il convient vraiment de dévoiler : elle indique qu'il faut dévoiler les méthodes, les données et les hypothèses utilisées.

Un des rares paramètres explicités est le taux d'actualisation qui doit être pris en compte comme variable d'ajustement du montant lorsque la transaction a lieu dans le temps (§60 et §126) ou quand sont prévues des conditions de financement pour vérifier qu'elles sont cohérentes avec les biens ou services échangés (par exemple, qu'elles n'incluent pas le paiement/versement d'une soulte (§60, §61).

Le taux d'actualisation doit alors également tenir compte de la qualité de crédit des cocontractants financés (§64), ce qui pourrait laisser un espace discrétionnaire important.

On remarque que ce qui fait que la valeur temps doit être prise en compte est la matérialité de son impact, indépendamment de la durée, alors que pour IFRS 5 ou IAS 19, la matérialité de

l'impact n'est pas mentionnée et seul l'horizon (> 12 mois) est pris en compte.

2.11 IFRS 16 - Leases

2.11.1 Références clés du texte officiel

(§1) This Standard sets out the principles for the recognition, measurement, presentation and disclosure of leases. The objective is to ensure that lessees and lessors provide relevant information in a manner that faithfully represents those transactions. This information gives a basis for users of financial statements to assess the effect that leases have on the financial position, financial performance and cash flows of an entity.

(§9) At inception of a contract, an entity shall assess whether the contract is, or contains, a lease. A contract is, or contains, a lease if the contract conveys the right to control the use of an identified asset for a period of time in exchange for consideration. Paragraphs B9–B31 set out guidance on the assessment of whether a contract is, or contains, a lease.

(§23) At the commencement date, a lessee shall measure the right-of-use asset at cost.

(§24) The cost of the right-of-use asset shall comprise:

- (a) the amount of the initial measurement of the lease liability, as described in paragraph 26;
- (b) any lease payments made at or before the commencement date, less any lease incentives received;
- (c) any initial direct costs incurred by the lessee; and
- (d) an estimate of costs to be incurred by the lessee in dismantling and removing the underlying asset, restoring the site on which it is located or restoring the underlying asset to the condition required by the terms and conditions of the lease, unless those costs are incurred to produce inventories. The lessee incurs the obligation for those costs either at the commencement date or as a consequence of having used the underlying asset during a particular period.

(§26) At the commencement date, a lessee shall measure the lease liability at the present value of the lease payments that are not paid at that date. The lease payments shall be discounted using the interest rate implicit in the lease, if that rate can be readily determined. If that rate cannot be readily determined, the lessee shall use the lessee's incremental borrowing rate.

(§29) After the commencement date, a lessee shall measure the right-of-use asset applying a cost model, unless it applies either of the measurement models described in paragraphs 34 and 35.

(§34) If a lessee applies the fair value model in IAS 40 Investment Property to its investment property, the lessee shall also apply that fair value model to right-of-use assets that meet the definition of investment property in IAS 40.

(§61) A lessor shall classify each of its leases as either an operating lease or a finance lease.

(§62) A lease is classified as a finance lease if it transfers substantially all the risks and rewards incidental to ownership of an underlying asset. A lease is classified as an operating lease if it does not transfer substantially all the risks and rewards incidental to ownership of an underlying asset.

(§67) At the commencement date, a lessor shall recognise assets held under a finance lease in its statement of financial position and present them as a receivable at an amount equal to the net investment in the lease.

(§75) A lessor shall recognise finance income over the lease term, based on a pattern reflecting a constant periodic rate of return on the lessor's net investment in the lease.

(Appendix A, Defined Terms)

Fair value : for the purpose of applying the lessor accounting requirements in this Standard, the amount for which an asset could be exchanged, or a liability settled, between knowledgeable, willing parties in an arm's length transaction.

Utilisation du TA dans la norme	Implicite dans le calcul de la JV
Objet évalué	Actif : Baux
Méthode d'évaluation	Dépend de la JV
Définition du TA	Cf. le calcul de la JV
Processus et conditions de calcul du TA	Cf. le calcul de la JV

2.11.2 Commentaires et questionnements

Pour cette norme, la JV est « le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif pourrait être apuré entre parties informées, consentantes et agissantes dans des conditions normales de concurrence ».

La « Juste Valeur » est une notion propre à cette norme et ne fait pas référence à IFRS 13 alors qu'elle lui est postérieure.

Rappelons que pour IFRS 13, « la Juste Valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction ordonnée entre des intervenants du marché bien informés à la date d'évaluation » (IASB, IFRS 13, 2011, p. 7 §9) alors que pour IFRS 2 c'est « le montant pour lequel un actif pourrait être échangé ou un passif pourrait être apuré entre parties informées, consentantes et agissantes dans des conditions de concurrence normales ».

En dépit de cette différence, il semble que les techniques de mesure décrites dans IFRS 13 s'appliquent au calcul de la JV. La norme IFRS 16 ne précise pas la méthode (idem pour IFRS 2).

La définition de taux d'intérêt implicite proposée dans l'annexe A est celle du Taux Interne de Rentabilité.

2.12 IFRS 17 : Insurance contracts (phase 2)

L'IASB s'apprête à publier fin mai 2017 la norme IFRS 17 contrats d'assurance.

2.12.1 Références-clé du texte officiel

N.B. La norme n'étant pas encore publiée à l'heure où sont écrites ces lignes. Les extraits présentés infra sont extraits de la synthèse des redélibérations de l'IASB datée de février 2017¹².

2.12.2 Principe d'évaluation des provisions techniques

(§22) The estimates of cash flows used to determine the fulfilment cash flows shall include all cash inflows and cash outflows that relate directly to the fulfilment of the portfolio of contracts. Those estimates shall:

- (a) be explicit (ie the entity shall estimate those cash flows separately from the estimates of discount rates that adjust those future cash flows for the time value of money and the risk adjustment that adjusts those future cash flows for the effects of uncertainty about the amount and timing of those cash flows);
- (b) reflect the perspective of the entity, provided that the estimates of any relevant market variables do not contradict the observable market prices for those variables (see paragraphs B43–B53);
- (c) incorporate, in an unbiased way, all of the available information about the amount, timing and uncertainty of all of the cash inflows and cash outflows that are expected to arise as the entity fulfils the insurance contracts in the portfolio (see paragraph B54);
- (d) be current (ie the estimates shall reflect all of the available information at the measurement date) (see paragraphs B55–B61); and
- (e) include the cash flows within the boundary of each contract in the portfolio (see paragraphs 23–24 and B62–B67).

(§25) An entity shall determine the fulfilment cash flows by adjusting the estimates of future cash flows for the time value of money, using discount rates that reflect the characteristics of those cash flows. Such rates shall:

- (a) be consistent with observable current market prices for instruments with cash flows whose characteristics are consistent with those of the insurance contract, in terms of, for example, timing, currency and liquidity; and
- (b) exclude the effect of any factors that influence the observable market prices but that are not relevant to the cash flows of the insurance contract.

(§26) Estimates of discount rates shall be consistent with other estimates used to measure the insurance contract to avoid double counting or omissions, for example:

- (a) to the extent that the amount, timing or uncertainty of the cash flows that arise from an insurance contract depends wholly or partly on the returns on underlying items, the characteristics of the liability reflect that dependence. The discount rate used to measure those cash flows shall therefore reflect the extent of that dependence.
- (b) nominal cash flows (ie those that include the effect of inflation) shall be discounted at rates that include the effect of inflation.
- (c) real cash flows (ie those that exclude the effect of inflation) shall be discounted at rates that exclude the effect of inflation.

(§B69) Discount rates that reflect the characteristics of the cash flows of an insurance contract

¹² Lien vers le document :

<http://www.ifrs.org/Current-Projects/IASB-Projects/Insurance-Contracts/Documents/2017/Effect-of-redeliberations-on-the-ED.pdf>

may not be directly observable in the market. An entity shall maximise the use of current observable market prices of instruments with similar cash flows, but shall adjust those prices to reflect the differences between those cash flows and the cash flows of the insurance contract in terms of timing, currency and liquidity. This [draft] Standard does not prescribe the method for making those adjustments.

(§B70) In making the adjustments described in paragraph B69, an entity shall include in the discount rates for the insurance contract only those factors that are relevant for the insurance contract, as follows

- (a) in some cases, the entity determines the yield curve for the insurance contract based on a yield curve that reflects the current market rates of returns either for the actual portfolio of assets that the entity holds or for a reference portfolio of assets as a starting point. The rates of return for the portfolio include market risk premiums for credit risk and liquidity risk. In a 'top-down' approach, an entity:
 - (b) excludes, from the observable rates of return that apply to a portfolio of assets, its estimates of the factors that are not relevant to the insurance contract. Such factors include market risk premiums for assets included in the portfolio that are being used as a starting point.
 - (c) adjusts for differences between the timing of the cash flows of the assets in the portfolio and the timing of the cash flows of the insurance contract. This ensures that the duration of the assets is matched to the duration of the liability.
 - (d) does not include, in accordance with paragraph 21, the risk of the entity's own non-performance.
 - (e) While there may be remaining differences between the liquidity characteristics of the insurance contract and the liquidity characteristics of the assets in the portfolio, an entity applying the top-down approach need not make adjustments to eliminate those differences.
 - (f) in other cases, the entity adjusts a risk-free yield curve to include its estimates of the factors that are relevant to the insurance contract (a 'bottom-up' approach). Factors that are relevant to the insurance contract include differences between the liquidity characteristics of the financial instruments that underlie the rates observed in the market and the liquidity characteristics of the insurance contract. For example, some government bonds are traded in deep and liquid markets and the holder can typically sell them readily at any time without incurring significant transaction costs such as bid-ask spreads. In contrast, insurance contract liabilities cannot generally be traded, and it may not be possible to cancel the contract before it matures.

(§B71) When observable market variables are not available, or do not separately identify the relevant factors, an entity uses estimation techniques to determine the appropriate discount rate, taking into account other observable inputs when available. For example, the entity may need to determine the discount rates applied to cash flows that are expected beyond the period for which observable market data is available using the current, observable market yield curve for shorter durations. Another example would be the estimate of the credit risk premium that is included in the spread of a debt instrument using a credit derivative as a reference point. An entity assesses the extent to which the market prices for credit derivatives includes factors that are not relevant to determining the credit risk component of the market rate of return so that the credit risk component of the overall asset spread can be determined.

(§B72) In principle, the discount rates that are not expected to vary with returns on underlying items will result in the same yield curve for all cash flows because the different liquidity characteristics of the contracts will be eliminated to result in an illiquid risk free yield curve that eliminates all uncertainty about the amount and timing of cash flows. However, applying paragraph B70(a) may result in different yield curves in practice, even in the same currency

(§B73) To the extent that the amount, timing or uncertainty of the cash flows that arise from an insurance contract depends on the returns on underlying items, paragraph 26(a) requires the

characteristics of the liability to reflect that dependence. The discount rates used to measure those cash flows shall therefore reflect the extent of that dependence. This is the case regardless of whether that dependence arises as a result of contractual terms or through the entity exercising discretion, and regardless of whether the entity holds the underlying items.

(§B74) The [draft] Standard does not specify restrictions on the portfolio of assets used to determine the discount rates in applying paragraph B70(a). However, fewer adjustments would be required to eliminate those factors not relevant to the liability when the reference portfolio of assets has similar characteristics to those of the insurance contract liabilities. Accordingly:

- (a) for debt instruments, the objective is to eliminate from the total bond yield the factors that are not relevant for the insurance contract. Those factors include the effects of expected credit losses, the market risk premium for credit and a market premium for liquidity.
- (b) for equity investments, more significant adjustments are required to eliminate the factors that are not relevant to the insurance contract. This is because there are greater differences between the cash flow characteristics of equity investments and the cash flow characteristics of insurance contracts. In particular, the objective is to eliminate from the portfolio rate the part of the expected return for bearing investment risk. Those investment risks include the market risk and any other variability in the amount and timing of the cash flows from the assets.

(§B75) In some circumstances, the most appropriate way to reflect any dependence of the cash flows that arise from an insurance contract on specified assets might be to use a replicating portfolio technique (see paragraphs B46–B48). In other cases, an entity might use discount rates that are consistent with the measurement of those assets, and that have been adjusted for any asymmetry between the entity and the policyholders in the sharing of the risks arising from those assets.

At its meeting on 17 June 2014 the Board tentatively decide:

- (a) to confirm the principle that the discount rates used to adjust the cash flows in an insurance contract for the time value of money should be consistent with observable current market prices for instruments with cash flows whose characteristics are consistent with those of the insurance contract;
- (b) to provide additional application guidance that, in determining those discount rates, an entity should use judgment to:
 - (i) ensure that appropriate adjustments are made to observable inputs to accommodate any differences between observed transactions and the insurance contracts being measured; and
 - (ii) develop any unobservable inputs using the best information available in the circumstances, while remaining consistent with the objective of reflecting how market participants assess those inputs. Accordingly any unobservable inputs should not contradict any available and relevant market data.

2.12.2.1 Compte de résultat : charges d'intérêts

(§60) An entity shall recognise in profit or loss:

(...)

- (h) unless paragraph 66 applies, interest expense on insurance contract liabilities determined using the discount rates specified in paragraph 25 that applied at the date that the contract was initially recognised. For cash flows that are expected to vary directly with returns on underlying items, the entity shall update those discount rates when it expects any changes in those returns to affect the amount of those cash flows.

En matière d'annexe sur les charges d'intérêts :

an entity should disclose, for all portfolios of insurance contracts an analysis of total interest expense included in total comprehensive income disaggregated at a minimum into: a. the

amount of interest accretion determined using current discount rates; b. the effect on the measurement of the insurance contract of changes in discount rates in the period; and c. the difference between the present value of changes in expected cash flows that adjust the contractual service margin in a reporting period when measured using discount rates that applied on initial recognition of insurance contracts, and the present value of changes in expected cash flows that adjust the contractual service margin when measured at current rates.

2.12.2.2 Transition

At the beginning of the earliest period presented:

- (c) if retrospective application of the Standard is impracticable, an entity should use the simplified approach proposed in paragraphs C5 and C6 of the 2013 ED with the following modification: instead of estimating the risk adjustment at the date of initial recognition as the risk adjustment at the beginning of the earliest period presented, an entity should estimate the risk adjustment at the date of initial recognition by adjusting the risk adjustment at the beginning of the earliest period presented by the expected release of the risk before the beginning of the earliest period presented. The expected release of risk should be determined by reference to release of risk for similar insurance contracts that the entity issues at the beginning of the earliest period presented.
- (d) if the simplified approach is impracticable, an entity should apply a 'fair value approach' in which the entity should:
- (i) determine the contractual service margin at the beginning of the earliest period presented as the difference between the fair value of the insurance contract at that date and the fulfilment cash flows measured at that date; and
 - (ii) determine interest expense in profit or loss, and the related amount of other comprehensive income accumulated in equity, by estimating the discount rate at the date of initial recognition using the method in the simplified approach proposed in paragraph C6(c) and (d) the 2013 ED.

Utilisation du TA dans la norme	Explicite dans la valorisation des <i>fulfilment cash-flows</i>	Calcul des charges d'intérêts	Détermination de la juste valeur pour les besoins de la transition
Objet évalué	Dette envers les assurés	Charge d'intérêts affectée à la période	Juste valeur des contrats d'assurance
Méthode d'évaluation	Discounted cash-flows		Juste valeur (modalités non spécifiées)
Définition du TA			Non spécifiée
Processus et conditions de calcul du TA			

2.12.3 Commentaires et questionnements

La notion d'actualisation intervient pour de multiples usages dans la norme :

- Elle est un des mécanismes d'incorporation de la valeur temps de l'argent dans la détermination des *fulfilment cash-flows* (*current estimate* + ajustement pour risque);
- Elle est sous-jacente à la détermination du taux effectif utilisé pour déterminer les charges d'intérêts pour les contrats participatifs indirects;
- Elle est implicite à l'évaluation de la juste valeur des portefeuilles d'assurance pour les dispositions en matière de transition IFRS 4 / IFRS 17 (lorsque les approches rétrospectives

ne peuvent être mises en œuvre)

L'actualisation est un des trois *building blocks* sur lesquels repose l'évaluation des provisions techniques. Les provisions techniques sont comptablement décomposées en :

- Une estimation présente des fulfilment cash-flows (*current estimate*);
- Un ajustement pour risque correspondant à la prime de risque qui serait requis pour supporter l'incertitude des fulfilment cash-flows;
- Une marge pour service contractuelle correspondant au profit attendu, non encore comptabilisé en P&L.

Dans ce contexte, les taux d'actualisation ont pour objet explicite et censitairement exclusif l'incorporation de la valeur-temps de l'argent. En effet, les autres risques sont censés être intégrés :

- en espérance, dans les flux futurs projetés pour l'évaluation;
- dans l'ajustement pour risque au moyen d'une mesure de risque.

Il est à noter que, compte tenu de la nature des engagements d'assurance vie, et du risque financier qu'ils conduisent l'assureur à supporter, la valeur-temps de l'argent ne résulte pas uniquement du processus d'actualisation, mais également de l'incorporation (dans le *current estimate*) de la valeur-temps des options et garanties financières.

Au plan opérationnel, les valorisations de *current estimate* en assurance vie passent généralement par des méthodes de Monte Carlo au moyen de générateurs de scénarios économiques. L'approche la plus classique (risque-neutre), utilisée par exemple pour les besoins de la supervision prudentielle en Europe (Solvabilité II) ou de la communication financière (*Market Consistent Embedded Value*), consiste en la génération de scénarios risque-neutre pour lesquels la courbe des taux joue un rôle central (tant dans les scénarios simulés que dans l'actualisation en elle-même).

Le projet de norme prévoit deux types d'approches pour déterminer les courbes de taux d'actualisation :

- une approche *bottom-up* qui correspond aujourd'hui au standard de marché en matière de solvabilité et d'*embedded value*;
- une approche *top-down*.

Si le concept sous-jacent est identique, retenir telle ou telle approche peut conduire à des courbes de taux différentes, comme l'a montrée l'expérience *embedded value*.

La norme ne devant pas être d'application avant 2021, il est à ce stade délicat d'anticiper l'attitude des préparateurs en la matière même s'il est probable qu'une capitalisation sur les modèles de projection développés pour Solvabilité II soit privilégiée.

Il convient enfin de remarquer qu'IFRS 17 présente la singularité dans le référentiel IFRS de spécifier de manière assez précise deux méthodes permettant de définir des courbes de taux d'actualisation.

3 Analyse des IFRS par le comité d'interprétation (SIC)

Le SIC n'a pas réalisé de commentaire concernant le taux d'actualisation.

4 Analyse des IFRS par le comité d'interprétation (IFRIC)

L'IFRIC n'a pas réalisé de commentaire concernant le taux d'actualisation

5 Tableaux récapitulatifs

Le tableau suivant concatène les précédents tableaux, propres à chaque norme afin de distinguer pour chacune de ces normes : l'objet évalué, les méthodes d'évaluation préconisées, la définition du TA, son processus de calcul et les modalités de son utilisation dans le processus d'évaluation.

RAPPORT DE RECHERCHE POUR L'ANC

	Objet évalué	Méthode d'évaluation	Définition du TA	Utilisation du TA dans la norme	Processus et conditions de calcul du TA
ias 1	Tous ceux qui nécessitent un TA	Dépend de la norme considérée	Dépend de la norme considérée	Le TA est reconnu comme un élément pouvant avoir un impact sur les éléments comptabilisés. IAS 1 recommande alors de divulguer les informations pouvant avoir un impact sur ce taux sur l'exercice comptable en cours et l'année qui suit.	Dépend de la norme considérée
ias 2	Actif : Stocks	Toutes celles qui sont permises par la définition de la juste valeur : coûts (prix d'entrée), valeur de réalisation nette dont juste valeur (prix de sortie).	Pas de précision	Implicite dans l'application de la juste valeur et dans le calcul des coûts d'emprunts.	Aucune précision
ias 8	Actif et passif : instruments financiers et dettes financières	JV	Pas de précision	Pas de précision	Pas de précision
ias 12	Actif ou passif : Impôt différé – indirectement acquis via IFRS 3 ou réévalués	Valeur nominale	Aucune - Interdite	Aucun : l'actualisation des impôts différés est déconseillée. Mais impact indirect depuis IAS 16, IAS 38, IAS 40, IFRS 9, IFRS 16 ou IFRS 3	Pas de précision
ias 16	Actif : Immobilisations corporelles, terrains constructions	Évaluation initiale aux coûts (prix d'entrée), réévaluation à la juste valeur (valeur actuelle – prix de sortie). Actualisation des paiements à terme ou au coût de remplacement	Aucune – plusieurs taux ici : JV des actifs et coûts d'emprunts	Réévaluation des actifs, coûts d'emprunts attribuables	Pas de précision
ias 17	Actif : Bien en location financement ou en location simple - Passif : JV du bien en location-financement	Évaluation initiale aux coûts (prix d'entrée) à la JV de l'immobilisation sous-jacente au contrat ou si elle est plus faible à la VA des loyers à la date d'inception	Taux implicite de l'opération - !!! Il ne s'agit pas d'un TA, mais d'un TRI	Estimation de la JV d'un bien en location-financement (financial lease) hors IAS 40 et 41 ou en location simple (operational lease)	Le taux d'intérêt utilisé est le taux implicite de l'opération. Il n'est pas précisé si les calculs de flux doivent intégrer les économies d'IS liées aux loyers, charges et les déséconomies d'IS liées aux amortissements fictifs
ias 19	Actif : investissements réalisés pour faire face aux engagements - Passif : avantages du personnel dont engagements de retraite, avantages postérieurs à l'emploi (dont les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies), autres avantages à long terme et indemnités de cessation d'emploi	Actualisation des prestations par la méthode des unités de crédit projetées	Taux nominal sauf si le réel est plus pertinent, taux d'une obligation <i>corporate</i> de haute qualité ou d'État le marché obligataire <i>corporate</i> n'est pas actif. Taux à la date de clôture. Référence aux taux du marché des obligations high-yield	Réactualisation/désactualisation des engagements concernant les avantages du personnel - Le risque de non-correspondance entre actifs et passifs	Actualisation des actifs du plan et des engagements de prestations pour constater l'évolution des différences

	Objet évalué	Méthode d'évaluation	Définition du TA	Utilisation du TA dans la norme	Processus et conditions de calcul du TA
ias 23	Actif : Les coûts d'emprunts des actifs qualifiés	Méthode des taux d'intérêts effectifs	Le taux pris en compte est un taux « tout compris » (Cf. IFRS 9 qui définit ce taux et la méthode)	Actualiser les coûts d'emprunts pour les associer aux actifs qualifiés ou stocks produits/manufacturés	Cf. IFRS 9
ias 26	Passif : Régimes de retraite	Juste Valeur des régimes de retraite	Implicite et non mentionné	Comptabilisation des régimes de retraite	Pas de précision
ias 29	Actif, passif et résultats	Correction des données au coût historique pour prise en compte de l'inflation	Inutile, le standard traite du taux d'inflation seulement	Comparabilité des comptes sur la base de la parité du pouvoir d'achat	Application d'un coefficient multiplicateur rapportant les indices de prix de clôture sur les indices de prix à la date d'enregistrement ou d'ouverture.
ias 32	Actif et passif : Instruments financiers	Pas de précision	Pas de précision	Non requis	Pas de précision
ias 36	Actif : Perte de valeur d'un actif d'une entité définie	Valeur actuelle – valeur d'usage	Taux d'actualisation (CMPC, taux marginal de la dette ou taux de marché d'un actif financier comparable) avant impôts (taux demandé par un investisseur sur un projet de financement) et ajusté au risque spécifique selon le marché, à l'exclusion des risques non pertinents	Détermination de la valeur d'usage en vue de déterminer une perte de valeur	Description précise des approches (par les taux d'actualisation ou par les CF espérés)
ias 37	Passif : Une provision pour contrat onéreux, perte opérationnelle future, restructuration (yc démantèlement)	Si matérialité de l'effet du temps	Taux avant IS permettant d'ajuster la provision. La portion liée au passage du temps doit être claire car elle est reconnue.	Détermination de la valeur actuelle d'une provision	Valeur temps de l'argent et risques non pris en compte dans les Cash Flows.
ias 39	Actif : actifs financiers ; Passif : passifs financiers	Méthode des taux d'intérêts effectifs	Le taux est « tout compris », renvoi vers IFRS 9	Détermination du TEG pour la reconnaissance du revenu des titres amortissables (catégorisés en L&R, HTM et AFS) - Estimation d'une juste valeur de niveau 2 ou 3 - Amortissement des écarts de couverture	Renvoi vers IFRS 9
ias 40	Actif : bien immobilier de placement	Juste valeur lorsque c'est possible, CH sinon	Cf IFRS 13	Par le biais d'un calcul de juste valeur	Cf. IFRS 13
ias 41	Actif : actif agricole	Juste valeur lorsque c'est possible, CH sinon	Cf IFRS 13	Par le biais d'un calcul de juste valeur	Cf. IFRS 13

RAPPORT DE RECHERCHE POUR L'ANC

	Objet évalué	Méthode d'évaluation	Définition du TA	Utilisation du TA dans la norme	Processus et conditions de calcul du TA
ifrs 1	Actif ou passif financier	Valeur comptable	Pas de précision	Mention dérogatoire en cas d'impraticabilité au sens d'IAS 8	Pas de précision
ifrs 2	Acif : bien et services non comptabilisés en charges - Passif : titres financiers ou trésorerie	Valeur actuelle	Taux sans risque (valorisation financière market consistent)	Estimation de la juste valeur des instruments de capitaux propres accordés	Aucun
ifrs 3	Actif : actifs identifiables; Passif : passifs identifiables	Juste valeur	Pas de précision	Estimation des actifs et passifs dans le cadre d'un regroupement d'entreprises - Test d'adéquation du passif	Pas de précision
ifrs 4	Contrat d'assurance	Actualisation	Taux d'actualisation de marché, taux actuariel	Estimer les changements pour changer de politique comptable - Test d'adéquation du passif	Pas de précision
ifrs 5	Actif : Un actif prêt à être vendu	Valeur actuelle	Aucune précision	Évaluer les coûts liés à la vente	Aucune précision
ifrs 6	Actifs : coûts d'exploration et d'évaluation	Coût ou test de dépréciation (dans ce cas JV non précisée)	Pas de mention	Non spécifié	Pas de mention
ifrs 7	Actif et passif : Instruments financiers	Méthode des taux d'intérêt effectifs (TRI)	Le taux pris en compte est un taux « tout compris » (Cf. IFRS 9 qui définit ce taux et la méthode)	À des fins d'information	Cf. IFRS 9
ifrs 8	Actif : Les instruments financiers	Multiples : FV (résultat ou OCI) ou coût amorti	Passage du temps	Large. Concerne les instruments financiers, leurs risques (marché, intérêt, crédit...) pour évaluation et dépréciation (ds montant déprécié ou calcul des charges d'intérêt si passifs financiers)	Marché ou pas de marché liquide (niv 2)
ifrs 13	Actif et Passif : Principalement les actifs et les passifs et certains éléments de fonds propres	Comparables, Remplacement, Valeur actuelle, Valeur actuelle espérée via des scénarios	Taux d'actualisation de marché ou à défaut un taux estimé	Mesure reflétant un prix de cession d'un actif ou de transfert d'un passif comme si la transaction se déroulait sur un marché liquide	Le taux peut être ajusté pour prendre en compte les autres risques
ifrs 15	Biens/services	Rien de précisé	Valeur temps, qualité de crédit...	Juger de l'adéquation entre les biens/services et montant	Divers
ifrs 16	Actif : Baux	Dépend de la JV	Cf. le calcul de la JV	Implicite dans le calcul de la JV	Cf. le calcul de la JV
ifrs 17	Dette envers les assurés	Discounted cash-flows		Explicite dans la valorisation des <i>fulfilment cash-flows</i>	
	Charge d'intérêts affectée à la période			Calcul des charges d'intérêts	
	Juste valeur des contrats d'assurance	Juste valeur (modalités non spécifiées)	Non spécifiée	Détermination de la juste valeur pour les besoins de la transition	

3. Identification de problèmes de cohérence et pistes de recherche

Cette dernière partie de ce premier rapport synthétise le constat qu'une lecture attentive des normes IAS et IFRS permet de formuler. Partis à la recherche d'une cohérence des préconisations en matière d'évaluation et notamment lorsque celles-ci ont recours à des taux d'actualisation, nous avons principalement identifié des incohérences relatives à la capture du risque. Les méthodes diverses à la disposition du préparateur reposent sur des sous-jacents différents et se différencient par leur signification.

Il ressort de cette première étape du travail **quelques directions à investiguer** plus loin à l'occasion des deux phases de recherche à venir.

Constat

Motif de l'usage du taux d'actualisation

Le taux d'actualisation est utilisé dans les normes internationales dans le cadre d'opérations d'évaluation d'actifs et de passifs et de réévaluation de certains de ces actifs et passifs, parfois par le biais de la désactualisation. L'objectif consiste le plus souvent à calculer une Valeur Actuelle.

Objets évalués

Les méthodes mobilisant un taux d'actualisation visent à évaluer des actifs et passifs de différentes natures : d'une part des actifs et passifs financiers, d'autre part des actifs « opérationnels » (ici, synonyme de non-financiers).

Définition et signification du taux d'actualisation

Les taux d'actualisation mobilisés peuvent être explicites – observables ou calculés – ou implicites :

- Certains taux explicites sont observables, car ils émanent de contrats ou de références exogènes : les taux directeurs, les taux d'inflation (IAS 29). Le plus souvent, ils qualifient alors le passage du temps ou le coût de l'argent.
- D'autres taux peuvent être calculés à partir de données observables comme lorsque l'usage du MEDAF est possible ou dans le cas du calcul d'un coût de l'emprunt, tous frais compris.
- D'autres taux sont implicites et déduits de suites de Cash Flows, il s'agit alors de Taux Interne de Rentabilité.

Ainsi, le normalisateur admet différentes approches d'évaluation pour des objets de natures différentes.

Aussi, le taux d'actualisation se définit parfois comme un taux d'intérêt reflétant le passage du temps, ou encore l'inflation. Dans d'autres cas, la signification du taux d'actualisation n'est pas précisée, et cela en particulier dans le cas d'évaluation ou de réévaluation d'actifs opérationnels.

Par exemple selon IAS 36, l'entité peut l'estimer (§57 & Annexe A) selon différentes approches :

- le Coût Moyen Pondéré du Capital (CMPC)
- le taux d'emprunt de l'entité : les taux doivent être ajustés pour tenir compte des spécificités de l'entité
- les taux d'emprunt (quelconques) sur le marché - sans spécification
- le passage du temps estimé pour la durée de vie du projet (sans que la norme ne fasse référence à cet endroit (A16) au taux sans risque
- les facteurs non pris en compte dans les CF : Une estimation de la volatilité des CF, le coût de l'incertitude, et tout autre facteur pour lequel un quelconque participant pourrait avoir envie d'exiger une rémunération.

Ces taux reflètent des postures très différentes quant à la signification du taux d'actualisation :

- le CMPC représente le coût de l'ensemble des fonds mobilisés par l'entité, il est orienté entité et conserve la mémoire passée, dans l'hypothèse ou la structure financière actuelle se soit construite sur une structure antérieure ;
- le taux d'emprunt de l'entité ignore la rémunération exigée par l'actionnaire pour se centrer sur les seuls créanciers financiers ;
- les taux d'emprunt d'un investisseur quelconque sur le marché désignent le taux d'emprunt de n'importe quelle autre entité/investisseur;
- le taux sans risque tient compte de l'inflation et de l'arbitrage possible dans un actif financier alternatif, mais pas d'autres risques.

La seule notion de passage du temps diffère selon que les normes traitent d'instruments financiers ou qu'elles traitent d'actifs non financiers. Elle inclut parfois le taux sans risque, et d'éventuelles primes de risque spécifiques. Dans d'autres cas, elle n'inclut qu'un taux sans risque et parfois un taux sans risque additionné d'une prime spécifique à une catégorie d'actifs financiers (AA- ou autres).

Ainsi, la définition du taux d'actualisation pourrait apparaître instable dans une analyse inter-normes et intra-norme.

Néanmoins, dans tous les cas, la mobilisation du taux d'actualisation démontre une volonté de prise en compte des risques, de l'entité, de l'actif, du passif. Ce risque est parfois un risque d'insolvabilité (défaut vis-à-vis des engagements) parfois un risque opérationnel (variations des CF)...

Sur la base de ce constat, il est possible de formuler le postulat suivant : les différents taux d'actualisation auxquels se réfèrent les normes internationales sont des paramètres de méthodes d'évaluation tentant de proposer des contours d'actifs ou de passifs dont les valeurs sont instables dans le temps. En d'autres termes, il s'agit de la volatilité des actifs et passifs. À cet effet, le taux d'actualisation est mobilisé afin d'incorporer le coût du risque et de réduire l'asymétrie informationnelle relative aux risques.

Les pistes de recherche : la capture du risque et la signification des résultats des évaluations

S'agissant du seul taux d'actualisation, il découle de notre postulat un ensemble de problématiques que notre travail entend examiner dans la suite de ces travaux :

- Les méthodes reposant sur les taux d'actualisation améliorent-elles la compréhension du risque par l'utilisateur/ investisseur ?
- Le risque supporté est-il capturé avec fiabilité par les méthodes dites DCF et incluant la VA, le TA et le TRI ?
- Les méthodes reposant sur des taux d'actualisation sont-elles plus informatives que d'autres méthodes ?
- Lorsqu'un risque est capturé, s'agit-il de celui de l'entité, de l'actif, de l'investisseur ou d'un investisseur ?
- À défaut, d'autres alternatives sont-elles envisageables ?

Aussi, notre approche diffère de celle choisie dans le cadre du Research Project menée par l'IASB. Le travail de recherche relatif au Taux d'Actualisation pourrait selon nous moins porter sur la place de la VA en tant que mesure incontestée, mais sur la cohérence offerte en matière d'appréhension du risque lorsque l'information est incomplète et/ou asymétrique.

Néanmoins, la posture du normalisateur international - héritée des travaux de convergence avec FASB - et selon laquelle la valeur actuelle obtenue par l'actualisation des Cash Flows se définit comme une valeur courante et comme une mesure (ou PVM, Present Value Measurement) constitue un autre axe de développement de nos travaux. Au-delà de la

signification des taux d'actualisation, la signification des résultats des méthodes peut également importer.

En effet, les différentes mesures proposées par les normes IAS et IFRS ne s'intéressent pas à des objets comparables :

- la mesure des instruments financiers s'intéresse à la valeur à un instant donné
- la valeur de remplacement est une information indépendante de l'entreprise en l'absence de décision à prendre au sujet de l'actif concerné
- la valeur actuelle des CF est une mesure du potentiel attendu dans le futur

Aussi, nous préconisons **une interrogation plus poussée de la notion de mesure**, des classifications des mesures proposées et de leurs usages. Notre revue des travaux académiques alimentera ce second axe de recherche.

Une incohérence dans le traitement des risques ou dans la mobilisation de méthodes d'évaluation pourrait être à la source de deux problèmes que le normalisateur souhaite contourner :

- un défaut de comparabilité, en raison de la variété des alternatives offertes et appliquées,
- un espace discrétionnaire, élargi et source de manipulation du résultat, notamment via les dépréciations et reprises sur dépréciations.

Les prochaines étapes de notre travail valideront l'application ou non des exigences de la norme en matière de divulgations des détails des paramètres de valorisation. Si cette exigence est insuffisamment appliquée, un défaut de transparence s'ajoutera.

Ces différents points (risque, taux d'actualisation, méthodologie d'évaluation) feront l'objet de la suite de notre recherche. Celle-ci va s'intéresser aux **pratiques préconisées par d'autres normalisateurs** et aux recherches portant sur les éléments ci-dessus identifiés, notamment en provenance d'académiques en pointe sur le sujet. En particulier, **le champ de la recherche en méthodologies de décision d'investissement** sera ausculté afin de les comparer aux positions du normalisateur, en lien avec les actifs opérationnels.

Enfin, **au-delà des seuls concepts, de leur compréhension, de leur usage rigoureux et de leur intelligibilité, les limites d'appropriation pratiques seront sondées** auprès de praticiens.

Les questions porteront encore sur **la clarté apportée par les divulgations comptables**, ainsi que sur la pertinence de l'usage des TA. Nos questions porteront sur l'adéquation des méthodes avec les objets évaluées, sur la pertinence de l'usage de plusieurs ou une méthode, sur la difficulté ou non à collecter les données et élaborer des hypothèses, sur la fiabilité perçue...